DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires
Novembre - Décembre 2026

Investissement

Édition spéciale



HUN MANET

Premier ministre du Cambodge

Le Visage du Renouveau de la Francophonie

Comment le Premier ministre positionne le Cambodge comme pays hôte

DISTRIBUTION CIBLÉE
Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque Islamique de Développement, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.
www.diplomatinvestissement.com

LOGISTIQUE RDC

OGEFREM
- OFFICE DE GESTION DU FRET MULTIMODAL - RDC



Olivier TSHIBOLA MUKUMA, Directeur Général, OGEFREM

LA TRAÇABILITÉ NUMÉRIQUE AU SERVICE DES CHARGEURS

Sous l'impulsion de sa direction générale, l'OGEFREM accélère la transformation numérique de la chaîne logistique en République Démocratique du Congo. Des outils innovants sécurisent le fret et soutiennent le commerce extérieur.



UN LEADER POUR UNE LOGISTIQUE MODERNE

Sommaire

DIPLOMAT INVESTISSEMENT
Novembre-Décembre 2026
www.diplomatinvestissement.com

EN BREF

Saviez-vous que... 4

ÉDITORIAL

La Francophonie au tableau des réalités : l'heure du choix 5

POLITIQUE

Sommet de Phnom Penh 2026
Le grand tournant démocratique de la Francophonie 13

EMMANUEL MACRON

Entre ambition numérique et réalités géopolitiques
Quel bilan pour sa vision francophone ?
Le dernier rendez-vous francophone d'Emmanuel Macron 16



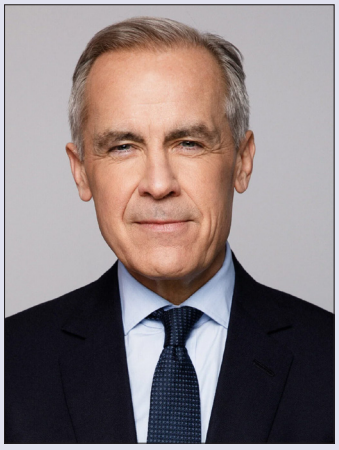


ÉVARISTE NDAYISHIMIYE

Le Burundi au cœur de la Francophonie et de l'Union Africaine: Enjeux et Défis d'une vision émergente du Président 21

MARK CARNEY

Le Canada et la Francophonie de demain
L'ambition d'un leadership partagé 30



INVESTISSEMENT

Francophonie 2050 : Quand les capitaux du Nord misent sur le boom africain 78

HUN MANET

Premier Ministre du Cambodge

Le Visage du Renouveau de la Francophonie

Comment le Premier Ministre positionne le Cambodge comme pays hôte



FINANCE

LA FRANCOPHONIE DOIT-ELLE DEVENIR UNE PUISSANCE FINANCIÈRE MONDIALE ?
De la communauté linguistique à une communauté de capitaux, de projets et de croissance? 79

COMMERCE ET ÉCONOMIE

La gouvernance économique et environnementale dans l'espace francophone 90

REPORTAGE

JULIANA AMATO LUMUMBA : Enquête sur une candidature proche des peuples 92

DÉVELOPPEMENT

La Francophonie à l'heure de l'IA 114
Le triple choc des infrastructures en Afrique subsaharienne francophone 120

ÉDUCATION

Jeunesse africaine et Francophonie : Un partenariat à l'épreuve du pragmatisme économique 122

CULTURE

La Francophonie dans le monde
Une puissance linguistique en pleine recomposition 126

RÉFLEXION

Comment améliorer durablement la performance des services publics dans les États membres de la francophonie ? 129

Saviez-vous que...

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est un acteur politique et économique mondial majeur, regroupant 90 États et gouvernements (53 pays membres de plein droit, 5 membres associés et 32 membres observateurs) répartis sur les cinq continents, unis par le partage de la langue française et de valeurs communes.

Retrait de trois pays

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont officiellement quitté l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Ces trois pays, regroupés au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), ont notifié leur décision de retrait à l'organisation les 17 et 18 mars 2025. Pour justifier ce départ, les autorités de transition ont invoqué leur souveraineté et dénoncé une application jugée sélective des sanctions ainsi qu'une instrumentalisation politique de la Francophonie à leur encontre.

Ce retrait de l'OIF s'inscrit dans un mouvement global de rupture diplomatique et institutionnelle, matérialisé plus tôt par leur sortie de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).
La synthèse de l'influence et de la présence de la Francophonie dans le Monde à travers les différents axes thématiques suivants :

Politique, Géopolitique & Diplomatie

- **Influence multilatérale :** L'OIF pèse lourd dans les instances internationales (ONU, Union Européenne, Union Africaine) en coordonnant les positions de ses membres sur les grands dossiers mondiaux.
- **Gestion des crises :** Elle mène des actions de médiation politique, soutient les processus électoraux et veille au respect de la démocratie et des droits de l'homme via les engagements de la Déclaration de Bamako.
- **Diplomatie linguistique :** Elle défend le multilinguisme dans les organisations internationales face à l'hégémonie de l'anglais.

Économie, Commerce, Investissement & Finance

- **Espace économique francophone :** Cet espace représente environ 16 % du PIB mondial et près de 20 % du commerce mondial de marchandises.
- **Stratégie économique :** L'OIF déploie des missions économiques et commerciales de haut niveau (missions de prospection en Afrique, Asie, Europe) pour stimuler les investissements croisés et les partenariats d'affaires.
- **Réseaux d'affaires :** Elle s'appuie sur des structures comme le Forum des partenaires et l'Union des chambres de commerce francophones pour dynamiser les flux financiers et le commerce intra-francophone.

Développement, Énergie & Environnement

- **Transition énergétique :** L'OIF, à travers l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), soutient le déploiement des énergies renouvelables et l'électrification rurale, notamment en Afrique subsaharienne.
- **Action climatique :** Elle aide les pays membres les plus vulnérables à négocier et à appliquer les accords internationaux sur le climat (COP) et à concevoir des plans nationaux d'adaptation.
- **Accès à l'eau et assainissement :** Elle finance et accompagne des projets de gestion durable de l'eau, de traitement des déchets et de salubrité publique pour améliorer les conditions de vie locales.

Population & Diversité Culturelle

- **Dynamique démographique :** On compte environ 396 millions de locuteurs francophones dans le monde. En raison de la poussée démographique en Afrique, ce chiffre pourrait atteindre près de 590 à 700 millions à l'horizon 2050.
- **Jeunesse et égalité :** Plus de 60 % de la population francophone a moins de 30 ans, faisant des jeunes et des femmes les cibles prioritaires des programmes d'autonomisation.
- **Exception culturelle :** L'OIF est le fer de lance de la diversité culturelle. Elle soutient les industries créatives (cinéma, édition, musique) via des fonds d'aide et promeut la circulation des œuvres francophones.

Numérique & Intelligence Artificielle (IA)

- **Stratégie numérique de la Francophonie :** Elle vise à réduire la fracture numérique, à former les jeunes aux métiers du code et à soutenir l'entrepreneuriat technologique.
- **IA en français :** L'OIF milite activement pour l'intégration des spécificités culturelles et linguistiques francophones dans les modèles d'Intelligence Artificielle. Elle soutient la création de bases de données massives (Big Data) en français pour éviter les biais algorithmiques anglo-centrés.

Éducation

- **Enseignement du et en français :** L'OIF soutient la formation des enseignants à travers des programmes phares comme IFADEM (Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres).
- **Mobilité universitaire :** Elle s'appuie sur l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), l'un des plus grands réseaux d'établissements d'enseignement supérieur au monde, pour favoriser la recherche scientifique et la mobilité des étudiants.

DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Tele Udimba**
Vice-président exécutif: **Jonathan Fontaine**
Directrice générale/partenaire: **Sâadia Lakehal**
Directeur de publication par intérim : **Henri Tambwe**
Rédacteur en chef : **Christophe Etenda**

ADMINISTRATION
Fatouma Muhiya
Liliane Aneka
Vanessa Lazaron

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES
Relations avec les Gouvernements: **Joseph Tete**
Relations avec les secteurs privé et public: **Baron T. Omeonga**
Relations avec les institutions: **Baron T. Omeonga**
Développement des affaires: **Ignace Lomomba**
Directeur de projets: **Dominique Gagnon**
Chargé de mission: **Sylla Naby Laye, Prince Omeonga, José Tete W.**

DIRECTION INTERNATIONALE
Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Anaclet Mutombo**
Relation avec l'Amérique: **Baby Tete W.**
Relation avec les pays du Golfe et Arabe: **Souleyman Kelley Younous**
Relation avec les pays d'Asie : **Steven Zang, Jun Hua**

MARKETING ET PUBLICITÉ
Directrice de Marketing et Communication : **Marion Nzuba**
Relations publiques et d'affaires: **Elisée Kyamoto**
Publicité : **Sylla Aminata**
Consultant et Chargé des projets: **Lambert Opula, PhD.**

RÉDACTION
Chef de rubrique: **Dominique Gagnon, Christophe Etenda**
Chef réviseur: **Lambert Opula, PhD**
Correspondants: Jacques Fani, Dominique Martens, Jacques Malu, Joseph Smith, Aziz Fouad, Eric Kouassi, Camara Lamine, Kakoyi Yaya Mahamat.
Reportage: **Wendy Bokata, Mamie Omeonga, Émile Gagnon, Wendy Mbuku**

STAGIAIRES
Cherifa Abdramane Ali

PRODUCTION
Directeur de production: **Jean Tele**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Mise en Page : **Felly Ilunga**
Impression: **J.U CANADA**
Logistique: **Mutombo Kahozi, Jean-Paul Kalonda**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE :
WABC

DISTRIBUTION
Distribution ciblée: **WABC**

PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe Diplomat Investissement
Ont également collaboré à ce numéro: Kabongelo Éric Kampanga, Yemba Lohaka, Valentin Kouamé, Alphonse Noah, Richard Martin, André Lalonde, Jean Christian Mpoyi Kabuya, André Jolicoeur, Prof. Vincent L. Bokata, Willy Nsabimana.

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration. Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal:
Bibliothèque et Archives Canada ISSN: 1205-9757
Magazine Diplomat Investissement
530 Boulevard Côte Vertu, suite 605
Saint-Laurent, QC H4L 1X9
info@diplomatinvestissement.com
www.diplomatinvestissement.com

Éditorial

La Francophonie au tableau des réalités : l'heure du choix

Jean Tele Udimba

La Francophonie se trouve à un tournant historique de son existence. Longtemps perçue comme un club de diplomates et d'intellectuels amoureux des belles lettres, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) doit aujourd'hui affronter le principe de réalité. Face aux bouleversements géopolitiques, économiques et technologiques, l'institution n'a plus le choix : elle doit muter pour devenir un espace de solutions concrètes pour les peuples qui la composent, ou risquer l'insignifiance.

Un leadership redéfini par la transparence

Le premier signal de cette transformation se joue dans ses instances dirigeantes. Le mode de désignation du Secrétaire général, autrefois verrouillé par les secrets des dieux de la diplomatie et le consensus de couloirs, s'ouvre enfin à la modernité. En intégrant des mécanismes d'audition plus ouverts et transparents pour le mandat 2027-2030, la Francophonie envoie un message fort. Elle comprend que la légitimité ne se décrète plus à huis clos, mais se gagne par le projet, la clarté et la représentativité. Qu'elles viennent d'Afrique, d'Asie, d'Amérique ou d'Europe, les ambitions des candidats devront répondre à une vision d'avenir, et non à des logiques d'influence d'un autre temps.

Le double défi de l'économie et de l'intelligence artificielle

La langue française est aussi un puissant vecteur d'affaires et de commerce. Pour ne pas être marginalisée, la Francophonie doit rattraper un retard numérique majeur, le français ne représentant que 3,5 % des contenus en ligne. Intégrer les algorithmes, faire rayonner la culture francophone dans les outils d'Intelligence Artificielle et multiplier les initiatives de la Francophonie économique sont désormais des questions de survie pour éviter que la jeunesse ne code et ne pense qu'en anglais.

Car l'influence moderne ne se mesure plus seulement au nombre de locuteurs, mais à la force de frappe technologique et financière.
Le virage économique amorcé ces dernières années doit s'accélérer. Le français doit être une langue de transactions, de contrats et d'opportunités d'affaires et d'emplois.

Plus pressant encore est le défi numérique de l'Intelligence Artificielle. À l'heure où les algorithmes et les grands modèles de langage modèlent la pensée globale, la sous-représentation du français en ligne est un péril culturel majeur. Si la Francophonie ne parvient pas à imposer ses données, sa culture et ses concepts dans le codage de l'IA de demain, elle condamne sa jeunesse à penser et à créer dans une matrice linguistique anglo-saxonne. Financer et structurer une IA francophone n'est pas un luxe technique, c'est une urgence de souveraineté.

Écouter la rue plutôt que les salons

Mais le véritable test de survie de la Francophonie se fera sur le terrain social. Des rives du fleuve Congo aux rues de Montréal, la jeunesse francophone n'attend pas de grands discours sur la solidarité des peuples, elle attend des perspectives. Elle veut des visas d'études simplifiés, des partenariats d'affaires fluides, des formations au numérique et un accès égal à l'éducation et à la santé.

Voir la suite à la page : 11 Éditorial

HUN MANET

Le Visage du Renouveau de la Francophonie

Comment le Premier Ministre positionne le Cambodge comme pays hôte incontournable du XXe Sommet de la Francophonie.

À l'approche du 20e Sommet de la Francophonie à Phnom Penh, le Premier Ministre dessine les contours d'une diplomatie tournée vers la paix, la prospérité partagée et le rayonnement de l'Asie au sein de l'espace francophone.

Par Jonathan Fontaine et Valentin Kouamé

En novembre 2026, le Cambodge marquera l'histoire en accueillant pour la toute première fois le Sommet de la Francophonie. Cet événement, qui signe le grand retour de l'institution sur le continent asiatique, revêt une dimension à la fois mémorielle et hautement stratégique pour Phnom Penh. Pour ce grand entretien, Magazine Diplomat investissement a le privilège de recevoir le Premier Ministre du Royaume du Cambodge. L'invité de notre magazine revient sur l'héritage du Roi-Père Norodom Sihanouk, cofondateur de l'organisation, et expose sa vision d'un multilatéralisme renforcé. Entre ambitions économiques, consolidation de la paix et ouverture internationale, il livre un plaidoyer vibrant pour un espace francophone uni face aux fractures du monde contemporain.



Hun Manet, Premier Ministre du Cambodge

Magazine Diplomat investissement: Monsieur le Premier Ministre, le Cambodge accueillera en novembre 2026 le 20e Sommet de la Francophonie. Quelle signification ce rendez-vous revêt-il pour votre pays et quel message souhaitez-vous adresser au monde francophone ?

Premier Ministre : Pour le Cambodge, ce Sommet sera un événement historique. Pour la première fois, notre pays accueillera les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie. Il marquera également le retour de la Francophonie en Asie, une région dont le rôle ne cesse de croître. Ce retour revêt une signification particulière pour notre pays, car Feu Sa Majesté le Roi-Père Norodom Sihanouk fut l'un des pères fondateurs de la Francophonie. À Phnom Penh, nous porterons une conviction simple : la paix est la condition première du développement et du progrès. Elle doit être défendue par la communauté internationale, protégée par le droit et consolidée par des institutions solides. Mais elle doit surtout se traduire par une prospérité partagée et par une amélioration concrète de la vie de nos populations. Cette conviction, le Cambodge la tire de sa propre histoire. Notre pays a connu la guerre, reconquis la paix, puis construit son développement. Plus récemment encore, nous avons été douloureusement rappelés à une réalité essentielle : aucune paix, aussi durable soit-elle, ne peut jamais être considérée comme définitivement acquise. Le Sommet de Phnom Penh devra donc nous appeler à investir dans la paix et à préserver cette conquête si précieuse par le dialogue, le développement et le respect du droit international.

Quelle place la Francophonie occupe-t-elle aujourd'hui dans la politique étrangère et la stratégie internationale de votre gouvernement ?

La Francophonie occupe une place importante dans l'ouverture du Cambodge



Le Premier Ministre du Cambodge, Hun Manet, et le président français, Emmanuel Macron, se sont rencontrés à Paris le 8 avril 2026 pour renforcer les relations bilatérales entre les deux pays.

sur le monde. Elle complète naturellement notre engagement au sein de l'ASEAN et nous permet d'approfondir nos relations avec l'Afrique, l'Europe, les Amériques et le Pacifique. Dans un monde de plus en plus fragmenté, cette capacité à dialoguer au-delà des frontières et des continents constitue un atout précieux. À nos yeux, la Francophonie ne se réduit pas au partage d'une langue. Elle est aussi un espace de dialogue, de coopération et de solidarité. Elle rassemble des pays différents par leur histoire, leur culture et leurs intérêts, mais capables de se retrouver autour de valeurs communes et d'agir ensemble face aux grands défis de notre époque. Notre ambition est de faire de Phnom Penh un trait d'union durable entre l'Asie et le monde francophone. Cette ambition doit se traduire par des résultats concrets : un dialogue politique plus étroit, davantage d'échanges économiques, de nouvelles coopérations universitaires et une circulation accrue des savoirs, des talents et des cultures.

Dans un contexte marqué par les conflits et les tensions géopolitiques, quelle contribution le Cambodge souhaite-t-il apporter à la paix et à la coopération au sein de l'espace francophone ?

Son histoire a donné au Cambodge une conviction, mais aussi une responsabilité. Un pays qui a connu la guerre en mesure mieux que quiconque le prix humain et la fragilité de la paix. Nous voulons aujourd'hui mettre cette expérience au service de l'action collective. Notre diplomatie repose sur les principes de la Charte des Nations Unies : le règlement pacifique des différends, le respect du droit international, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale. Nous défendons également le multilatéralisme, car aucun pays ne peut répondre seul aux crises de notre temps. Mais ces principes n'ont de force que s'ils sont appliqués avec constance, sans distinction ni exception. Cette contribution est aussi concrète. Le Cambodge continuera de participer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et de partager son expertise dans le domaine du déminage humanitaire. Sécuriser les terres contaminées, c'est permettre aux populations d'y vivre à nouveau, mais aussi rendre possibles le développement et la reconstruction. À Phnom Penh, nous souhaitons que la Francophonie affirme davantage son rôle dans la diplomatie préventive, la gestion des crises, le rétablissement de la confiance et la médiation. Elle doit agir pendant que le dialogue demeure possible, avant que les divisions ne deviennent irréversibles.

Comment le Cambodge entend-il utiliser le numérique et l'intelligence artificielle pour accélérer son développement? Quelles possibilités offre-t-il aux entreprises francophones ?

Pour le Cambodge, le numérique et l'intelligence artificielle ne sont pas une fin en soi. Ce sont des instruments de modernisation de l'État, de compétitivité économique et de progrès social. Ils joueront un rôle essentiel dans notre ambition de devenir un pays à revenu élevé à l'horizon 2050. Cette transformation est déjà engagée dans les services publics. La plateforme nationale Verify.gov.kh permet notamment d'authentifier des documents officiels et de remplacer de nombreuses démarches manuelles. Un étudiant n'a plus besoin de se rendre dans une administration pour faire certifier son relevé de notes. Le même principe s'applique désormais aux certificats d'origine et aux extraits de casier judiciaire. La technologie simplifie ainsi la vie des citoyens tout en rendant l'administration plus rapide et plus transparente. Notre projet de Stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle pour la période 2026-2030 définit six priorités. Elles concernent la formation, les données et les infrastructures, l'utilisation de l'IA dans les services publics, son développement éthique et responsable, la recherche et la coopération, ainsi que son adoption par les différents secteurs de l'économie. Nous prévoyons également de former, d'ici à 2030, deux mille spécialistes de l'intelligence artificielle et de la science des données. Avec le soutien de l'Agence française de développement, le ministère des Postes et Télécommunications met par ailleurs en place un Centre national de recherche sur l'intelligence artificielle et la science des données. Ce centre donnera



Le Premier Ministre cambodgien Samdech Moha Borvor Thipadei Hun Manet a présidé la réunion plénière du Conseil des Ministres le 25 septembre 2026 au Palais de la Paix à Phnom Penh



Le Premier Ministre du Cambodge, Hun Manet, bénéficie d'un soutien et d'une image publique activement mis en avant lors de ses déplacements et de ses interventions officielles

aux administrations, aux universités, aux 23 entreprises et aux jeunes pousses un accès partagé aux capacités de calcul dont elles ont besoin. Il contribuera également à la formation des talents et à la recherche, grâce notamment au partenariat entre l'Université Grenoble Alpes et la Cambodia Academy of Digital Technology. Les entreprises francophones peuvent prendre pleinement part à cette transformation. Elles trouveront au Cambodge des infrastructures en développement, une jeunesse désireuse d'apprendre et un marché ouvert sur l'Asie. Les entreprises françaises sont déjà présentes dans les infrastructures, les transports, la finance, l'hôtellerie et la santé. Nous souhaitons accueillir de nouveaux partenaires, notamment ceux qui sont prêts à investir durablement dans les compétences cambodgiennes et à construire des projets avec nos institutions.

Comment renforcer les échanges commerciaux et les investissements entre le Cambodge, l'Asie et les pays francophones ?

Nous devons d'abord rapprocher concrètement nos économies. Le commerce se développe lorsque les infrastructures facilitent la circulation des personnes et des marchandises, mais aussi lorsque les gouvernements et les entreprises se rencontrent régulièrement et transforment leur dialogue en projets. Le Cambodge poursuit donc l'intégration de ses réseaux de transport et de logistique aux grands corridors économiques régionaux et internationaux. Après l'ouverture des nouveaux aéroports internationaux de Siem Reap et de Phnom Penh, plusieurs projets structurants sont en cours, notamment l'extension du port en eau profonde de Sihanoukville, l'autoroute Phnom Penh-Bavet et le canal Funan Techo. Investir au Cambodge, ce n'est pas seulement accéder à un marché national de 17 millions d'habitants. C'est aussi disposer d'une porte d'entrée vers des marchés regroupant plusieurs milliards de consommateurs, grâce à notre réseau d'accords de libre-échange et de régimes commerciaux préférentiels. Notre intégration croissante au sein de l'ASEAN, du Partenariat économique régional global et des chaînes de valeur asiatiques offre aux entreprises francophones une base à partir de laquelle elles peuvent développer leurs activités dans l'une des régions les plus dynamiques du monde. Les possibilités sont nombreuses, notamment dans l'agro-industrie, les infrastructures, les énergies propres, le numérique, le commerce électronique, la santé, le tourisme et la formation. Le potentiel existe. Il nous appartient maintenant de le concrétiser. La Francophonie économique ne doit plus être seulement un réseau de relations. Elle doit devenir un espace où naissent des investissements, des partenariats et des projets communs.

Quelles garanties concrètes et quelles mesures incitatives votre gouvernement offre-t-il aux investisseurs internationaux?

Le Cambodge ne recherche pas l'investissement pour l'investissement. Nous voulons attirer des projets durables, capables de créer des emplois, de développer les compétences de notre population et de produire davantage de valeur dans notre économie. Notre loi sur l'investissement offre aux entreprises un cadre ouvert, protecteur et prévisible. Elle garantit leurs droits et prévoit, pour les projets éligibles, des avantages fiscaux et douaniers. Le Conseil 34 pour le développement du Cambodge accompagne les investisseurs tout au long de leurs démarches. Nos zones économiques spéciales facilitent également l'implantation des activités industrielles et tournées vers l'exportation. Cependant, les avantages fiscaux ne suffisent pas lorsque les procédures restent trop longues ou trop complexes. Nous poursuivons donc la simplification des démarches administratives, leur numérisation, l'amélioration de la logistique et le développement des compétences professionnelles. Nous accordons une attention particulière aux investissements qui diversifient notre économie, renforcent les chaînes de valeur locales et permettent de véritables transferts de technologies et de savoir-faire. Notre engagement repose sur un principe de réciprocité. Les investisseurs qui créent une valeur durable au Cambodge doivent pouvoir compter sur un État partenaire, stable, réactif et responsable.

Quelles politiques votre gouvernement met-il en œuvre pour la formation, la

mobilité, l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle des jeunes ?

La jeunesse est la première richesse du Cambodge et le moteur de sa croissance future. Soixante pour cent de notre population a moins de 35 ans. Notre responsabilité est donc de permettre à chaque jeune de passer de l'éducation à la qualification, de la qualification à l'emploi, puis de l'emploi à l'autonomie économique. Nous rapprochons pour cela les programmes de formation des besoins réels de l'économie. Nous donnons la priorité aux compétences techniques et numériques, à l'industrie, aux langues étrangères, à l'agriculture moderne et à l'entrepreneuriat. Le programme de formation professionnelle et technique destiné à 1,5 million de jeunes issus de familles pauvres ou vulnérables constitue l'un des piliers de cette politique. Il ne s'agit pas simplement de délivrer des diplômes. Il s'agit de donner à ces jeunes des compétences recherchées, un accès à un emploi décent et les moyens de construire leur avenir. Nous renforçons parallèlement les services de l'emploi, les plateformes numériques de mise en relation, l'analyse du marché du travail et l'identification des métiers émergents. Les jeunes doivent savoir où se trouvent les possibilités d'emploi et quelles compétences leur permettront de les saisir. L'entrepreneuriat est tout aussi important. Nous voulons que les jeunes Cambodgiens puissent non seulement trouver un emploi, mais aussi créer leur entreprise, apporter des solutions nouvelles et employer à leur tour d'autres jeunes. Cela suppose une formation pratique, un accompagnement, un accès au financement et un environnement plus favorable à l'initiative. Le secteur privé doit prendre toute sa part à cet effort. Les entreprises peuvent contribuer à définir les programmes de formation, proposer des apprentissages et des stages, et donner aux jeunes cette première expérience professionnelle qui leur fait trop souvent défaut. Nous souhaitons enfin développer la mobilité universitaire et professionnelle, en particulier dans l'espace francophone. Partir étudier ou travailler à l'étranger ne signifie pas se détourner de son pays. 45 C'est acquérir des connaissances, des réseaux et une ouverture sur le monde que l'on pourra ensuite mettre au service de son développement. Notre objectif est qu'aucun jeune Cambodgien ne soit laissé à l'écart du progrès de son pays en raison de la pauvreté, de son lieu de naissance ou du manque de possibilités.

Quelles qualités et quelles priorités attendez-vous du prochain Secrétaire général de l'OIF ?

Ce choix appartient collectivement aux États et gouvernements membres. Le Cambodge l'abordera avec responsabilité, dans le respect des règles de notre Organisation et avec le souci de préserver son unité. La Francophonie a besoin d'une personnalité capable de rassembler, d'écouter toutes les régions et de servir l'ensemble de ses membres. La future direction de l'OIF devra conjuguer une véritable vision politique avec la capacité de transformer les orientations adoptées en résultats concrets. Elle devra concentrer son action sur quelques priorités essentielles, parmi lesquelles la prévention des crises, l'éducation, la jeunesse, la transformation numérique, la coopération économique et la place de la langue française dans les technologies de demain. Elle devra également veiller à l'équilibre entre les différentes régions de l'espace francophone. L'Afrique est au cœur de l'avenir démographique de la Francophonie. L'Asie peut contribuer davantage à son rayonnement économique et stratégique. Chaque région doit pouvoir se reconnaître dans notre projet commun et participer pleinement à sa construction. C'est à cette condition que la Francophonie préservera sa vocation universelle et demeurera utile dans un monde en profonde transformation.

Quel héritage souhaitez-vous que le Sommet de Phnom Penh laisse aux générations futures ?

Nous voulons transmettre une conviction simple : la paix est le bien le plus précieux d'une nation, et la préserver est notre premier devoir. Je souhaite que Phnom Penh reste dans les mémoires comme le Sommet qui aura replacé la paix au cœur du projet francophone. Non pas une paix conçue comme un idéal abstrait, mais comme une responsabilité collective qui exige de prévenir les crises, de maintenir le dialogue et de défendre le droit international. Cet héritage doit également prendre une forme concrète.

Nous espérons que le Sommet donnera une impulsion à la proposition soumise par le Cambodge à l'OIF : créer à Phnom Penh un Bureau de coopération économique francophone. Ce bureau rapprocherait les entreprises et les investisseurs des pays francophones et favoriserait les échanges commerciaux Sud-Sud. Il permettrait d'assurer une présence durable de l'OIF en Asie du Sud-Est et ferait du Cambodge une porte d'entrée de la Francophonie vers l'ASEAN. Tel est l'héritage que nous voulons laisser : une Francophonie davantage engagée pour la paix, plus présente en Asie et mieux préparée à construire l'avenir avec les nouvelles générations.



Hun Manet, Premier Ministre du Cambodge

Qui est Samdech Moha Borvor Thipadei HUN MANET ?

Premier Ministre du Royaume du Cambodge



Samdech Moha Borvor Thipadei HUN MANET, né le 20 octobre 1977 dans le district de Memot (province de Kampong Cham) sous le régime des Khmers rouges, est un chef militaire éminent ayant occupé des postes clés au sein des Forces armées royales khmères (FARK). Il a notamment exercé les fonctions de commandant en chef adjoint des FARK et de commandant de l'Armée royale khmère (ARK), tout en dirigeant les forces spéciales nationales de lutte antiterroriste.

Son parcours académique a débuté à Phnom Penh, où il a achevé ses études secondaires en 1993. En 1995, Samdech Thipadei HUN MANET a rejoint les FARK et a été admis la même année à la prestigieuse Académie militaire des États-Unis à West Point. Pionnier, il est devenu le premier Cambodgien à obtenir son diplôme de West Point en 1999, décrochant une licence en économie. Poursuivant ses études, il a obtenu une maîtrise (Master of Arts) en économie à l'Université de New York ainsi qu'un doctorat en économie à l'Université de Bristol.

Tout au long de sa carrière militaire, Samdech Thipadei HUN MANET a accompli des réalisations remarquables ; il a notamment été nommé commandant du quartier général national des forces spéciales de lutte antiterroriste du Cambodge en 2008, jouant un rôle déterminant dans le renforcement des capacités du pays à combattre le terrorisme. Il a été promu au grade de lieutenant-général en 2013 et a pris le poste de commandant en chef adjoint des FARK en 2018. En mars 2023, il a accédé au grade suprême de général quatre étoiles en reconnaissance de ses contributions exceptionnelles et de son leadership dans le renforcement des capacités de l'armée et l'amélioration des relations de défense du pays à l'étranger. Au-delà de ses fonctions militaires, Samdech Thipadei HUN MANET s'investit activement dans des programmes sociaux, notamment en tant que président du Comité des bourses Samdech Techo Hun Sen et de l'Association des bourses Samdech Techo. Ces organisations offrent des bourses à de nombreux jeunes Cambodgiens, leur permettant de poursuivre des études supérieures dans le pays. Par ailleurs, il préside le conseil d'administration de l'Association des médecins bénévoles de la jeunesse Samdech Techo (TYDA), qui mobilise des professionnels de santé, des étudiants et des bénévoles pour dispenser des soins gratuits aux populations rurales du Cambodge. Au sein du Parti du peuple cambodgien (PPC), formation au pouvoir, Samdech Thipadei HUN MANET occupe une place prépondérante au sein du comité permanent et dirige la branche centrale de la jeunesse. Il a été démocratiquement désigné par le parti comme candidat officiel au poste de Premier Ministre. À la suite de la victoire électorale de juillet 2023, Sa Majesté le Roi a nommé Samdech Thipadei HUN MANET Premier Ministre du Royaume du Cambodge. Tout au long de la pandémie de COVID-19, Samdech Thipadei HUN MANET a fait preuve d'un leadership exceptionnel en guidant efficacement les Forces armées royales khmères (FARK) pour soutenir les efforts du gouvernement royal du Cambodge dans la lutte contre la pandémie. Sa supervision des campagnes de vaccination, la mise en place de centres de quarantaine et de traitement, la facilitation du transport des travailleurs cambodgiens aux frontières et la gestion de l'hôpital Luong Me témoignent de son engagement à préserver la santé et le bien-être du peuple cambodgien.

Samdech Thipadei HUN MANET s'impose comme un dirigeant exemplaire et avisé, doté d'une intelligence remarquable et d'un dévouement inébranlable envers son pays et ses citoyens. Son engagement résolu en faveur de l'harmonie, de la stabilité et du progrès de la nation, conjugué à une détermination sans faille, incarne les qualités fondamentales d'un dirigeant digne de confiance, inspirant et compatissant. Son élection démocratique par le parti en tant que candidat au poste de Premier Ministre témoigne de ses compétences avérées.

Samdech Thipadei HUN MANET est marié au Dr Pich Chanmony ; ensemble, ils sont les fiers parents de trois enfants: Vorleak, Lyna et Rithyseth. Alors qu'il accède au poste de Premier Ministre, la nation attend avec enthousiasme de voir se poursuivre son dévouement et son leadership au service de la prospérité et du bien-être du Cambodge. ■

Suite de la page 5 de l'Éditorial

La Francophonie au service des préoccupations quotidiennes

L'institution est appelée à une mue fondamentale : elle doit se rapprocher des besoins de la rue. Les questions diplomatiques de haut niveau ne suffisent plus. Les citoyens de l'espace francophone attendent de leur organisation des réponses concrètes sur :

- Le pouvoir d'achat et la création d'emplois pour les jeunes
- La bonne gouvernance et la lutte contre la pauvreté
- L'éducation, la santé et l'inclusion, notamment des femmes
- L'emploi et l'insertion économique
- Le coût de la vie et la pauvreté
- La gouvernance et la lutte contre la corruption
- L'environnement et le climat
- La mobilité des chercheurs et des étudiants

La Francophonie doit cesser d'être une diplomatie du sommet pour devenir une politique de la base. Si elle veut conserver son influence mondiale, elle doit impérativement s'occuper des préoccupations quotidiennes des citoyens. En liant le destin de sa langue à l'amélioration concrète des conditions de vie, l'OIF prouvera qu'elle n'est pas seulement un héritage du passé, mais un outil indispensable pour l'avenir. ■

Le Cambodge, épicentre d'une Francophonie en quête de second souffle géopolitique.

Par Émile Gagnon

À l'approche du XXe Sommet de la Francophonie, qui se tiendra du 15 et 16 novembre 2026, les projecteurs du multilatéralisme se braquent vers Phnom Penh et les temples d'Angkor. Trente ans après le rendez-vous historique de Hanoï, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) retourne en Asie du Sud-Est. Ce choix n'a rien d'une simple nostalgie coloniale ou d'une promenade diplomatique : il s'agit d'un virage hautement stratégique pour une organisation bousculée sur ses terres traditionnelles et en quête urgente de réinvention.

Le thème de ce sommet, axé sur la paix, la stabilité et la prospérité partagée, sonne comme un aveu d'urgence. L'OIF joue sa crédibilité internationale dans un monde fragmenté par les blocs de puissance. Alors que son influence vacille dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, l'organisation cherche en Asie un relais de croissance géopolitique. En s'affirmant au cœur de l'espace ASEAN, la Francophonie tente de s'imposer comme une alternative diplomatique neutre, un espace de dialogue multilatéral capable de naviguer entre l'influence écrasante de la Chine et les ambitions américaines.

L'enjeu majeur de ce sommet sera avant tout politique et humain : l'élection du prochain Secrétaire général. Les 90 États et gouvernements membres devront choisir un leader capable de transformer une communauté de destin linguistique en un véritable acteur d'influence économique et numérique. Car le français ne peut plus se contenter d'être la langue de la culture; il doit devenir celle des affaires et de l'innovation. Le succès d'initiatives comme le salon FrancoTech et le Forum d'affaires France-Cambodge sera le véritable baromètre de cette ambition.

Si la Francophonie veut survivre à la globalisation anglophone, elle doit prouver que la langue française est un levier des ouverainété technologique et de marchés.

Le Cambodge offre à l'OIF une tribune idéale pour démontrer sa résilience. Mais le défi reste immense : transformer les déclarations de principe en actions concrètes et financées. À Phnom Penh, la Francophonie ne jouera pas seulement son rayonnement culturel, elle y décidera de son avenir et de sa pertinence sur l'échiquier mondial du XXIe siècle. ■



Le Monument de l'Indépendance, ou Vimean Ekareach, à Phnom Penh, capitale du Cambodge

Sommet de Phnom Penh 2026

Le grand tournant démocratique de la Francophonie

À l'approche du Sommet des chefs d'État au Cambodge, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) vit une transformation sans précédent. Entre l'introduction historique du vote secret, un débat de candidatures inédit à Paris et une jeunesse qui pousse pour l'innovation numérique, l'institution francophone redéfinit son avenir.

Par Émile Gagnon

C'est un vent de modernité qui souffle sur l'espace francophone. Longtemps critiquée pour ses processus de décision feutrés et ses désignations en coulisses, l'OIF aborde la dernière ligne droite avant son sommet des 15 et 16 novembre 2026 à Phnom Penh. Cette année, l'innovation n'est pas seulement technologique : elle est avant tout politique et institutionnelle.

La fin du consensus : place au vote secret

C'est une révolution de palais qui change radicalement la donne géopolitique. En application d'une réforme cruciale de ses statuts, l'OIF enterre la règle historique du consensus absolu pour l'élection du Secrétaire général. Jusqu'ici, les chefs d'État s'accordaient à huis clos pour désigner leur dirigeant. Désormais, en l'absence d'unanimité, les 53 États membres de plein droit passeront par l'isoloir. Ce passage au bulletin secret libère la parole et les stratégies diplomatiques. Il garantit aux petits États une influence totale, à l'abri des pressions des grandes puissances de l'organisation.

Un « Grand Oral » inédit à Paris

Autre première historique : la Conférence ministérielle a imposé un grand débat démocratique. Le 30 juin dernier à Paris, les quatre candidats en lice ont dû défendre leur vision lors d'auditions officielles filmées et retransmises.

Quatre profils, quatre visions de la Francophonie se font face :

- Louise Mushikiwabo (Rwanda) : La Secrétaire générale sortante, qui mise sur la continuité et la consolidation de ses réformes de gestion.



Louise Mushikiwabo (Rwanda), la Secrétaire générale sortante

- Juliana Amato Lumumba (RDC) : Ancienne Ministre de la Culture, figure de proue d'une Afrique centrale qui réclame une représentativité à la hauteur de son poids démographique.

- Coumba Bâ (Mauritanie) : Diplomate d'expérience, qui axe sa campagne sur la refonte de la gouvernance et la transparence.

- Dacian Cioloș (Roumanie) : Ancien Premier Ministre, unique candidat européen, qui plaide pour un rééquilibrage géographique et une Francophonie plus connectée à l'Europe de l'Est.

L'innovation numérique et la jeunesse comme arbitres

Au-delà des joutes politiques, le futur mandat se jouera sur le terrain de la modernité économique. Les quatre candidats l'ont compris : la Francophonie de 2026 est résolument jeune et connectée.

Le succès phénoménal de la deuxième édition de l'appel à projets #CAPInnovation, qui a enregistré plus de 5 200 candidatures de jeunes entrepreneurs en mai dernier, prouve que l'attente est immense. De Kinshasa à Bucarest, la jeunesse francophone réclame des outils numériques, des financements



Juliana Amato Lumumba (RDC), Ancienne Ministre de la Culture, figure de proue d'une Afrique centrale

pour la transition écologique et des opportunités d'affaires. Le candidat qui saura transformer l'OIF en un véritable incubateur de talents mondiaux aura un avantage décisif à Phnom Penh. Une chose est sûre : en introduisant le débat et le vote secret, la Francophonie prouve qu'elle sait elle-même innover.

Quatre profils, quatre visions pour réinventer la Francophonie

À l'approche du Sommet crucial du Cambodge, Paris a été le théâtre d'une audition historique. Pour la première fois, les quatre candidats en lice pour le poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) se sont affrontés lors d'un grand débat. Derrière la courtoisie diplomatique, quatre visions de l'avenir se dessinent pour un espace francophone en pleine mutation démographique mais en quête de sens politique. L'enjeu est de taille : piloter une communauté de près de 400 millions de locuteurs pour le mandat 2027-2030. Face aux crises géopolitiques mondiales, au recul de l'influence française dans certaines régions et à l'explosion démographique de la jeunesse africaine, l'OIF ne peut plus se contenter d'être un club de discussion. Les quatre prétendants l'ont bien compris, proposant chacun une thérapie différente pour moderniser l'institution. Débat pour le secrétariat général de la Francophonie : quatre visions pour l'avenir de l'OIF
Le débat qui a réuni Louise Mushikiwabo, Juliana Amato Lumumba, Coumba Bâ et Dacian Cioloș a permis aux candidats d'exposer leurs priorités et leur vision de l'avenir de la Francophonie. Si tous s'accordent sur l'importance de renforcer le rôle de l'organisation dans un monde en pleine mutation, chacun a proposé une approche différente pour répondre aux défis actuels.

1. Louise Mushikiwabo : la continuité des réformes

Secrétaire générale sortante, Louise Mushikiwabo a défendu le bilan de son mandat en mettant en avant les réformes engagées depuis son arrivée à la tête de l'OIF. Elle a souligné les progrès réalisés en matière de gouvernance, de modernisation de l'institution et de rayonnement international de la Francophonie. Pour elle, un nouveau mandat permettrait de consolider ces acquis et de poursuivre les actions entreprises, notamment en faveur de la jeunesse, de l'éducation, de la coopération économique et de la promotion de la langue française.

2. Juliana Amato Lumumba : une Francophonie plus proche des citoyens

Juliana Amato Lumumba a plaidé pour une Francophonie plus inclusive et davantage tournée vers les populations. Son projet met l'accent sur l'implication des jeunes, des femmes, des diasporas, des collectivités territoriales et de la société civile dans les politiques de l'organisation. Elle a également insisté sur le développement du numérique, de la culture et de l'innovation comme leviers essentiels pour renforcer la solidarité entre les États membres et offrir davantage d'opportunités aux nouvelles générations.

3. Coumba Bâ : l'efficacité au cœur de l'action

Pour Coumba Bâ, la priorité est de faire de l'OIF une institution plus performante, plus transparente et davantage orientée vers les résultats. Elle a proposé de renforcer les mécanismes d'évaluation des programmes afin d'assurer un meilleur impact des actions menées sur le terrain. Son intervention a particulièrement mis l'accent sur l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi des jeunes et le développement économique, considérés comme des moteurs indispensables de la croissance dans l'espace francophone.

4. Dacian Cioloș : une Francophonie ouverte sur le monde

Ancien Premier Ministre de Roumanie et ancien commissaire européen, Dacian Cioloș a rappelé que la Francophonie constitue un espace mondial qui dépasse les frontières du continent africain, même si celui-ci demeure son principal moteur démographique. Il a défenduune vision fondée sur le dialogue entre les continents,le renforcement des partenariats économiques, la coopération en matière d'innovation, de transition numérique et de développement durable. Selon lui, la Francophonie doit devenir un acteur majeur des grands enjeux internationaux.

Des priorités communes malgré des approches différentes

Au-delà de leurs différences, les quatre candidats ont partagé plusieurs préoccupations communes. Tous ont insisté sur la nécessité de renforcer la place des jeunes, de promouvoir la langue française, d'accompagner la transformation numérique, de soutenir

l'éducation et de favoriser une coopération économique plus dynamique entre les États membres. Le débat a également montré la volonté des candidats de donner davantage de visibilité à l'OIF sur la scène internationale afin qu'elle puisse contribuer plus efficacement aux défis mondiaux, qu'il s'agisse du développement durable, de la paix, de la gouvernance ou de la solidarité.

Une élection décisive

Cette confrontation d'idées illustre les enjeux de l'élection du prochain secrétaire général de l'OIF. Entre continuité, réformes, gouvernance renforcée, participation citoyenne et ouverture internationale, les États membres devront choisir la vision qu'ils jugent la plus à même de répondre aux attentes des quelque 90 États et gouvernements qui composent aujourd'hui la Francophonie. Quel que soit le résultat, le prochain mandat sera déterminant pour consolider le rôle de la Francophonie dans un contexte international marqué par les transformations géopolitiques, les défis économiques et les aspirations croissantes des jeunes générations. Avec plus de 60 % de la population francophone ayant moins de 30 ans, la gestion de cette transition démographique a fait consensus, mais les méthodes diffèrent. Là où Lumumba et Bâ réclament une justice sociale et une meilleure mobilité (visas), Cioloș et Mushikiwabo insistent sur l'employabilité par le numérique et l'entrepreneuriat.



Coumba Bâ (Mauritanie), Diplomate d'expérience

Du français « maternelle » au français « utile »



Dacian Cioloș (Roumanie), Ancien Premier du Roumanie

Le débat a mis en lumière une évolution sémantique majeure. La défense de la langue française ne se conçoit plus de manière isolée ou défensive. Tous s'accordent à dire que le français doit devenir une langue d'opportunités économiques, de business et de recherche scientifique pour continuer à séduire les nouvelles générations.

Quelle gouvernance face aux crises politiques ?

Entre suspensions d'États membres suite à des coups d'État et tensions bilatérales, l'OIF balance entre fermeté démocratique et médiation. Le prochain Secrétaire général devra trancher : l'OIF doit-elle être un tribunal des valeurs démocratiques ou un espace de dialogue permanent, même avec les régimes les plus isolés ?

Vers le Sommet du Cambodge

Ce débat parisien aura eu le mérite de clarifier les lignes de fracture et les convergences. Les chefs d'État et de gouvernement de l'OIF, qui se réuniront prochainement au Cambodge pour voter, ont désormais les cartes en main. Choisiront-ils la continuité diplomatique de Mushikiwabo, le virage économique de Cioloș, la rigueur de Bâ ou l'affirmation africaine de Lumumba ? Réponse dans quelques jours. ■

EMMANUEL MACRON

Entre ambition numérique et réalités géopolitiques

Quel bilan pour sa vision francophone ?

Le dernier rendez-vous francophone d'Emmanuel Macron

Par Christophe Etenda



Emmanuel Macron, Président de la République française

Ce déplacement revêt une importance politique et symbolique toute particulière pour le chef de l'État français. Organisé à quelques mois seulement de la fin de son second et dernier mandat constitutionnel en mai 2027, ce rassemblement à Phnom Penh sera le tout dernier Sommet de la Francophonie de la présidence d'Emmanuel Macron. Depuis son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron s'efforce de dépoussiérer l'image de la francophonie. Exit la vision nostalgique d'un empire linguistique postcolonial; le président français défend une approche qu'il qualifie de « décentrée» et résolument tournée vers l'avenir. Alors que le numérique et l'intelligence artificielle redéfinissent l'influence culturelle mondiale, la stratégie élyséenne tente de transformer la langue française en un puissant levier économique et technologique.

Le basculement vers l'Afrique et la jeunesse

Le constat de départ d'Emmanuel Macron est avant tout démographique. L'épicentre du français ne se trouve plus à Paris, mais sur le continent africain, qui regroupe la majorité des locuteurs mondiaux. Lors de ses différents discours fondateurs — notamment celui de Ouagadougou en 2017 — le chef de l'État a martelé que le français « n'appartient plus à la France ».

Le grand virage géopolitique d'Emmanuel Macron

L'épicentre de la Francophonie ne se trouve plus sur les quais de la Seine, mais bien dans le bassin du fleuve Congo. Cette déclaration forte d'Emmanuel Macron met en lumière le basculement géopolitique majeur d'un espace linguistique en pleine mutation. Autrefois perçue comme un simple outil d'influence post-coloniale de la France, la Francophonie — portée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) — se réinvente sous l'impulsion des crises mondiales et de l'essor démographique africain. Pour Emmanuel Macron, elle doit s'affirmer comme un véritable « espace d'influence diplomatique » capable de peser sur les équilibres mondiaux.

L'Afrique, le nouveau poumon démographique et politique

Avec des projections qui estiment à plus de 700 millions le nombre de francophones d'ici 2050, l'Afrique s'impose comme le cœur battant de la langue française.

• Le leadership de la RDC : Avec ses 100 millions d'habitants, la République démocratique du Congo (RDC) revendique légitimement la position de première nation francophone du monde. Les récentes déclarations d'Emmanuel Macron reconnaissant la centralité du bassin du Congo ont été saluées par Kinshasa comme une validation de ce leadership géopolitique.

• La reconquête de la jeunesse : Le président français a rappelé que le premier combat de la Francophonie résidait dans l'éducation, le numérique et l'emploi de la jeunesse africaine, pour éviter qu'elle ne se détourne de cet espace partagé. Pour ancrer cette vision, la diplomatie française a misé sur la jeunesse et l'éducation. L'accent a été mis sur la formation des enseignants, l'accès à l'école pour les jeunes filles et la création de corridors de mobilité pour les étudiants d'excellence. L'inauguration de la Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts incarne cette volonté de créer un carrefour mondial de la création francophone, plutôt qu'un temple de la rigueur académique.

« Créer, innover et entreprendre » : le virage économique

Le grand virage de la doctrine Macron a été de lier la langue à l'emploi. Le mot d'ordre, réaffirmé avec force lors du 19e Sommet de la Francophonie, est clair : il

faut pouvoir faire des affaires en français. L'Élysée pousse pour la création d'écosystèmes d'affaires interconnectés au sein de l'espace francophone. L'objectif est double : inciter les entrepreneurs africains, canadiens ou européens à collaborer sans passer par l'anglais, et offrir des débouchés concrets à une jeunesse francophone souvent frappée par le chômage.

La bataille de l'intelligence artificielle

Le défi le plus crucial de cette stratégie se joue désormais sur les écrans. Emmanuel Macron a fait de la souveraineté numérique un pilier de son action. Avec l'essor des modèles d'intelligence artificielle, le risque d'une uniformisation linguistique et culturelle dominée par les géants américains ou chinois est réel.
Pour y faire face, la France a impulsé l'« Appel de Villers-Cotterêts » et soutenu la création de centres de référence pour l'IA en français. L'enjeu est de taille : s'assurer que les algorithmes de demain intègrent la diversité des expressions francophones et que les données culturelles ne soient pas marginalisées.

Un idéal bousculé par le réel

Malgré ces ambitions, la vision présidentielle se heurte à des vents contraires majeurs. Sur le plan politique, les tensions diplomatiques récentes avec plusieurs pays du Sahel ont affaibli l'influence française dans des zones historiquement francophones. De plus, la question de la politique des visas reste un point de friction majeur, de nombreux étudiants et intellectuels dénonçant la difficulté d'accéder au territoire français malgré les promesses de mobilité.
Alors que la francophonie économique et numérique progresse, la francophonie politique, elle, cherche encore son second souffle. Le pari d'Emmanuel Macron — faire du français une langue de start-up et d'innovation mondiale — reste un chantier ouvert, suspendu aux réalités économiques et géopolitiques de l'espace francophone.

Une diplomatie unie face aux crises mondiales



Le président de la République, Emmanuel Macron, a appelé à « une diplomatie qui défend la souveraineté et l'intégrité territoriale partout à travers la planète » en ouverture du 19e sommet de la Francophonie, organisé à Villers-Cotterêts (Aisne) en octobre 2024

Face au recul de l'influence française dans certaines régions (notamment au Sahel avec les suspensions du Mali, du Burkina Faso et du Niger de l'OIF), Emmanuel Macron tente de repositionner la Francophonie comme une force multilatérale. Lors des derniers sommets, il a plaidé pour une « diplomatie sans doubles standards » :

- Souveraineté territoriale : Alignement des membres pour défendre l'intégrité de nations face aux agressions, de l'Ukraine au Liban.
- Stabilité régionale : La Francophonie sert également de tribune pour aborder les conflits critiques, à l'instar des tensions dans l'Est de la RDC face aux rébellions du M23, où la France soutient les processus de désescalade régionaux.

Les défis majeurs de l'ère Macron

Enjeux géopolitiques	Défis et Réalités actuelles
Guerre des narratifs	Contrer le sentiment anti-français et la percée de nouvelles puissances (Russie, Chine) en déconnectant la langue française du passé colonial de Paris.
Poids économique	Transformer l'espace linguistique en un marché d'opportunités à travers le thème « Créer, innover et entreprendre en français ».
Souveraineté culturelle	Imposer les contenus francophones face à l'hégémonie des géants américains et chinois du numérique.

Guerre des narratifs Contrer le sentiment anti-français et la percée de nouvelles puissances (Russie, Chine) en déconnectant la langue française du passé colonial de Paris. Poids économique Transformer l'espace linguistique en un marché d'opportunités à travers le thème « Créer, innover et entreprendre en français». Souveraineté culturelle

Imposer les contenus francophones face à l'hégémonie des géants américains et chinois du numérique.En somme, la vision d'Emmanuel Macron pour la Francophonie cherche à rompre définitivement avec la logique du «pré carré ». L'objectif est d'en faire un partenariat horizontal où la France n'est plus qu'un membre parmi d'autres, et où le leadership se déplace vers le Sud global.

LA FRANCOPHONIE DU XXIe SIÈCLE: LE NOUVEL ÉCHIQUIER GÉOPOLITIQUE D'EMMANUEL MACRON

À l'heure où les équilibres mondiaux se redessinent, l'espace francophone ne se résume plus à un simple héritage linguistique. Sous l'impulsion du président français, la Francophonie se transforme en un outil d'influence économique, technologique et multilatéral, résolument tourné vers l'avenir et la jeunesse.

Un changement de paradigme: l'épicentre se déplace

Pendant longtemps, la Francophonie a été perçue à tort comme le pré carré d'une diplomatie française nostalgique. Cette époque est révolue. L'épicentre de la Francophonie ne se trouve plus sur les quais de la Seine, mais bien dans le bassin du fleuve Congo. Cette déclaration forte d'Emmanuel Macron met en lumière le basculement géopolitique majeur d'un espace linguistique en pleine mutation.
Ce choix n'est pas seulement symbolique, il est mathématique. Avec une explosion démographique qui portera le nombre de francophones à plus de 700 millions d'ici 2050 — dont 85 % en Afrique —, la langue française change de statut. Elle devient le ciment d'un espace de coopération moderne, fondé sur un partenariat d'égal à égal avec les grandes nations africaines, loin des vieux réseaux post-coloniaux.

« La Francophonie n'est plus une politique de la nostalgie. C'est une ambition d'avenir, un espace d'innovation technologique et d'opportunités économiques pour la jeunesse mondiale.»
Direction de la communication institutionnelle
L'économie et l'innovation comme nouveaux moteurs

Le récent Sommet de Villers-Cotterêts a marqué une rupture majeure en plaçant l'économie au centre des débats. À travers le lancement du salon FrancoTech, la Francophonie s'est dotée d'une vitrine technologique concrète. L'objectif est clair: faire du français une langue d'affaires et de souveraineté numérique.

Face à l'hégémonie des géants américains et chinois, la diplomatie française mène la bataille de l'intelligence artificielle. En finançant des modèles d'IA et des outils de modération linguistique francophones, le projet vise à garantir que la diversité culturelle ne soit pas gommée par les algorithmes de demain. Le français s'impose ainsi comme un vecteur de solutions face aux défis du siècle.

Relever les défis d'un monde fragmenté

La politique africaine d'Emmanuel Macron fait face à un double échec géopolitique majeur, marquant la fin de l'influence traditionnelle de la France sur le continent.

• La rupture historique avec le Sahel : Les coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont entraîné le départ forcé des troupes militaires françaises. Regroupés au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), ces pays ont rompu leurs liens institutionnels avec la France (retrait de la CEDEAO et de la Francophonie) et se sont tournés vers la Russie pour leur sécurité, bien que la menace djihadiste y reste critique.

• L'impuissance face à la crise des Grands Lacs : Entre la RDC et le Rwanda, la diplomatie française n'a pas réussi à stopper le conflit lié à la rébellion du M23. Devant l'échec des médiations politiques, Paris s'est recentré sur le volet humanitaire en mobilisant 1,5 milliard d'euros d'aide, mais sans parvenir à réunir les dirigeants de la région.

Face à ce recul, Emmanuel Macron a amorcé un virage stratégique : la France abandonne son rôle historique de «gendarme de l'Afrique» pour se replier vers des partenariats principalement économiques, notamment en direction des pays anglophones et lusophones.

Bref, le chemin reste semé d'embûches. Entre les tensions politiques au Sahel, et la concurrence féroce d'autres blocs linguistiques, la stratégie macronienne doit prouver sa résilience. C'est par des projets concrets — bourses pour les entrepreneurs, programmes de mobilité pour les étudiants et investissements dans les industries créatives — que l'organisation compte fidéliser ses membres.

En unissant ses forces, la communauté francophone ne se contente plus de parler la même langue : elle défend une vision commune du droit international et du multilatéralisme dans les instances mondiales. ■



Emmanuel Macron, Président de la République française

FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ

Le Togo et l'Avenir de la Francophonie

Entre Ambitions Diplomatiques, Numériques et Défis de Cohésion

Par Prince Omeonga

Membre historique de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) depuis sa création en 1970, le Togo s'impose aujourd'hui comme un carrefour diplomatique et stratégique majeur en Afrique de l'Ouest. Face aux mutations rapides du monde contemporain, Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil des Ministres et chef de l'exécutif togolais, porte une vision claire pour l'espace francophone : celle d'une communauté solidaire, résiliente et résolument tournée vers la modernité.



Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil des Ministres du Togo

Une Diplomatie de Médiation et de Partenariats Forts

Sous l'impulsion de sa direction politique, Lomé s'est affirmée comme la capitale africaine de la médiation et du dialogue. Qu'il s'agisse de rapprocher des positions au sein du continent ou de jouer les facilitateurs dans les crises régionales, le Togo utilise son ancrage francophone pour promouvoir la paix et la stabilité.

Cette influence se traduit également par des alliances stratégiques fortes. Récemment, le Togo a officiellement manifesté son soutien à la candidature de la République Démocratique du Congo (RDC) à la tête de l'OIF, illustrant une volonté commune de faire valoir le poids démographique et le dynamisme de la jeunesse africaine dans l'espace francophone mondial.

Le Défi Numérique et Économique : La Francophonie de Demain

Pour le chef de l'État togolais, la Francophonie ne doit pas se limiter à un héritage linguistique partagé. Les enjeux contemporains exigent une transformation structurelle axée sur l'avenir. C'est pourquoi, lors des grands sommets comme celui de Djerba, le Togo a vigoureusement défendu l'intégration du numérique comme levier de croissance.

- L'accès technologique : Réduire la fracture numérique pour autonomiser la jeunesse africaine.

• L'économie digitale : Faire du cyberespace francophone un catalyseur d'opportunités d'affaires.

• La connectivité territoriale : Intégrer les technologies pour moderniser les administrations locales et accélérer la transformation nationale.

Consolider la Gouvernance et l'Unité Nationale

Le basculement du Togo vers la Ve République et un régime parlementaire moderne s'accompagne d'une promesse forte de l'exécutif : opérer un véritable changement de culture politique axé sur la protection des citoyens, la souveraineté économique et le rayonnement international. Néanmoins, le positionnement du pays au sein de l'OIF soulève également des défis internes. L'accueil d'événements d'envergure, comme la conférence de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Lomé, suscite des débats. Des voix de l'opposition et de la société civile interpellent régulièrement l'institution francophone, exigeant un alignement strict sur les valeurs démocratiques et les droits humains. L'exécutif togolais appréhende ces défis en réaffirmant sa volonté de bâtir une république inclusive, capable de transformer la compassion en solutions et de concilier exigences diplomatiques et cohésion sociale.Alors que l'espace francophone mondial se prépare à aborder de nouveaux cycles stratégiques, le Togo maintient le cap: consolider ses acquis, diversifier ses partenariats et porter haut la voix d'une Afrique francophone décomplexée, unie et tournée vers le progrès.

Le Togo a officiellement apporté son soutien à la candidature de la République démocratique du Congo (RDC), portée par Mme Juliana Amato Lumumba, pour le poste de secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).



Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil des Ministres du Togo

ÉVARISTE NDAYISHIMIYE

Le Burundi au cœur de la Francophonie et de l'Union Africaine: Enjeux et Défis d'une vision émergente du Président

Par Prof. Vincent Bokata

Le Burundi réaffirme avec force son engagement stratégique au sein de l'espace francophone et sur l'échiquier continental. Sous l'impulsion du Président de la République, S.E. Évariste Ndayishimiye, le pays se positionne comme un acteur clé de l'Organisation internationale de la Francophonie, tout en assumant la présidence tournante de l'Union africaine. Cette double stature fait du Chef de l'État un médiateur central, transformant la coopération multilatérale en un puissant levier de développement économique, de diplomatie concertée et de stabilité régionale.

Une Diplomatie de Paix : Du Burundi au Sommet de l'Union Africaine.

Pour le Président Ndayishimiye, l'engagement international dépasse le cadre d'une simple représentativité; il constitue un espace de solidarité active et de gestion partagée des crises. En prenant les rênes de l'Union africaine, le Chef de l'État burundais s'est engagé sur des priorités fortes pour l'avenir du continent.

• Consolidation de la paix et de la sécurité: Fort de l'expérience de réconciliation du Burundi, le Président œuvre activement au règlement des crises régionales, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et dans la région du Sahel.



Évariste Ndayishimiye, président de la République du Burundi qui assure la présidence en exercice de l'Union africaine (UA).



Le Président burundais, Évariste Ndayishimiye, prend officiellement la présidence tournante de l'Union africaine (UA) pour l'année 2026. Il succède à son homologue angolais, João Lourenço, à l'occasion de la 39e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA, qui s'est tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie.

•Intégration économique accélérée: Le mandat met un accent prioritaire sur le déploiement effectif de la Zone de libre-échange continentaleafricaine (ZLECAf) pour dynamiser les échanges commerciaux intracontinentaux.

•Solidarité et gouvernance: Promouvoir des réponses concertées face aux bouleversements géopolitiques mondiaux, en portant une voix africaine unie, souveraine et impartiale.

Éducation, Jeunesse et Innovation : Les Piliers de l'Avenir

Au centre de la vision nationale et continentale se trouve un capital humain dynamique. Déjà désigné par le passé comme Champion de l'UA pour l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité, le gouvernement burundais déploie à l'échelle locale des efforts intensifs pour :

• Moderniser le système éducatif : Garantir un accès universel à une éducation de qualité en français, tout en valorisant le patrimoine culturel national.

• Soutenir l'entrepreneuriat des jeunes: Créer des opportunités économiques concrètes pour la jeunesse afin de stimuler l'innovation et limiter le chômage.

• Promouvoir le numérique : Intégrer les nouvelles technologies dans les programmes universitaires pour arrimer la jeunesse à l'économie mondiale.

Relever les Défis Climatiques et Sociaux

Le modèle de développement prôné par le Chef de l'État intègre une gestion rigoureuse des défis environnement aux et humanitaires. Le Burundi fait face avec détermination aux impacts du changement climatique et à la gestion des flux de populations vulnérables. Grâce aux partenariats noués au sein des réseaux francophones et africains, le pays met en œuvre des projets durables axés sur l'agriculture résiliente et la protection des écosystèmes ■

ABDEL FATTAH AL-SISSI

L'Égypte, le nouveau cœur battant de la Francophonie africaine

Par Éric Kampanga

Au carrefour du monde arabe et de l'Afrique, l'Égypte s'impose aujourd'hui comme le moteur incontournable d'une Francophonie moderne, économique et tournée vers l'avenir. Sous l'impulsion stratégique du président Abdel Fattah al-Sissi, le pays des Pharaons transforme la langue française en un puissant levier de développement régional et de formation pour la jeunesse du continent.

L'Université Senghor d'Alexandrie : Le fleuron de l'excellence africaine

Le symbole le plus éclatant de cette ambition se dresse fièrement à Alexandrie. Grâce à un investissement massif de l'État égyptien s'élevant à plus de 60 millions d'euros, le nouveau campus ultramoderne de l'Université Senghor s'apprête à doubler ses capacités d'accueil. Cette institution d'élite ne se contente pas d'enseigner ; elle forge les futurs décideurs, Ministres et entrepreneurs de plus de 25 pays africains. En offrant des infrastructures de classe mondiale, la présidence égyptienne concrétise sa promesse : faire de l'Égypte le trait d'union académique et stratégique entre le Nord et le Sud du continent.

Une diplomatie de l'unité et de l'innovation

Pour le président al-Sissi, l'espace francophone est bien plus qu'un héritage linguistique : c'est une tribune politique majeure. Face aux crises mondiales, l'Égypte utilise la vitrine de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour promouvoir le multilatéralisme, la paix et la solidarité africaine.

Cette vision se décline également sur le terrain de la modernité. En collaboration avec l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie), le gouvernement égyptien multiplie les initiatives numériques. Des hackathons régionaux aux programmes de recherche, l'Égypte pousse la jeunesse francophone à dompter l'Intelligence Artificielle (IA) pour répondre aux défis climatiques et économiques de demain.



Le président de l'Égypte, Abdel Fattah al-Sissi

Le défi réussi de la démocratisation

Longtemps réservé à une élite, le français vit une véritable révolution populaire en Égypte. Avec près de 3,2 millions de locuteurs, le pays relève le défi titanesque de généraliser son apprentissage dans le système éducatif public, tout en créant des filières universitaires bilingues d'excellence en droit et en commerce.

Investir dans la Francophonie en Égypte, c'est choisir une langue d'opportunités professionnelles et d'ouverture internationale. Plus que jamais , la vision du président Abdel Fattah al-Sissi positionne l'Égypte comme le carrefour incontournable où s'écrit l'avenir de la Francophonie globale. ■

MAHAMAT IDRISS DÉBY ITNO

Le Tchad au cœur des nouveaux défis de la Francophonie

Par Souleyman Kelley Younous

Sous l'impulsion du Président de la République, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, le Tchad transforme son ancrage francophone en un puissant levier d'émergence. Entre repositionnement géopolitique, diversification économique et insertion d'une jeunesse vibrante, N'Djamena s'impose comme un acteur incontournable de l'espace francophone mondial.

Un leadership diplomatique réaffirmé sur la scène internationale

Dans un espace sahélien en pleine mutation, le Tchad fait figure de pôle de stabilité et de dialogue. Le Président de la République conduit une diplomatie francophone audacieuse, axée sur le multilatéralisme et la solidarité constructive.

Sa participation active aux grands rendez-vous de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ne se limite pas aux symboles. Elle se traduit par des consultations de haut niveau et un rôle de premier plan dans le choix des orientations stratégiques de l'organisation. Face aux crises régionales, la voix de N'Djamena est écoutée, respectée et courtisée, positionnant le pays comme le garant indispensable de la sécurité et de la médiation en Afrique centrale et au Sahel. L'économie francophone : le tremplin de «Tchad Connexion 2030 »

Pour l'exécutif tchadien, la Francophonie moderne dépasse largement le cadre de la langue : elle est avant tout un marché économique en pleine expansion. Fidèle à la vision présidentielle de rupture et de modernisation, le gouvernement utilise cet espace pour accélérer son ambitieux programme de transition économique.

L'objectif est clair : rompre avec la dépendance exclusive au pétrole en attirant les investisseurs privés de l'espace francophone vers des secteurs à haute valeur ajoutée. L'agro-industrie, les infrastructures énergétiques et les corridors de transport sont au cœur de cette offensive de charme. En collaborant étroitement avec des partenaires institutionnels majeurs, le Tchad améliore continuellement son climat des affaires pour devenir le carrefour des investissements francophones en Afrique subsaharienne.

La jeunesse et l'innovation au centre de l'agenda national



Le Président Tchadien, Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno

« Créer, innover et entreprendre ». Ce mot d'ordre francophone résonne parfaitement avec la politique sociale du Chef de l'État. Avec une population majoritairement jeune, le Tchad fait de l'employabilité et de la formation technique sa priorité absolue. Grâce aux passerelles offertes par la Francophonie, la jeunesse tchadienne bénéficie de nouveaux programmes de bourses, de formations professionnalisantes et d'incubateurs technologiques. Le numérique est ici perçu comme un accélérateur de croissance, permettant aux jeunes talents tchadiens de développer des solutions locales aux défis nationaux, tout en restant connectés au réseau mondial de l'innovation.

Relever les défis du développement humain

Le grand défi de la présidence reste l'impact direct de cette dynamique sur le quotidien des citoyens. La coopération francophone est activement mobilisée pour répondre aux enjeux cruciaux du développement durable :

- La sécurité hydrique : Porter le plaidoyer mondial pour l'accès à l'eau au Sahel.
- La transition énergétique : Déployer l'électricité dans les zones rurales et urbaines.
- La résilience climatique : Protéger l'agriculture et l'élevage face aux chocs environnementaux.

En unissant les forces de la diplomatie, de l'économie et de la culture, la présidence tchadienne démontre que la Francophonie est bien plus qu'un héritage partagé : c'est un projet d'avenir, un accélérateur de développement et le socle d'un Tchad résolument émergent.

MAMADI DOUMBOUYA

Le grand retour de la diplomatie guinéenne sur la scène internationale

Par Aïcha Barry

Sous la conduite du Général d'Armée Mamadi Doumbouya, la République de Guinée marque l'histoire. La levée totale de sa suspension par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) consacre le retour triomphal de Conakry parmi les nations qui comptent.

Le couronnement d'une refondation pragmatique

Ce succès diplomatique n'est pas le fruit du hasard. Il s'agit de la reconnaissance internationale de trois années de réformes profondes menées par le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD).

En collaborant étroitement avec les institutions et experts internationaux, la Guinée a prouvé sa rigueur dans la conduite de sa transition institutionnelle. Ce retour à l'OIF valide la méthode Doumbouya : une refondation méthodique, sereine et résolument tournée vers l'avenir.

Les 4 piliers d'une Guinée rayonnante

La réintégration au sein de la famille francophone ouvre des perspectives majeures pour le développement du pays :

- Puissance géopolitique : repositionner Conakry comme le carrefour diplomatique incontournable de l'Afrique de l'Ouest.
- Attractivité économique : capter les investissements massifs de l'espace francophone pour les grands chantiers miniers et d'infrastructures.
- Diplomatie scientifique : booster l'innovation et la recherche médicale, à l'image des travaux d'excellence de l'Institut Pasteur de Guinée.
- Fierté culturelle : promouvoir un modèle unique de multilinguisme, alliant la langue officielle française et la richesse des langues nationales.



Le président de la République de Guinée, le général d'armée Mamadi Doumbouya

Un cap souverain et inflexible

La Guinée aborde désormais ses défis majeurs avec une légitimité internationale renforcée. Qu'il s'agisse de la rédaction de la nouvelle Constitution, de la modernisation du système électoral ou de l'affirmation d'une diplomatie équilibrée entre l'Est et l'Ouest, le mot d'ordre reste le même : la souveraineté.

La transition guinéenne trace sa route de manière autonome, guidée par les seuls intérêts du peuple souverain de Guinée. Le pays avance, se modernise, et s'impose à nouveau comme un acteur stratégique incontournable. ■

SONEXAY SIPHANDONE

Comment le Premier Ministre propulse le Laos au cœur de la Francophonie économique

Par Marion Nzuba

Au carrefour des dynamiques de l'ASEAN, le Laos affirme sa singularité. Sous la direction du Premier Ministre Sonexay Siphandone, le pays fait de son héritage francophone un atout stratégique majeur pour attirer les investissements, moderniser son système éducatif et diversifier ses alliances internationales. Le Laos ne se contente plus de participer à la Francophonie, il la réinvente. Alors que l'Asie du Sud-Est se prépare à vibrer au rythme du prochain Sommet de la Francophonie au Cambodge voisin en novembre 2026, Vientiane accélère sa propre feuille de route. Pour le chef du gouvernement, M. Sonexay Siphandone, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) représente bien plus qu'un espace culturel : c'est une plateforme d'accélération économique et un puissant outil d'influence.

Une diplomatie économique audacieuse

La stratégie de Sonexay Siphandone repose sur un constat simple : la Francophonie doit être synonyme de croissance. En ouvrant de nouvelles perspectives d'affaires avec l'Europe, l'Afrique et les Amériques, le Premier Ministre positionne le Laos comme une terre d'accueil idéale pour les entreprises francophones. Grâce à des réformes structurelles majeures — simplification des procédures administratives, incitations fiscales et développement d'infrastructures de transport modernes —, le pays devient une base de production stratégique. De la transition verte à l'agriculture durable en passant par le tourisme éco-responsable, les secteurs porteurs ne manquent pas pour les investisseurs en quête de nouveaux marchés dans la zone ASEAN.

Relever le défi des compétences de demain

Le principal défi de cette ambition réside dans la formation de la jeunesse. Conscient de cet enjeu, le Premier Ministre a placé



Sonexay Siphandone, Premier Ministre du Laos



Sonexay Siphandone, Premier Ministre du Laos

la revitalisation de la langue française au centre des priorités éducatives. L'accent est désormais mis sur la formation de professeurs qualifiés et le développement de cursus bilingues professionnalisants. L'objectif est de doter les jeunes Laotiens de compétences linguistiques et techniques pointues, directement opérationnelles dans l'économie mondiale. En investissant massivement dans le numérique et l'innovation technologique, le gouvernement s'assure que le français reste une langue de réussite et d'opportunités économiques.

Un avenir durable et partagé

En unissant ses forces à celles des autres nations francophones, le Laos de Sonexay Siphandone prouve qu'un développement inclusif et respectueux de l'environnement est possible. En favorisant la coopération Sud-Sud et le transfert de technologies, le pays trace une voie exemplaire. La Francophonie au Laos n'est plus seulement une tradition, c'est l'avenir d'une nation résolument tournée vers la modernité et la prospérité partagée.

Laos, le renouveau francophone en Asie du Sud-Est

Vision : Comment le Premier Ministre Sonexay Siphandone propulse le Laos au cœur de la Francophonie économique

Au carrefour des dynamiques de l'ASEAN, le Laos affirme sa singularité. Sous la direction du Premier Ministre Sonexay Siphandone, le pays fait de son héritage francophone un atout stratégique majeur pour attirer les investissements, moderniser son système éducatif et diversifier ses alliances internationales. Le Laos ne se contente plus de participer à la Francophonie, il la réinvente. Alors que l'Asie du Sud-Est se prépare à vibrer au rythme du prochain Sommet de la Francophonie au Cambodge voisin en novembre 2026, Vientiane accélère sa propre feuille de route. Pour le chef du gouvernement, M. Sonexay Siphandone, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) représente bien plus qu'un espace culturel : c'est une plateforme d'accélération économique et un puissant outil d'influence.

Une diplomatie économique audacieuse

La stratégie de Sonexay Siphandone repose sur un constat simple : la Francophonie doit être synonyme de croissance. En ouvrant de nouvelles perspectives d'affaires avec l'Europe, l'Afrique et les Amériques, le Premier Ministre positionne le Laos comme une terre d'accueil idéale pour les entreprises francophones. Grâce à des réformes structurelles majeures — simplification des procédures administratives, incitations fiscales et développement d'infrastructures de transport modernes —, le pays devient une base de production stratégique. De la transition verte à l'agriculture durable en passant par le tourisme éco-responsable, les secteurs porteurs ne manquent pas pour les investisseurs en quête de nouveaux marchés dans la zone ASEAN.

Relever le défi des compétences de demain
Le principal défi de cette ambition réside dans la formation de la jeunesse. Conscient de cet enjeu, le Premier Ministre a placé la revitalisation de la langue française au centre des priorités éducatives. L'accent est désormais mis sur la formation de professeurs qualifiés et le développement de cursus bilingues professionnalisants.

L'objectif est de doter les jeunes Laotiens de compétences linguistiques et techniques pointues, directement opérationnelles dans l'économie mondiale. En investissant massivement dans le numérique et l'innovation technologique, le gouvernement s'assure que le français reste une langue de réussite et d'opportunités économiques.

Un avenir durable et partagé

En unissant ses forces à celles des autres nations francophones, le Laos de Sonexay Siphandone prouve qu'un développement inclusif et respectueux de l'environnement est possible. En favorisant la coopération Sud-Sud et le transfert de technologies, le pays trace une voie exemplaire. La Francophonie au Laos n'est plus seulement une tradition, c'est l'avenir d'une nation résolument tournée vers la modernité et la prospérité partagée.

BRICE CLOTAIRE OLIGUI NGUEMA

Le cap de la Francophonie économique et verte est fixé

Par Jonathan Fontaine

Sous la direction du Président Brice Clotaire Oligui Nguema, Libreville redéfinit sa participation au sein de l'espace francophone. Entre diplomatie d'influence, réorientation académique et partenariats économiques gagnant-gagnant, le Gabon transforme son héritage historique en un levier d'avenir pour sa jeunesse.

Un ancrage diplomatique renouvelé et décomplexé

Depuis son élection à la présidence de la République en 2025, le Chef de l'État gabonais, Brice Clotaire Oligui Nguema, mène une diplomatie pragmatique et multi-vectorielle. Si le Gabon cultive fièrement sa dualité culturelle grâce à son appartenance au Commonwealth, il réaffirme avec force son rôle de pilier au sein de la grande famille francophone.

Les échanges réguliers avec la Secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo, et la modernisation d'infrastructures majeures comme le Palais des Congrès Omar Bongo Ondimba témoignent de cette ambition : positionner Libreville comme le carrefour incontournable des grands rendez-vous et des décisions d'Afrique centrale. Pour le Gabon, la Francophonie n'est plus seulement un espace de concertation politique, mais une plateforme d'influence géopolitique majeure.

Le Gabon soutient la candidature de Juliana Amato Lumumba

Cet appui diplomatique majeur a été formalisé à la mi-août 2026 lors de la visite à Libreville du président congolais Félix Tshisekedi, qui a obtenu l'assurance de ce soutien de la part de son homologue gabonais, le président Brice Clotaire



Le Président du Gabon, Brice Clotaire Oligui Nguema



Le Président du Gabon, Brice Clotaire Oligui Nguema, a officiellement accordé le soutien total de son pays à la candidature de la Congolaise Juliana Amato Lumumba au poste de Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Oligui Nguema. Un soutien fraternel : Juliana Amato Lumumba, fille du héros national de l'indépendance Patrice Lumumba, a publiquement exprimé sa « profonde gratitude » envers le Gabon. Elle a souligné que cet appui témoigne des liens fraternels profonds unissant le Gabon et la RDC.

Le défi de la jeunesse : Cap sur les universités d'excellence africaines.

Face aux mutations mondiales et au durcissement des conditions d'accueil des étudiants à l'étranger, le Président de la République a opéré un tournant stratégique audacieux en août 2026. Le Gabon fait désormais le choix de la souveraineté éducative en réorientant ses boursiers vers les universités d'excellence du continent africain, notamment en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Cette décision forte répond à un double enjeu :

- Valoriser l'expertise du continent en s'appuyant sur des formations francophones de haut niveau.
- Garantir l'employabilité de la jeunesse gabonaise grâce à des cursus ancrés dans les réalités économiques et numériques de l'Afrique.

Pour une économie francophone de codéveloppement

Sur le plan économique, le message du Gabon à ses partenaires de l'espace francophone est clair : l'ère de l'exportation brute des ressources est révolue. Sous la direction du Chef de l'État, le pays exige désormais la transformation locale de ses matières premières — qu'il s'agisse du bois, des mines ou de l'énergie. Ce nouveau paradigme impose la création de co-entreprises et le transfert de compétences. L'objectif final est de générer une valeur ajoutée locale directe et de créer des emplois durables pour une population dont 60 % a moins de 25 ans. En parallèle, le Gabon utilise la tribune des instances francophones, comme l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), pour porter le plaidoyer climatique et obtenir des financements justes liés à la préservation du bassin du Congo.

L'avenir en marche

Le Gabon du Président Brice Clotaire Oligui Nguema dessine les contours d'une Francophonie moderne, utile et résolument tournée vers le développement. En plaçant la souveraineté économique, l'excellence éducative et la protection environnementale au centre de ses priorités, le pays démontre qu'il est possible d'allier fidélité aux alliances historiques et ambition nationale décomplexée.



Le Président du Gabon, Brice Clotaire Oligui Nguema

MARK CARNEY

Le Canada et la Francophonie de demain

L'ambition d'un leadership partagé

Par Jonathan Fontaine

En se positionnant au cœur des grands rendez-vous mondiaux et en investissant massivement dans son immigration, le Canada réaffirme son rôle de moteur de l'espace francophone sous l'impulsion du Premier Ministre. Entre rayonnement international et vitalité locale, découvrez les coulisses d'une stratégie d'avenir.

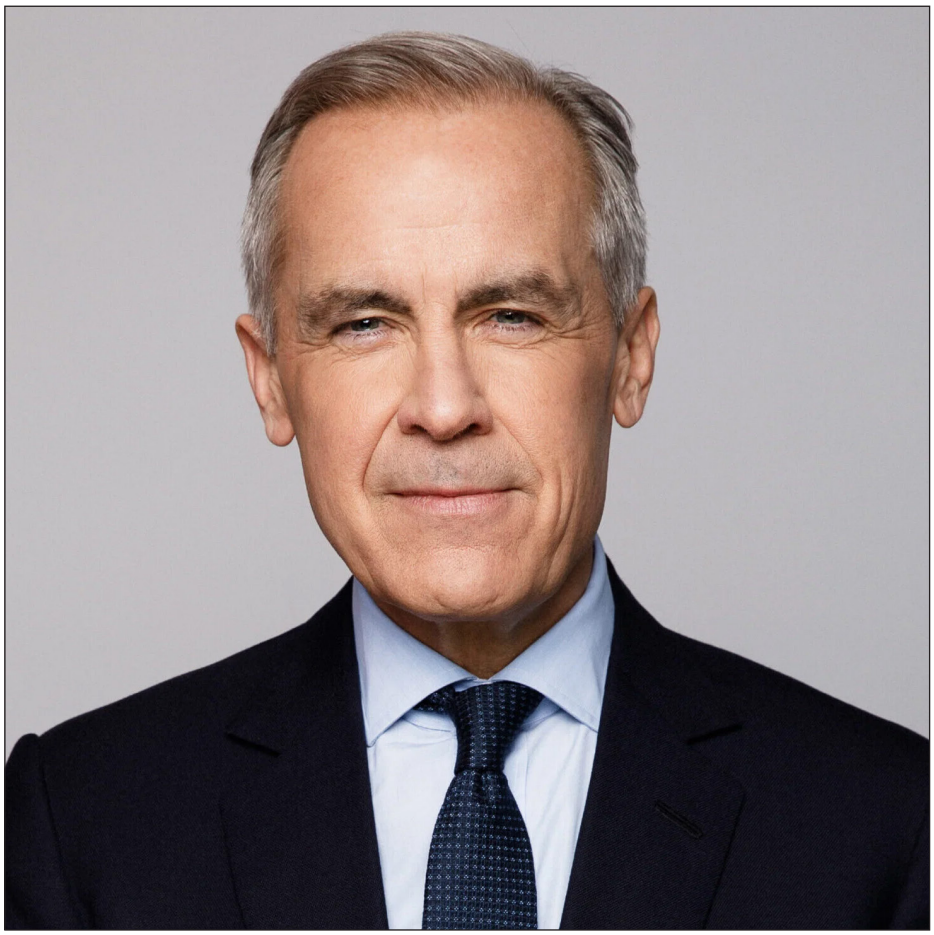
Le Sommet 2028 : Ottawa et Gatineau, capitales du monde francophone

C'est officiel : le Canada sera l'hôte du 21e Sommet de la Francophonie en 2028. En choisissant la région de la capitale nationale pour ce rassemblement historique, le Premier Ministre envoie un signal fort. Ce sommet ne sera pas uniquement un forum de discussions politiques, mais un catalyseur économique majeur.

« Accueillir le monde francophone en 2028 est une opportunité exceptionnelle de démontrer le savoir-faire canadien en matière d'innovation, de commerce et de diversité culturelle », rappelle-t-on du côté du gouvernement. Avec une contribution renouvelée de 20,8 millions de dollars sur quatre ans à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Canada consolide sa place de partenaire de premier plan, notamment auprès des économies en pleine croissance d'Afrique et d'Asie.

L'immigration : Le moteur de la vitalité francophone

Le principal défi de la Francophonie canadienne se joue d'abord sur son propre territoire. Pour contrer le déclin démographique du français hors Québec, le gouvernement a choisi l'audace en misant sur le Programme d'appui à l'immigration francophone.



Le premier Ministre actuel du Canada, Mark Carney

L'objectif est double : attirer des talents internationaux qualifiés et assurer leur intégration réussie au sein des communautés en situation minoritaire. Qu'il s'agisse d'enseignants, de professionnels de la santé ou d'entrepreneurs, ces nouveaux arrivants enrichissent le tissu social et économique d'un océan à l'autre, garantissant la pérennité de la dualité linguistique du pays.

Le numérique et l'IA : Parler français à l'ère des algorithmes

Pour le Premier Ministre, la modernité de la langue française passe impérativement par les technologies de pointe. Le Canada se positionne en leader pour exiger une intelligence artificielle éthique, inclusive et surtout plurilingue. En finançant des projets qui soutiennent la découvrabilité des contenus francophones en ligne, le gouvernement s'assure que la culture, la science et les idées en français continuent de briller sur les écrans du monde entier.
En liant ainsi la diplomatie internationale à des actions concrètes pour les communautés locales, le Canada prouve que la Francophonie est bien plus qu'un héritage : c'est un levier de prospérité pour les décennies à venir. ■

FÉLIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO

Comment la vision francophone du Président transforme Kinshasa en capitale de l'innovation

Par Jonathan Fontaine

Avec plus de 100 millions d'habitants, la République démocratique du Congo s'impose désormais comme le moteur démographique de l'espace francophone. Sous l'impulsion du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, cette puissance démographique se traduit par un leadership politique et économique renouvelé. En transformant l'héritage des IXes Jeux de la Francophonie en un écosystème durable et en alignant tout l'appareil diplomatique derrière la candidature historique de Juliana Lumumba à la tête de l'OIF, le chef de l'État fait de la langue française un levier de croissance, de dignité et d'opportunités pour la jeunesse congolaise.



Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo

Un héritage vivant : Des infrastructures sportives aux incubateurs de talents

En 2023, la RDC relevait un défi historique en organisant les IXes Jeux de la Francophonie à Kinshasa. Au-delà du succès diplomatique et culturel éphémère, le président Félix Tshisekedi avait promis un « héritage durable ». Promesse tenue. Les infrastructures modernisées pour l'événement (stades, gymnases, résidences universitaires) ont insufflé une dynamique nouvelle à la capitale. Aujourd'hui, ces espaces ne vibrent pas seulement au rythme des compétitions sportives. Ils sont devenus des centres de connectivité et de formation pour une jeunesse en quête d'avenir. En convertissant l'élan des Jeux en projets de développement de long terme, le gouvernement congolais prouve que la Francophonie en RDC est d'abord une Francophonie de l'action.

Cap sur le Secrétariat général : Le choix historique de Juliana Lumumba

L'expression ultime de ce leadership retrouvé s'incarne dans une ambition institutionnelle majeure pour l'année 2026. Le président Félix Tshisekedi a officiellement et solennellement présenté la candidature de Mme Juliana Amato Lumumba au poste de Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Fille du héros national Patrice-Emery Lumumba, ancienne Ministre de la Culture et diplomate chevronnée, elle porte une vision profondément novatrice: celle d'une « Francophonie des peuples» et d'un avenir solidaire. En engageant fermement toutes les forces diplomatiques du pays derrière cette figure emblématique du leadership féminin africain, le chef de l'État entend insuffler une nouvelle dynamique politique et culturelle au sein de l'espace francophone, garantissant que la voix des pays du Sud global soit entendue au plus haut niveau.

Le numérique et l'innovation : Les nouveaux visages de la Francophonie économique

Pour le chef de l'État, le français ne doit plus être uniquement une langue de



Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo

l'administration, mais celle des affaires et des technologies de pointe. C'est le cœur de sa vision de la Francophonie économique. En marge de sa participation à la 80e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York le septembre 2025, le chef de l'État a clairement exprimé son ambition de « faire de la République démocratique du Congo une Nation digitale, prospère et un hub technologique au cœur de l'Afrique d'ici 2030. »

Grâce à des réformes sectorielles majeures et un soutien accru aux start-ups locales, Kinshasa voit éclore une nouvelle génération d'entrepreneurs du numérique. De la fintech à l'agritech, les jeunes Congolais créent des solutions locales aux défis du continent, tout en collaborant avec des partenaires de l'ensemble de l'espace francophone. En arrimant la RDC à l'économie numérique mondiale, la vision présidentielle offre aux talents nationaux une vitrine internationale unique.

Une diplomatie forte pour un leadership mérité

Cette attractivité économique et culturelle renforce la voix de la RDC sur la scène internationale. Le président Félix Tshisekedi utilise la tribune multilatérale pour porter haut les revendications légitimes du pays, qu'il s'agisse de la restauration de la paix à l'Est ou de la juste reconnaissance de la RDC comme « pays-solution » face au changement climatique. Alors que l'Afrique subsaharienne s'apprête à concentrer la majorité des locuteurs de français à l'horizon 2050, la RDC, forte de sa vitalité, de ses infrastructures modernes et de sa candidature stratégique pour diriger l'OIF, n'attend plus le leadership francophone elle l'exerce déjà.



Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo

BART DE WEVER ET LA FRANCOPHONIE

Le pragmatisme au pouvoir

Par Wendy Mbuku

L'arrivée de **Bart De Wever** à la tête du gouvernement fédéral belge marque un tournant historique pour le pays. Pour la première fois, le leader du nationalisme flamand (N-VA) occupe le poste de Premier Ministre. Face à ce changement de paradigme, une question cruciale se pose, tant sur le plan national qu'international : quelle est sa vision pour la Francophonie ?

Entre pragmatisme d'État, exigences économiques et équilibres linguistiques subtils, l'approche du nouveau chef de gouvernement surprend par son réalisme.

Une diplomatie centrée sur le réalisme économique

Sur la scène internationale, Bart De Wever n'affiche pas de doctrine culturelle ou idéologique forte pour la Francophonie institutionnelle. Lors de ses récentes interventions, notamment à la tribune des Nations Unies, le Premier Ministre a tracé les contours d'une vision géopolitique strictement réaliste. Pour lui, les priorités de la Belgique résident dans le réarmement de l'Europe, le libre-échange, la sécurité et la compétitivité économique.

Dans cette optique, les questions de soft power linguistique et la participation active aux instances comme l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) restent traditionnellement le domaine réservé de la Fédération Wallonie-Bruxelles. De Wever choisit de ne pas s'immiscer dans ces compétences culturelles, préférant concentrer l'action du gouvernement fédéral sur les défis budgétaires.

L'art de la séduction francophone : du nationalisme à la realpolitik

Si Bart De Wever a bâti sa carrière sur la défense des intérêts flamands, son entrée au Seize Rue de la Loi l'a contraint à une mutation stratégique. Conscient de la méfiance historique des Wallons et des Bruxellois à l'égard de son parti, il s'efforce d'incarner une figure « francophone compatible ».



Le Premier Ministre Belge, Bart De Wever

Cette métamorphose se traduit par plusieurs signaux forts :

• Une maîtrise soignée de la langue : Le Premier Ministre s'exprime désormais couramment et avec précision en français lors de ses interviews et des Conseils des Ministres.

• Un hommage à la culture francophone: Rompant avec la rhétorique du passé, il a publiquement regretté que la Flandre se soit parfois « déconnectée de la grande culture francophone », affichant une volonté de jeter des ponts plutôt que de creuser les fossés.

Le pacte socio-économique : gouverner pour tous



Le Premier Ministre Belge, Bart De Wever

Pour Bart De Wever, la vision de la Francophonie commence d'abord à l'intérieur des frontières belges. Son programme repose sur un contrat clair : mettre de côté les réformes institutionnelles communautaires pour se concentrer exclusivement sur l'assainissement des finances publiques et les réformes socio-économiques. En promettant de mener des réformes qui ne désavantageront pas les citoyens francophones, le Premier Ministre tente de prouver que son nationalisme est soluble dans une gestion pragmatique de l'État. Reste à savoir si cette posture de respect mutuel et de neutralité bienveillante suffira à rassurer durablement les partenaires francophones du gouvernement et la population du sud du pays.

La Belgique et la Francophonie : Les ambitions d'un carrefour mondial face aux défis du siècle

Au cœur des turbulences géopolitiques mondiales, la Belgique réaffirme son rôle de moteur de l'espace francophone. Entre l'impulsion pragmatique du gouvernement fédéral et l'engagement des entités fédérées, le pays transforme le défi linguistique en un puissant levier d'influence économique, numérique et stratégique. Enquête sur une diplomatie moderne qui prépare l'avenir.

Le français : Une force de frappe économique et politique

Avec plus de 320 millions de locuteurs sur les cinq continents — un chiffre en pleine croissance grâce à l'élan démographique de l'Afrique —, la langue française n'est plus seulement un héritage culturel. Elle est devenue un marché économique majeur et un espace de libre-échange d'idées, de technologies et d'innovations.
La Belgique l'a parfaitement compris. En accueillant à Bruxelles les institutions européennes et la Représentation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le pays se positionne comme le trait d'union naturel entre ces deux espaces mondiaux. Historiquement ancrée au sommet des bailleurs de fonds de l'OIF (au premier rang mondial si l'on rapporte cet effort à sa population), la Belgique utilise ce leadership pour un combat crucial : la défense absolue du multilinguisme face à la standardisation anglophone des débats internationaux.

Cap sur l'innovation : Le numérique et la sécurité au cœur de la stratégie

L'ambition belge au sein de la Francophonie se traduit par des actions de terrain résolument tournées vers l'avenir :

• Le défi de la « découvrabilité » : À l'ère des algorithmes et de l'intelligence artificielle, la Belgique mène le front pour que la recherche scientifique, la culture et les productions francophones restent visibles et accessibles sur les grandes plateformes mondiales.

• Une sécurité partagée : Grâce à son expertise reconnue, la Belgique pilote, via le réseau FrancoPrev, des programmes internationaux de lutte contre la radicalisation et s'impose comme un partenaire clé de la cybersécurité dans l'espace francophone.

Gouvernance et équilibre : Le pragmatisme comme boussole

Le grand défi de cette politique étrangère se joue aussi à l'intérieur des frontières nationales. Sous la direction du Premier Ministre, l'exécutif fédéral doit manœuvrer au sein d'une architecture institutionnelle unique, où les compétences sont partagées. Face aux attentes des partis et entités francophones qui veillent au rayonnement de leur identité, le gouvernement insuffle une culture de l'efficacité publique. L'enjeu actuel est clair : moderniser les structures et rationaliser les budgets pour garantir que chaque euro investi génère un impact maximal, tout en renforçant l'image d'une Belgique unie, forte et influente à l'international.

En alliant solidarité internationale, transition numérique et rigueur de gestion, la Belgique prouve qu'elle détient les clés pour propulser la Francophonie vers les sommets du XXIe siècle.

La Francophonie renouée

La Belgique a officiellement apporté son soutien à la candidature de la République démocratique du Congo (RDC) pour le poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).
Lors du 20e Sommet de la Francophonie prévu les 15 et 16 novembre 2026 à Phnom Penh (Cambodge), la Belgique devrait donc voter en faveur de Juliana Amato Lumumba, la candidate officielle présentée par Kinshasa. ■

ALASSANE OUATTARA

La Côte d'Ivoire, cœur de la Francophonie économique et culturelle sous l'impulsion du Président

Par Valentin Kouamé

Abidjan, carrefour de l'émergence africaine.

Depuis plus d'une décennie, la Côte d'Ivoire s'impose comme la locomotive économique de l'Afrique de l'Ouest. Mais au-delà de ses performances macroéconomiques remarquables, le pays, sous la haute vision du Président Alassane Ouattara, a su transformer son dynamisme en un puissant levier diplomatique, culturel et linguistique au sein de l'espace francophone.

Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire n'est plus seulement un membre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF): elle en est un pilier stratégique, un laboratoire d'innovations et un trait d'union essentiel entre tradition et modernité.

Un leadership diplomatique et économique réaffirmé

Pour le Président Alassane Ouattara, la Francophonie moderne dépasse largement le cadre de la seule langue partagée : elle est un espace de solidarité, d'opportunités économiques et de croissance partagée. C'est dans cette optique que la diplomatie ivoirienne s'illustre par son engagement constant auprès des instances de l'OIF.

En soutenant activement la diversification des échanges au sein du monde francophone, la Côte d'Ivoire attire des investisseurs issus des cinq continents. Le pays démontre qu'appartenir à la communauté francophone est un atout compétitif majeur pour stimuler les partenariats public-privé, moderniser les infrastructures et favoriser l'industrialisation locale. Abidjan est ainsi devenue le lieu de convergence privilégié des grands forums économiques de la sous-région.



Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire

La jeunesse et le numérique au centre de la vision ivoirienne

Conscient que l'avenir de la Francophonie se joue en Afrique — continent qui abrite la population la plus jeune au monde —, le gouvernement ivoirien a placé l'éducation, la formation et l'innovation technologique au sommet de ses priorités.

Sous les orientations du chef de l'État, la Côte d'Ivoire a multiplié ses contributions volontaires et ses projets conjoints avec l'OIF pour accélérer la transformation numérique. Des programmes ambitieux de formation aux métiers du digital, d'accompagnement des start-ups et d'autonomisation des femmes entrepreneures ont vu le jour. L'objectif est clair : donner à la jeunesse ivoirienne les clés pour exceller dans une économie mondialisée et connectée, tout en valorisant la créativité francophone.

Abidjan, capitale mondiale de la culture francophone

Le rayonnement culturel ivoirien est l'autre grand succès de cette politique d'ouverture. De l'organisation historique des Jeux de la Francophonie à la consécration du Marché des Arts du Spectacle d'Abidjan (MASA), la Côte d'Ivoire prouve son savoir-faire unique en matière d'accueil d'événements d'envergure internationale.

La présence régulière et le soutien appuyé de la Secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo, témoignent de la solidité des liens entre Abidjan et l'OIF. À travers la musique, le cinéma, la littérature et la mode, la Côte d'Ivoire exporte son génie créatif et enrichit quotidiennement le patrimoine culturel francophone.

Relever les défis de demain

Face aux mutations géopolitiques contemporaines, le Président Alassane Ouattara maintient le cap d'une Francophonie des valeurs : celle de la paix, de la démocratie et du dialogue constructif. Malgré les crises régionales, la Côte d'Ivoire reste un havre de stabilité et un médiateur recherché, prouvant que l'espace francophone est avant tout un espace de solutions.

En alliant croissance inclusive, audace technologique et fierté culturelle, la Côte d'Ivoire du Président Ouattara dessine les contours d'une Francophonie d'action. Une Francophonie résolument tournée vers l'avenir, porteuse de progrès et d'espérance pour les générations futures.

Le choix du secrétaire général de la Francophonie

La Côte d'Ivoire apporte officiellement son soutien à Louise Mushikiwabo pour sa réélection au poste de Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Le pays a réaffirmé sa position de partenaire solide et de modèle au sein de l'espace francophone lors des différentes visites de travail de la Secrétaire générale à Abidjan.

Un soutien historique et continu : La Côte d'Ivoire s'était déjà alignée derrière la candidate rwandaise lors des précédents sommets, une position consolidée par les relations étroites entre Louise Mushikiwabo et les autorités ivoiriennes, notamment le président Alassane Ouattara.



Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire

DENIS SASSOU NGUESSO

Vers une Francophonie axée sur l'économie verte

Par Baron Tete et Marion Nzuba

À l'heure où les équilibres géopolitiques mondiaux se redessinent, la République du Congo s'impose comme un acteur central de l'espace francophone. Sous l'impulsion du Président Denis Sassou Nguesso, Brazzaville transforme la communauté de langue en un puissant levier d'intégration économique et de transition écologique, plaçant la jeunesse au cœur de cette dynamique.

De la diplomatie culturelle au co-investissement

Pendant longtemps, la Francophonie a été perçue comme un simple espace d'échanges linguistiques. Aujourd'hui, la vision portée par le Congo contribue à changer radicalement ce paradigme. Pour le Président Denis Sassou Nguesso, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) doit devenir un marché commun d'opportunités, un carrefour de co-investissement et de partenariats public-privé (PPP) mutuellement bénéfiques.

L'accueil à Brazzaville de grands rendez-vous économiques mondiaux, à l'instar du Forum International des Entreprises Francophones (FIEF), démontre la volonté du pays de briser les anciens schémas Nord-Sud. Le Congo se positionne désormais comme la porte d'entrée idéale pour les investisseurs francophones en Afrique centrale, grâce à un climat des affaires assaini et des réformes structurelles ambitieuses.



Denis Sassou-Nguesso, Président de la République du Congo



Denis Sassou-Nguesso, Président de la République du Congo

Le Bassin du Congo : Poumon vert et moteur de croissance

L'autre grand pilier de la stratégie congolaise au sein de la Francophonie est environnemental. En tant que leader africain de la biodiversité, le Président Denis Sassou Nguesso a su imposer la préservation du Bassin du Congo au sommet de l'agenda multilatéral.

L'enjeu ne se limite plus à la simple conservation : il s'agit de bâtir une véritable économie verte. À travers le développement de l'écotourisme, de la finance carbone et de la gestion durable des forêts, le pays prouve que la transition écologique peut générer des richesses. La Francophonie devient ici une tribune essentielle pour mobiliser les financements internationaux et attirer les expertises de pointe nécessaires à cette économie circulaire.

Le défi de l'avenir : Une jeunesse formée et entreprenante

Conscient que l'avenir démographique de la Francophonie se joue en Afrique, le chef de l'État congolais place la jeunesse au centre de ses priorités. Le principal défi n'est plus seulement d'éduquer, mais d'insérer.

À travers des programmes massifs de soutien à l'entrepreneuriat, à l'économie numérique et à la formation technique, le gouvernement congolais répond concrètement aux attentes des nouvelles générations. En encourageant l'innovation locale, le Congo s'assure que ses talents transforment les ressources du pays sur place, garantissant ainsi une souveraineté économique durable et une stabilité politique à long terme.

En alliant pragmatisme économique, leadership écologique et audace entrepreneuriale, la République du Congo dessine les contours d'une Francophonie moderne, solidaire et résolument tournée vers l'avenir.

BASSIROU DIOMAYE FAYE

Le Sénégal à l'avant-garde de la Francophonie

La vision du Président entre diplomatie et souveraineté économique

Par Christophe Etenda

Fidèle à son rôle historique de cofondateur et de pilier de l'espace francophone, le Sénégal insuffle une dynamique nouvelle à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Sous l'impulsion du Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, Dakar redéfinit son action diplomatique. L'objectif : mettre le multilatéralisme francophone au service de la jeunesse, de la paix et de la grande transformation structurelle portée par la « Vision Sénégal 2050 ».

VISION 2050

- Croissance économique annuelle moyenne visée : +6,25 %
- Hausse du PIB par habitant : de 1 660 USD à 4 500 USD d'ici 2050
- Financement de la phase initiale (2025-2029) : 18 500 milliards FCFA
- Équilibre territorial : 71 % du PIB produit hors de Dakar d'ici 2050

L'héritage de Senghor revisité : Enracinement et Ouverture

Pour le Sénégal, la Francophonie ne se résume pas à un héritage linguistique passif. Le Président Bassirou Diomaye Faye prône une approche moderne et décomplexée. Le rayonnement de la langue française doit cohabiter harmonieusement avec la valorisation et la promotion des langues nationales. Cette vision repose sur un principe clair : l'ouverture sur le monde ne peut réussir que si elle s'appuie sur un enracinement culturel fort.

Pour Dakar, l'OIF de demain doit devenir un carrefour d'échanges horizontaux, fondé sur le respect mutuel et le dialogue équitable des civilisations.

Une diplomatie francophone pragmatique face aux crises



Bassirou Diomaye Diakhar Faye, président de la République du Sénégal

Au sein des instances décisionnelles de l'OIF, l'action du Sénégal se veut résolument axée sur les solutions. Lors de ses échanges avec la direction de l'organisation, le chef de l'État a réaffirmé le statut éminent du Sénégal tout en exigeant une plus grande efficacité institutionnelle.

Face aux instabilités régionales, notamment dans le Sahel, le Sénégal pousse la Francophonie à s'impliquer plus fermement en faveur de la



Bassirou Diomaye Diakhar Faye, président de la République du Sénégal

paix, de la justice et de la médiation. L'espace francophone doit dépasser les déclarations d'intention pour devenir un acteur politique et sécuritaire audacieux, capable de défendre les règles du droit international de manière impartiale.

La jeunesse et le numérique au cœur de l'agenda

Avec une population majoritairement jeune, le Sénégal place le capital humain au centre de ses priorités. Le défi majeur consiste à doter les nouvelles générations des compétences nécessaires pour exceller dans l'économie de demain.
À travers l'OIF, la diplomatie sénégalaise plaide pour le renforcement des programmes de formation technique, le soutien à l'entrepreneuriat et l'accès généralisé aux technologies de pointe. L'ambition est de transformer le dividende démographique africain en un véritable moteur de croissance et d'innovation technologique à l'échelle de l'espace francophone.

La « Vision Sénégal 2050 » : Le cap de la souveraineté économique

Cette ambition internationale résonne directement avec la politique intérieure du pays. Le gouvernement sénégalais déploie son « Agenda National de Transformation : Vision Sénégal 2050 ». Ce plan de rupture vise à bâtir une économie compétitive, souveraine et résiliente, reposant sur quatre piliers stratégiques :

- Le capital humain (35,1 %)
- L'économie compétitive (33,7 %)
- La gouvernance (17,7 %)
- Le développement durable (13,4 %)

Financée à hauteur de plus de 18 500 milliards de FCFA pour sa première phase quinquennale (2025-2029), cette stratégie prévoit de ramener le taux de pauvreté à 15 % et de faire entrer le Sénégal dans le Top 100 mondial de l'Indice de Développement Humain (IDH).

Un appel aux partenariats gagnant-gagnant

La Vision 2050 planifie également un rééquilibrage territorial majeur : les pôles économiques régionaux situés en dehors de la capitale devront générer 71 % du PIB national, contre 47 % auparavant.

Tout en prônant un patriotisme économique rigoureux, le Président Bassirou Diomaye Faye invite activement les investisseurs et les partenaires de l'espace francophone à s'associer aux grands projets structurants du pays (énergies renouvelables, logistique, industries extractives et agroalimentaire).

Le Sénégal se positionne ainsi comme le pont idéal entre la tradition diplomatique multilatérale et les aspirations légitimes de souveraineté de la nouvelle génération. ■

LÊ MINH HƯNG

Le Vietnam et la Francophonie

La vision stratégique du Premier Ministre pour une coopération moderne et pragmatique

Par Valentin Kouamé

À l'approche du 20e Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Phnom Penh en novembre 2026, le Vietnam réaffirme son rôle de pilier historique et de moteur économique de l'institution en Asie-Pacifique. Porté par la vision dynamique de son Premier Ministre, M. Lê Minh Hưng, le pays transforme cet héritage linguistique en un puissant levier de diplomatie multilatérale et de croissance partagée.

Une diplomatie moderne au cœur de l'espace francophone

Nommé à la tête du gouvernement en avril 2026, M. Lê Minh Hưng incarne une nouvelle ère pour la diplomatie vietnamienne. Titulaire d'une formation universitaire d'excellence en langue et culture françaises, le Premier Ministre possède une sensibilité unique aux enjeux de l'espace francophone. Sous son impulsion, la Francophonie n'est plus seulement considérée comme un espace de partage culturel, mais comme une plateforme stratégique pour diversifier les alliances économiques du pays, de l'Europe à l'Afrique, en passant par les Amériques.

Le virage de la Francophonie économique et numérique

Pour le Premier Ministre vietnamien, le grand défi de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) réside dans sa capacité à générer des résultats tangibles. M. Lê Minh Hưng plaide activement pour une «véritable rupture» qui place l'économie, l'innovation et le commerce au centre des échanges.

Le Vietnam s'impose désormais comme la passerelle incontournable entre la



Lê Minh Hưng, Premier Ministre du Vietnam

Francophonie et le marché dynamique de l'ASEAN. Des partenariats stratégiques et des projets de coopération Sud-Sud, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, des énergies renouvelables et de la logistique, illustrent cette volonté de traduire les accords politiques en opportunités d'affaires concrètes pour les entreprises francophones.

Investir dans le capital humain et l'innovation

Face au défi de la compétitivité linguistique, le gouvernement vietnamien mise sur la modernisation de l'enseignement et de la recherche scientifique. En étroite collaboration avec l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), le Vietnam soutient activement la création de filières d'excellence bilingues et l'intégration des nouvelles technologies dans l'éducation. L'objectif est clair : former une jeunesse connectée, innovante et capable de porter la voix du Vietnam sur la scène internationale. Alors que l'Asie s'apprête à accueillir le monde francophone à Phnom Penh, la vision pragmatique de M. Lê Minh Hưng trace une feuille de route ambitieuse : faire de la Francophonie un espace de paix, de solidarité numérique et de prospérité économique durable pour le XXIe siècle. ■

L'Élan Francophone du Vietnam

LE PARI DE L'INNOVATION ET DU PRAGMATISME ÉCONOMIQUE

Par la rédaction

Depuis sa nomination à la tête du gouvernement en avril 2026, le Premier Ministre vietnamien, M. Lê Minh Hưng, insuffle une énergie nouvelle à la politique étrangère et économique du pays. Détenteur d'une licence en langue française, le chef du gouvernement possède un profil unique qui place la Francophonie au centre d'une stratégie nationale ambitieuse : allier l'héritage linguistique aux exigences de la mondialisation.

Un levier diplomatique et une ouverture sur le monde

Pour le Premier Ministre, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) représente bien plus qu'un espace de partage culturel. C'est une tribune multilatérale essentielle qui permet au Vietnam de diversifier ses alliances au-delà de son ancrage traditionnel au sein de l'ASEAN.

Cette diplomatie active consolide le partenariat stratégique global avec la France, ouvrant la voie à des coopérations industrielles majeures dans des secteurs de souveraineté comme l'aérospatiale, l'intelligence artificielle et la transition énergétique.

De plus, Hanoï tisse désormais des liens directs et privilégiés avec les marchés en pleine croissance de l'Afrique francophone, favorisant les échanges technologiques et agricoles.

Moderniser l'éducation pour l'économie de demain

Le grand défi de M. Lê Minh Hưng consiste à adapter l'apprentissage du français aux réalités du XXIe siècle. Face à la prédominance globale de l'anglais, le Premier Ministre mise sur l'excellence et le pragmatisme. Son gouvernement a engagé une vaste réforme éducative pour l'année scolaire 2026-2027, visant à transformer les filières francophones en véritables incubateurs de talents.

En connectant plus étroitement les universités avec les entreprises technologiques et les instituts de recherche internationaux, le Vietnam forme une nouvelle génération de cadres bilingues hautement qualifiés. Ces professionnels deviennent les ponts économiques indispensables entre l'Asie du Sud-Est et le reste du monde francophone.

Le pragmatisme au cœur de la vision

Sous la direction de M. Lê Minh Hưng, le Vietnam démontre que l'appartenance à la communauté francophone est un atout compétitif majeur. En transformant les affinités culturelles en accords commerciaux concrets, le pays s'impose comme le moteur incontournable de la Francophonie en Asie-Pacifique, conjuguant avec succès tradition, diplomatie et croissance économique. ■



Lê Minh Hưng, Premier Ministre du Vietnam

ILIANA IOTOVA

La vision pour un espace multilatéral fort

Par Émile Gagnon

Au carrefour des cultures européennes, la Bulgarie s'impose comme un pilier historique et dynamique de la Francophonie en Europe centrale et orientale. À la tête de l'État bulgare, la présidente Iliana Iotova porte une voix singulière et engagée. Francophone et francophile convaincue, elle place la langue française et les valeurs de l'espace francophone au cœur des réponses à apporter aux grands bouleversements du XXIe siècle. Pour Iliana Iotova, la Francophonie ne se limite pas à un héritage culturel partagé: c'est un levier géopolitique, éducatif et technologique majeur face aux crises contemporaines.

1. Relever le défi de la transition numérique et contrer l'hégémonie linguistique

Le principal enjeu contemporain identifié par Iliana Iotova réside dans la place des cultures nationales face à la numérisation globale.

• **L'enjeu :** Éviter l'uniformisation du web et de l'espace public numérique par le tout-anglais.
• **La vision :** La Présidente insiste pour que la jeunesse francophone investisse massivement les réseaux sociaux et l'univers de la digitalisation en français. Selon elle, s'approprier le numérique dans la langue de Molière est indispensable pour préserver la diversité des cultures nationales et défendre le multilinguisme.

2. L'éducation scientifique et l'employabilité des jeunes

La Bulgarie accueille des structures clés, à l'instar de l'École supérieure de la Francophonie pour l'administration et le management (ESFAM) basée à Sofia. Iliana Iotova fait de la Francophonie scientifique et universitaire un vecteur fondamental d'insertion professionnelle pour la jeunesse d'Europe et du monde. Face à la fuite des cerveaux et aux mutations économiques, la formation d'élites francophones qualifiées constitue à la fois un défi et une opportunité majeure pour l'attractivité des territoires.



Iliana Iotova, présidente de la République de Bulgarie

3. La défense des valeurs démocratiques et la diplomatie globale

Dans un monde marqué par de fortes tensions géopolitiques et des crises démocratiques chroniques, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) doit renforcer son rôle politique. Ancienne eurodéputée et fine diplomate, Iliana Iotova conçoit la Francophonie comme un espace de médiation et de dialogue intercontinental indispensable — notamment pour bâtir des ponts solides entre l'Europe, l'Afrique et les autres continents francophones.

Un ancrage bulgare fort pour l'avenir

Alors que la Bulgarie commémore ses décennies d'engagement au sein de l'OIF, les priorités portées par la présidence d'Iliana Iotova dessinent une trajectoire claire : associer l'histoire, la préservation des valeurs démocratiques et l'innovation technologique. « Il est important de connaître son histoire nationale, de maîtriser cette grande langue qu'est le français et d'embrasser la civilisation francophone pour façonner l'avenir. » — Un message qu'Iliana Iotova continue d'adresser avec force à la jeunesse francophone mondiale.

LA BULGARIE ET L'AVENIR DE LA FRANCOPHONIE

À l'approche du 20e Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Phnom Penh, au Cambodge, sous le thème central de la paix, de la stabilité et de la prospérité partagée, la Bulgarie réaffirme sa position unique au sein de la communauté francophone. Bien que le français n'y soit pas la langue officielle quotidienne, le pays — membre à part entière de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) depuis 1993 — incarne une vision stratégique et modernisée de cet espace.
Sous l'impulsion de l'ex-président et actuel Premier Ministre Roumen Radev — dont la coalition a récemment stabilisé le paysage politique bulgare —, Sofia aborde la Francophonie non pas seulement comme un héritage culturel, mais comme un levier géopolitique, technologique et diplomatique face aux crises contemporaines.

1. Les enjeux stratégiques : La Francophonie comme espace de dialogue et de pragmatisme

Pour l'exécutif bulgare, la Francophonie représente un outil d'influence internationale majeur, comptant 90 États membres. Dans un contexte marqué par de fortes tensions géopolitiques en Europe et de profondes mutations économiques, la Bulgarie défend plusieurs priorités :

• Un multilatéralisme pragmatique : Face aux crises globales, la direction bulgare prône une diplomatie réaliste qui utilise l'espace francophone comme un pont de dialogue afin de restaurer la compétitivité et la sécurité collective.

• La souveraineté technologique : Récemment mis à l'honneur lors de rencontres bilatérales au plus haut niveau à Paris, le savoir-faire bulgare dans les technologies de pointe et le secteur spatial (illustré par des entreprises phares comme EnduroSat) démontre que la Francophonie de demain doit se conjuguer au futur technologique.

• La diversification économique : L'OIF offre aux entreprises bulgares une vitrine d'accès privilégiée vers de nouveaux marchés en pleine expansion, notamment sur le continent africain.

2. Les défis majeurs : Éducation, jeunesse et influence numérique

Défis de la Francophonie en Bulgarie	Actions et opportunités
Pression linguistique globale Face à la prépondérance de l'anglais dans les affaires et la tech.	Valorisation de l'excellence académique Appui sur un réseau prestigieux de lycées bilingues francophones
Gouvernance et influence numérique Garantir la place du français dans les algorithmes et l'IA.	Coopération universitaire renforcée Soutien aux programmes de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF).
Mobilité et insertion des jeunes Favoriser les échanges de talents francophones.	Hub régional de formation Facilitation des visas pour les étudiants internationaux de l'ESFAM à Sofia.

3. L'avenir : Un modèle politique partagé

La vision bulgare, portée au fil des mandats et réaffirmée par ses dirigeants, dessine les contours d'une Francophonie moderne. Le modèle de Sofia prouve qu'un État peut être profondément ancré dans ses spécificités slaves et européennes tout en faisant de la langue française un vecteur d'excellence, de valeurs partagées et d'innovation.

Alors que l'espace francophone mondial franchit denouveaux seuils démographiques, laBulgarie se positionnefermement pour faire valoir sa voix, ses innovations industrielles et son attachement indéfectible à la diversité culturelle. ■



Roumen Radev, Premier Ministre de la République de Bulgarie

TEODORO OBIANG NGUEMA MBASOGO

La vision stratégique de l'espace francophone du Président

Par Christophe Etenda

Uniquenation souveraine d'Afrique constitutionnellement hispanophone, la Guinée équatoriale a su s'imposer comme un acteur incontournable de la communauté francophone. Sous l'impulsion du Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Malabo a fait du français sa deuxième langue officielle, transformant un défi géopolitique en un puissant levier d'intégration régionale, d'ouverture économique et de rayonnement culturel.

Une transition géopolitique audacieuse

Enclavée au sein d'un environnement régional majoritairement francophone — entourée par le Cameroun et le Gabon —, la Guinée équatoriale a rapidement mesuré la nécessité de rompre son isolement linguistique. L'adhésion pleine et entière à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en 1989 n'était pas une simple formalité diplomatique. Pour le président Obiang Nguema Mbasogo, le choix du français relève d'une vision prospective : intégrer pleinement le pays dans l'espace économique de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) et bâtir des ponts solides avec le reste du continent et du monde. Aujourd'hui, cette double identité hispano-francophone confère à Malabo une singularité diplomatique et culturelle précieuse.

Les grands enjeux de la Francophonie Équatoguinéenne

Pour la présidence équatoguinéenne, l'ancrage dans la Francophonie s'articule autour de trois enjeux majeurs :

• Le désenclavement et l'intégration régionale : Faciliter les flux commerciaux, judiciaires et politiques avec les pays voisins.

• La diversification de l'économie : Attirer les investisseurs del'espace francophoneinternational,notamment dans le cadre du plan national de développement économique Horizon 2035.



Le président de la Guinée Équatoriale,Teodoro Obiang Nguema Mbasogo

• Le soft power culturel : Faire de la Guinée équatoriale un carrefour d'échanges multiculturels unique, combinant les héritages ibériques et africains francophones.

Les défis à relever : la vision de Malabo

Malgré les avancées indéniables, ésident Obiang Nguema Mbasogo rappelle régulièrement les défis structurants auxquels son pays et l'institution francophone font face :

• Le défi de l'éducation et de la formation: Pour que le français soit pleinement un outil d'émancipation, le gouvernement accélère la formation des enseignants et l'intégration de la langue dès le plus jeune âge dans le système scolaire, un défi partagé par de nombreuses nations africaines.

• La souveraineté et le multilatéralisme juste : Fidèle à ses positions pour un ordre international plus équitable, la Guinée équatoriale plaide pour une Francophonie respectueuse de la souveraineté des États. Malabo soutient que l'OIF doit rester un espace de coopération solidaire et d'appui mutuel, à distance de toute ingérence politique sélective.

• L'employabilité des jeunes : Aligner les formations francophones sur les réalités du marché de l'emploi pour offrir de réelles opportunités économiques à la jeunesse équatoguinéenne.

Vers un avenir partagé et prospère

À l'heure où l'Afrique s'affirme comme le poumon démographique de la langue française, la Guinée équatoriale aborde son avenir francophone avec ambition. Par le biais d'initiatives culturelles et de partenariats accrus avec les instances de l'OIF, le gouvernement de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo démontre que la diversité linguistique est une richesse économique et un outil de paix durable en Afrique centrale ■

ISMAÏL OMAR GUELLEH

Quand la Francophonie devient le moteur de l'économie de demain

Par Wendy Mbuku

Sous l'impulsion du Président Ismaïl Omar Guelleh, la République de Djibouti vient de clore avec succès la 7e Mission économique de la Francophonie (MEF). Un événement historique qui transforme le partage de la langue française en un puissant levier d'affaires, de logistique et d'avenir pour la jeunesse de la Corne d'Afrique. Située au carrefour des plus grandes routes maritimes mondiales, la République de Djibouti n'est plus seulement une sentinelle géostratégique. Elle s'impose désormais comme le cœur battant de la Francophonie économique. Du 6 au 8 octobre 2026, la capitale a vibré au rythme des échanges commerciaux, des signatures de contrats et des tables rondes de haut niveau. Placée sous le haut patronage du Président de la République, S.E.M. Ismaïl Omar Guelleh, cette 7e édition de la MEF a marqué un tournant : la transition définitive d'une francophonie culturelle vers une francophonie d'affaires, concrète et ambitieuse.

Un hub logistique résilient face aux défis mondiaux

Dans un contexte international marqué par les turbulences en mer Rouge, le message du Chef de l'État djiboutien a été limpide et rassurant pour les investisseurs internationaux. « Les crises passent, mais la géographie reste », a rappelé le Président Guelleh. Fort de ses infrastructures portuaires de classe mondiale, de ses zones franches interconnectées et de ses projets ferroviaires, Djibouti a démontré sa capacité à sécuriser les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Pour les délégations venues du Bassin du Congo, d'Europe et de l'océan Indien, le pays s'est révélé être la porte d'entrée naturelle et incontournable vers un marché régional de plus de 400 millions de consommateurs.

Le pari de l'innovation et de la transition durable

Au-delà de la logistique traditionnelle, le récit de cette réussite économique s'écrit dans les secteurs d'avenir. Cinq filières prioritaires ont capté l'attention des 166 entreprises internationales et 144 opérateurs locaux présents :



Ismaïl Omar Guelleh, Président de Djibouti

- Les services numériques : Portés par les stations de câbles sous-marins qui font de Djibouti le hub digital d'Afrique de l'Est.
- Les énergies renouvelables : Avec une exploitation accrue de la géothermie, de l'éolien et du solaire.
- Le tourisme durable et la santé : Des secteurs en pleine structuration, générateurs de forte valeur ajoutée.

La jeunesse et l'entrepreneuriat au cœur de la stratégie

La grande innovation de ce sommet aura sans conteste été la place centrale accordée, pour la première fois, au capital humain. Sous la dictée des orientations présidentielles, la jeunesse francophone a été le pivot des rencontres B2B.

Grâce à des programmes de mentorat, de stages croisés et des espaces de réseautage dédiés, la Mission a permis de connecter les jeunes talents et les femmes entrepreneures de la Corne de l'Afrique avec les grands donneurs d'ordres de l'espace francophone. Pour Djibouti, l'enjeu dépasse la diplomatie : il s'agit de bâtir une croissance inclusive où chaque jeune peut transformer une idée innovante en un projet industriel durable.

Un bilan prometteur pour l'avenir

En clôturant cette mission économique, Djibouti et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ouvrent un nouveau chapitre. En réussissant le pari de réunir des acteurs économiques de 13 pays autour de projets tangibles, le Président Ismaïl Omar Guelleh confirme sa vision : faire de la stabilité politique et de la diversité linguistique de Djibouti les moteurs d'une prospérité partagée. L'espace francophone a trouvé son hub, et son avenir s'écrit désormais depuis la Corne de l'Afrique.
Djibouti a officiellement accordé son soutien à la candidate rwandaise Louise Mushikiwabo pour l'élection du Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), prévue lors du 20e Sommet de la Francophonie au Cambodge en novembre 2026. ■

CARLOS VILA NOVA

L'ambition francophone d'un carrefour atlantique

Par Jonathan Fontaine et Christophe Etenda

Sous la direction du président Carlos Vila Nova, l'archipel de Sao Tomé-et-Principe transforme sa position géographique en un hub géopolitique et économique de premier plan. Traditionnellement lusophone, ce modèle de stabilité démocratique en Afrique centrale mise désormais sur un ancrage renforcé au sein de la Francophonie pour stimuler son développement, ouvrir de nouveaux marchés et offrir un avenir international à sa jeunesse.



Carlos Vila Nova, président de la République démocratique de São Tomé-et-Principe

Une passerelle stratégique dans le golfe de Guinée

Pour Sao Tomé-et-Principe, la Francophonie dépasse le cadre culturel: c'est un levier diplomatique et économique majeur. En consolidant ses liens avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'archipel brise son isolement linguistique au milieu d'un environnement régional majoritairement francophone (Gabon, Cameroun, Congo). Cette ouverture permet au pays de s'imposer comme le trait d'union naturel entre l'Afrique lusophone et l'espace francophone, facilitant les accords de coopération transfrontaliers, notamment en matière de sécurité maritime et de commerce.

Cap sur l'économie verte et le tourisme durable

Avec ses paysages volcaniques, ses plantations historiques de cacao et sa biodiversité marine, l'archipel dispose d'un potentiel touristique exceptionnel. La maîtrise du français par près de 20 % de la population devient un argument d'attractivité majeur. La politique présidentielle vise à capter les investissements et les flux touristiques en provenance d'Europe et d'Afrique francophone. En liant transition écologique, économie bleue et promotion de la langue française, Sao Tomé-et-Principe se positionne comme la destination phare de l'écotourisme haut de gamme dans l'Atlantique Sud.

L'éducation et la jeunesse au cœur du projet

Le président Carlos Vila Nova place la jeunesse au centre de cette stratégie. L'apprentissage du français, obligatoire dans le système scolaire secondaire, est soutenu par des initiatives de formation continue et le dynamisme de l'Alliance Française.
Ce choix structurel garantit aux jeunes Santoméens une forte employabilité régionale et un accès privilégié aux bourses d'études internationales, transformant le capital humain de l'île en une force motrice connectée sur le monde.

Élection du nouveau secrétaire général de la Francophonie

São Tomé-et-Príncipe a promis d'accompagner et de soutenir la candidature de la République démocratique du Congo (RDC) pour l'élection du Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Cette promesse a été formulée par le président santoméen Carlos Manuel Vila Nova lors de la visite d'un émissaire congolais à São Tomé, venu défendre la candidature de Juliana Amato Lumumba, la candidate portée par la RDC. ■

KAÏS SAÏED

Comment la Tech et la Francophonie dessinent l'emploi de demain

Face aux défis économiques actuels, la Tunisie mise sur son réservoir de talents bilingues et formés aux nouvelles technologies. Entrepreneuriat, investissements et souveraineté numérique : zoom sur un écosystème en pleine ébullition qui, sous l'impulsion de la vision présidentielle, repense l'avenir de sa jeunesse.

Par Émile Gagnon

Le constat est partagé par tous les observateurs économiques: l'Afrique du Nord regorge d'une jeunesse hautement qualifiée, mais le marché de l'emploi traditionnel doit se réinventer. En Tunisie, un virage stratégique majeur est en train de s'opérer. Le pays ne se positionne plus seulement comme une destination de sous-traitance, mais comme un véritable hub technologique régional, capitalisant sur un atout historique unique : sa maîtrise de la langue française combinée à une expertise numérique de pointe.

Une tech humaniste : La vision du Président Kaïs Saïed

Cette dynamique s'inscrit au cœur de la doctrine portée par le président tunisien Kaïs Saïed. Depuis le sommet de Djerba, le chef de l'État défend une vision bien spécifique du développement : le numérique ne doit pas être une fin en soi, mais un levier de justice sociale et de réduction des inégalités. Pour le président, l'espace francophone doit dépasser les simples discours diplomatiques pour devenir un pôle de solidarité financière et technologique concrète.

Cette approche prône un multilatéralisme plus humain, où la technologie sert d'abord à l'employabilité des jeunes et au respect de l'identité nationale, tout en favorisant des partenariats d'égal à égal avec les pays du Nord.

« La vision présidentielle nous rappelle que la technologie doit conserver une essence humaniste. La maîtrise du français, associée à des compétences en intelligence artificielle, donne aux jeunes Tunisiens un avantage compétitif immédiat, sans jamais renier notre ancrage culturel. » – Karim Ben Ali, consultant en recrutement international.



Le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed

L'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs

Pour concrétiser cette ambition de justice économique, les structures d'accompagnement se consolident. Des incubateurs de startups, souvent soutenus par des programmes de coopération francophones, permettent à des projets innovants de voir le jour. Qu'il s'agisse de solutions de FinTech, d'AgriTech ou de e-santé, l'objectif reste le même : créer de la valeur localement tout en exportant un savoir-faire à l'international.

Ce mouvement bénéficie d'un cadre incitatif fort. En investissant dans la formation continue et la reconversion professionnelle vers les métiers du web, la Tunisie transforme le défi du chômage des diplômés en une opportunité de croissance inclusive et autonome.

Un pont économique équitable entre les deux rives

Loin d'être une simple alliance politique, la Francophonie économique se traduit sur le terrain par des flux d'investissements concrets. Pour les entreprises du Nord en quête de compétitivité et de talents, la Tunisie s'impose comme un partenaire stratégique de choix. Elle offre un cadre de travail de standard international à moins de deux heures de vol des grandes capitales européennes, tout en garantissant des relations d'affaires plus équilibrées.

L'avenir économique de la région se dessine ainsi sous le signe de la co-création, où la technologie sert de passerelle entre les cultures, pour un ordre économique plus juste et performant. ■

PHILIP J. PIERRE

Les enjeux et défis de la Francophonie à Sainte-Lucie

Par Christophe Etenda

Le Premier Ministre de Sainte-Lucie réaffirme l'engagement de son gouvernement à faire du multilinguisme un levier d'intégration régionale, d'employabilité et de sécurité économique. Au cœur de la Caraïbe, l'île de Sainte-Lucie se distingue par sa double identité culturelle. Bien que l'anglais soit la langue officielle, l'héritage créole à base lexicale française structure le quotidien de sa population. Pour le gouvernement saint-lucien, la Francophonie ne représente pas seulement un héritage historique, mais un pilier géopolitique stratégique.

Un pont stratégique avec les voisins francophones

Sainte-Lucie est entourée par la Martinique et la Guadeloupe. Le renforcement de la langue française y est vu comme une condition essentielle pour fluidifier la coopération régionale :

• Partenariats de sécurité : Les accords en matière de sécurité nationale avec la Martinique s'appuient sur une communication interpersonnelle directe, rendue possible par la maîtrise du français.



Le Premier Ministre de Sainte-Lucie, Philip J. Pierre



Le Premier Ministre de Sainte-Lucie, Philip J. Pierre

• Échanges commerciaux et douaniers : Les agents des douanes et des relations internationales sont formés au français pour faciliter les flux économiques réguliers avec les départements français d'Amérique.

L'éducation au cœur de la stratégie

Le grand défi de Sainte-Lucie reste la généralisation des compétences linguistiques en milieu scolaire. Les priorités gouvernementales s'articulent autour de plusieurs mesures fortes :

• Prise en charge des examens : Le gouvernement finance les examens du CXC (Caribbean Examinations Council) pour quatre matières, en exigeant qu'une langue étrangère soit obligatoirement incluse afin de former des citoyens globaux.

• Professionnalisation : Pour intégrer le corps diplomatique ou les services d'affaires étrangères de Sainte-Lucie, la maîtrise d'une seconde langue en plus de l'anglais est désormais indispensable.

La jeunesse, moteur de paix et d'innovation
Conformément aux orientations de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Sainte-Lucie place sa jeunesse au centre de ses célébrations et de sa diplomatie. Le thème met l'accent sur l'engagement des jeunes comme agents de dialogue, de consolidation de la paix et d'innovation sociale dans l'espace caraïbe. À travers des initiatives concrètes — dictées nationales, concours d'affiches et compétitions d'orthographe (Spelling Bee) —, le pays prouve que la langue française est un outil vivant, dynamique et indispensable au développement de sa jeunesse. ■

ALIX DIDIER FILS-AIMÉ
Haïti et l'Espace Francophone
Relever les défis d'aujourd'hui et de demain

Par Valentin Kouamé

En tant que membre fondateur de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la République d'Haïti réaffirme avec force sa place historique et stratégique au sein de la communauté francophone mondiale. Sous la direction du Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé, le gouvernement haïtien positionne la solidarité francophone comme un levier central pour surmonter les crises actuelles et bâtir une nation résiliente, ancrée dans la modernité.

À l'occasion des récentes célébrations de la Francophonie, le Chef du Gouvernement a tracé une feuille de route claire, articulée autour des grands enjeux contemporains et des défis structurels auxquels fait face le pays.



Alix Didier Fils-Aimé, Premier Ministre d'Haïti

1. La Jeunesse et l'Éducation : Le Moteur du Renouveau Haïtien

Pour le Premier Ministre, la thématique de la jeunesse incarne un signe d'espérance indispensable. Le gouvernement voit dans les jeunes Haïtiens les moteurs principaux de la construction d'un avenir pacifique et prospère.

• Valorisation des talents : Le soutien aux initiatives comme le concours national de podcast « Haïti, terre de fierté » démontre la volonté de redonner la parole aux jeunes pour qu'ils s'approprient leur patrimoine linguistique et culturel.

• L'éducation comme arme anticrise En consolidant ses partenariats avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Haïti mise sur le renforcement des compétences et l'économie de la connaissance pour stimuler la croissance future.

Sécurité et État de Droit : Le Défi Majeur de la Stabilisation

Le redressement d'Haïti ne peut se faire sans restaurer la sécurité et l'autorité de l'État, un combat quotidien mené de front par l'exécutif.

• Partenariat francophone : La coopération avec l'OIF s'exerce de manière prioritaire dans la gouvernance et le renforcement des capacités des institutions de l'État de droit.
• Appel à la solidarité internationale : Le gouvernement maintient un dialogue francophone permanent pour transformer l'aide humanitaire ponctuelle en un appui robuste et structurel permettant de rétablir un État pleinement fonctionnel.

Résilience Climatique et Environnement: L'Urgence des Caraïbes

Bien qu'Haïti émette très peu de gaz à effet de serre, le pays subit de plein fouet les catastrophes naturelles et les dérèglements climatiques. Le Premier Ministre intègre l'environnement comme un secteur transversal essentiel à la stabilisation du territoire.

• Action concrète sur le terrain : Le lancement de programmes phares, tels que « Kombit Haïti Zéro Déchet », illustre l'engagement des autorités à assainir les villes en collaboration étroite avec les collectivités territoriales.

•Transfert de compétences : Haïti sollicite activement l'espace francophone (notamment via l'Institut de la Francophonie pour le développement durable) pour

accélérer l'accès aux financements climatiques mondiaux et adopter de meilleures pratiques de gestion des bassins versants.

Une Diplomatie d'Influence Active

À travers la Primature de la République d'Haïti, le Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé réitère l'attachement indéfectible d'Haïti aux idéaux de paix, de diversité culturelle et de coopération. En s'appuyant sur le bilinguisme officiel français-créole, Haïti s'affirme non seulement comme un pont culturel unique dans les Amériques, mais aussi comme un acteur résolu à transformer ses défis actuels en opportunités de développement durable

La Francophonie, un levier stratégique pour la reconstruction d'Haïti : les enjeux et défis portés par le Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé.

Alors que la communauté internationale s'interroge sur l'avenir de la région, la République d'Haïti, membre fondateur de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), réaffirme sa position au cœur de cet espace linguistique et politique. Sous l'impulsion du Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé et du gouvernement haïtien, la langue française et la coopération francophone ne sont plus seulement des héritages culturels, mais de véritables instruments de résilience, de diplomatie et de développement économique.

2. Les grands enjeux de la Francophonie en Haïti

Pour le gouvernement haïtien, l'espace francophone représente une tribune incontournable et un réseau d'alliances stratégiques pour répondre aux urgences nationales :

• La diplomatie et la pérennisation de la paix : Face à la crise sécuritaire majeure causée par l'action des gangs, Haïti s'appuie sur la solidarité de la communauté francophone. L'enjeu est de mobiliser l'OIF pour accompagner le renforcement des institutions de l'État de droit, la réforme de la gouvernance et le rétablissement de la sécurité.

• L'éducation et la jeunesse comme moteurs : L'éducation est considérée par la primature comme « l'arme anticrise» par excellence. Le français reste le ciment des institutions publiques et de l'enseignement. Lors de la dernière Quinzaine de la Francophonie, le Premier Ministre a mis la jeunesse au centre des priorités nationales, rappelant qu'elle incarne l'espérance d'un avenir pacifique et prospère.

• La transition écologique et le financement climatique : Bien qu'Haïti émette très peu de gaz à effet de serre, le pays subit de plein fouet les catastrophes naturelles et les dérèglements climatiques. L'espace francophone, via l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), offre une opportunité cruciale pour le transfert de compétences et l'accès aux financements internationaux.

3. Les défis majeurs à surmonter

Malgré une volonté politique forte, le Premier Ministre et son gouvernement font face à des obstacles structurels complexes qui freinent le plein potentiel de cette coopération : Domaines Défis prioritaires identifiés par le Gouvernement

Sécurité & Stabilité

Rétablir l'ordre public à Port-au-Prince pour permettre le déploiement efficace de l'aide humanitaire et des projets de l'OIF. Bilinguisme & Inclusion Garantir un meilleur accès à l'éducation en français (langue officielle des institutions) tout en intégrant harmonieusement le créole, dans un contexte où moins de la moitié de la population maîtrise couramment le français.

Urgence Écologique

Arbitrer entre l'immédiateté de la crise sécuritaire et la mise en œuvre de programmes environnementaux durables (tels que la gestion des déchets urbains avec Kombit Haïti Zéro Déchet).

4. La vision de la Primature : Une Francophonie d'action

Le Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé refuse de voir en la Francophonie une simple alliance protocolaire. Son administration plaide pour une Francophonie pragmatique et concrète, axée sur des partenariats techniques renforcés avec les grands opérateurs de l'espace francophone :

•L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) pour moderniser l'enseignement supérieur haïtien.

• L'Association internationale des Maires francophones (AIMF) pour appuyer directement les collectivités territoriales et la gestion locale.

• Des programmes d'insertion économique pour intégrer les entrepreneurs haïtiens dans les réseaux commerciaux francophones mondiaux.

En réaffirmant l'attachement indéfectible d'Haïti aux idéaux de paix, de dialogue et de diversité de l'OIF, le Premier Ministre positionne le pays non pas comme un simple bénéficiaire d'aide, mais comme un acteur digne et souverain, prêt à co-construire l'avenir de la communauté francophone internationale. ■



Alix Didier Fils-Aimé, Premier Ministre d'Haïti

JUDITH SUMINWA TULUKA

L'ère ou l'art de réformer en silence

Nommée à la tête du gouvernement par le Président Félix Tshisekedi, Judith Suminwa Tuluka incarne une nouvelle gouvernance en République démocratique du Congo. Entre réformes économiques, rigueur budgétaire et pragmatisme de terrain, la première femme à occuper ce poste impose sa marque.

Depuis son arrivée à la tête du gouvernement en avril 2024, la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka s'est engagée sur plusieurs fronts : finances publiques, infrastructures, développement local, éducation, santé, emploi et climat des affaires. Une action qui vise à renforcer l'efficacité de l'État tout en répondant aux attentes sociales et économiques de la population.

__ Par Jonathan Fontaine et Christophe Etenda



La Première Ministre Judith Suminwa Tuluka

Le défi : Consolider les bases du développement national

Diriger le gouvernement de la République démocratique du Congo requiert une vision claire et une résilience à toute épreuve. Face aux défis sécuritaires dans l'Est et à l'urgence de diversifier l'économie, le pays avait besoin d'une approche rigoureuse et méthodique. C'est précisément ce profil technique et orienté vers les résultats que le chef de l'État a choisi pour piloter son programme d'action.

Une technocrate au service de l'efficacité

Ancienne Ministre d'État chargée du Plan et économiste de formation, Judith Suminwa Tuluka n'est pas une femme de promesses, mais de chiffres et d'impact. Depuis sa prise de fonction, elle a fait de la rationalisation des dépenses publiques sa priorité absolue. Sous sa direction, le gouvernement s'attelle à assainir le climat des affaires pour attirer des investissements durables et créateurs d'emplois pour la jeunesse congolaise.

« Notre objectif est de transformer les immenses potentialités de notre pays en richesses réelles pour chaque Congolais. Cela passe par une discipline budgétaire stricte et une exécution rapide des projets prioritaires du chef de l'État. »

Des actions concrètes sur le terrain

Loin des bureaux climatisés de Kinshasa, la Première Ministre multiplie les descentes sur le terrain pour inspecter l'avancement des grands chantiers nationaux, notamment le Programme de développement local des 145 territoires (PDL-145T).

Infrastructures : Relance des projets routiers pour désenclaver les provinces.
Capital humain : Suivi rigoureux de la gratuité de l'enseignement primaire et consolidation de la couverture santé universelle.
Autonomisation : Promotion active de

l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes à travers des mécanismes de financement adaptés.

Donner une nouvelle impulsion à l'action publique

À la Primature, Judith Suminwa Tuluka s'est retrouvée face à une équation complexe. La RDC doit répondre aux urgences sécuritaires tout en accélérant son développement économique et social.

Son action gouvernementale s'inscrit dans cette double exigence. Il s'agit de maintenir les équilibres macroéconomiques, d'améliorer la gestion des ressources publiques et de faire progresser les projets considérés comme prioritaires.La Première Ministre met ainsi l'accent sur le suivi de l'exécution des décisions gouvernementales et sur la coordination entre les différentes administrations.

Des finances publiques davantage orientées vers les priorités

La maîtrise des finances publiques constitue l'un des axes importants de son action. L'objectif est de renforcer la mobilisation des recettes et de mieux orienter les dépenses vers les secteurs prioritaires.
Cette démarche est essentielle dans un contexte où les besoins du pays sont considérables. La RDC doit financer simultanément la sécurité, les infrastructures, l'éducation, la santé et les investissements nécessaires à la croissance.
L'enjeu consiste donc à améliorer l'efficacité de chaque dépense publique et à renforcer la transparence dans l'utilisation des ressources de l'État.

Accélérer le développement des 145 territoires

Le développement local occupe également une place importante dans l'action gouvernementale. Le Programme de développement local des 145 territoires constitue l'un des principaux instruments de cette politique. Son ambition est de rapprocher les infrastructures de base des populations et de réduire les disparités entre les différentes régions du pays.

La construction et la réhabilitation des routes, des écoles et des centres de santé doivent permettre de désenclaver les territoires et de favoriser leur intégration économique. Pour Judith Suminwa Tuluka, le développement de la RDC ne peut en effet se concentrer sur les grands centres urbains. Il doit également atteindre les territoires où vivent une grande partie des populations.



La Première Ministre Judith Suminwa Tuluka

Investir dans l'éducation et la santé

L'action gouvernementale porte également sur les secteurs sociaux. La consolidation de la gratuité de l'enseignement primaire demeure une priorité. Elle doit permettre de renforcer l'accès à l'éducation tout en améliorant progressivement les conditions d'apprentissage. Dans le domaine de la santé, le gouvernement poursuit la mise en œuvre de la couverture santé universelle. L'objectif est d'élargir progressivement l'accès aux soins et de réduire le poids des dépenses médicales pour les ménages. Ces politiques constituent un investissement dans le capital humain. Elles conditionnent aussi la capacité du pays à disposer d'une population mieux formée et en meilleure santé.

Faire de la jeunesse un acteur économique
La question de l'emploi et de l'entrepreneuriat constitue un autre défi majeur. Avec une population très jeune, la RDC doit créer davantage d'opportunités économiques. L'action gouvernementale cherche notamment à favoriser l'entrepreneuriat des jeunes et l'autonomisation économique des femmes.

L'objectif est de passer progressivement d'une logique d'assistance à une logique de création de revenus et d'activités productives.
Cette orientation rejoint également la volonté de développer un secteur privé capable de participer davantage à la transformation de l'économie congolaise.

Améliorer l'environnement des investissements

L'action de la Première Ministre comporte enfin une dimension économique internationale. La RDC cherche à attirer davantage de capitaux dans les secteurs capables de soutenir sa transformation. Cela suppose un climat des affaires plus stable, des infrastructures adaptées et une meilleure prévisibilité de l'action publique.
L'enjeu est particulièrement important pour les grands projets dans l'énergie, les infrastructures, l'agriculture, l'industrie et les ressources naturelles. L'État doit créer les conditions permettant au secteur privé de devenir un véritable partenaire du développement.

La guerre à l'Est, une contrainte pour les finances publiques

La guerre dans la partie orientale de la RDC constitue l'une des principales contraintes auxquelles le gouvernement doit faire face dans l'exécution de son programme économique et social. Les dépenses liées à l'effort de guerre accentuent la pression sur les finances publiques et réduisent les marges disponibles pour financer les investissements civils. Cette situation complique l'exécution de plusieurs projets, notamment dans le cadre du Programme de développement local des 145 territoires (PDL-145T), dont les ambitions reposent sur la réalisation d'infrastructures de proximité. Elle rend également plus difficile la mise en œuvre des réformes destinées à améliorer la gouvernance budgétaire, la transparence et l'efficacité de la dépense publique. Pour Judith Suminwa Tuluka, l'équation est délicate: répondre aux impératifs de sécurité tout en préservant les investissements nécessaires au développement du pays. La guerre ralentit ainsi certaines ambitions gouvernementales, sans pour autant remettre en cause la volonté affichée de poursuivre les réformes et de maintenir les programmes prioritaires. La capacité de l'exécutif à protéger les investissements essentiels tout en assurant le financement de l'effort de guerre constitue un indicateur important de la conduite de sa politique budgétaire.

L'espoir d'un Congo prospère et uni

En brisant le plafond de verre, Judith Suminwa Tuluka inspire une nouvelle génération de leaders en RDC. Sa gouvernance, axée sur la transparence et la redevabilité, redonne confiance aux partenaires bilatéraux et multilatéraux, renforçant la position de la RDC sur l'échiquier international.

OIF : Judith Suminwa Tuluka soutient Juliana Lumumba pour réinventer la Francophonie des Opportunités, de la Jeunesse et de la Paix

À l'heure où les équilibres mondiaux, technologiques et démographiques se redessinent, la République démocratique du Congo (RDC) se positionne à l'avant-garde de l'espace francophone. Sous l'impulsion de la Première Ministre, Judith Suminwa Tuluka, le plus grand pays francophone du monde porte une ambition historique : la candidature de Juliana Amato Lumumba au poste de Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Une vision audacieuse pour une organisation moderne, dynamique, et résolument portée par son dynamisme économique, sa jeunesse, et le règlement pacifique des conflits à l'ère de l'intelligence artificielle.

Le leadership congolais au service d'un renouveau historique

C'est depuis la tribune des Nations Unies à New York et lors d'un lancement mémorable à Paris que la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka a tracé les contours de ce projet d'envergure. Pour la cheffe du gouvernement congolais, cette candidature n'est pas une simple formalité administrative, mais un acte de haute responsabilité géopolitique.

À l'ONU, Judith Suminwa a vigoureusement rappelé que la gouvernance mondiale de l'IA, les flux économiques et les mécanismes de médiation ne doivent pas exclure le Sud global, ni sa jeunesse. En propulsant Juliana Lumumba — figure respectée, ancienne Ministre et digne héritière des valeurs de dignité, de souveraineté et de dialogue incarnées par son père Patrice Emery Lumumba —, la RDC entend transformer son poids démographique en une force politique, technologique et diplomatique incontournable.

Une Francophonie économique : Transformer l'espace linguistique en marché prospère

Le cœur de la vision défendue par la Première Ministre repose sur une transformation profonde de l'OIF : passer d'une « Francophonie des sommets » à une « Francophonie des opportunités réelles ». L'ambition est de faire de la langue française un puissant levier de croissance économique, de commerce intra-francophone et de co-développement.

Sous la direction de Juliana Lumumba, l'OIF compte structurer un véritable écosystème d'affaires francophone, favorisant les investissements partagés, le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et l'établissement d'une économie circulaire et solidaire qui valorise les ressources locales des pays membres.

La mobilité des talents : Le projet du « Visa Francophone »

Pour que cette économie francophone devienne une réalité palpable, la fluidité des échanges est indispensable. Face aux barrières actuelles qui freinent le génie francophone, la feuille de route de la RDC place la mobilité transcontinentale au centre de ses priorités.

Juliana Lumumba s'engage à porter le projet ambitieux d'un « Visa francophone des talents ». Cette réforme structurante vise à faciliter la libre circulation des forces vives de l'espace commun : les investisseurs, les créateurs d'entreprises, les scientifiques, les artistes, mais aussi les artisans de la paix. Permettre aux talents de circuler sans entraves, c'est libérer l'innovation et accélérer le transfert de compétences à travers tout l'espace francophone.

Placer la Jeunesse et l'IA au cœur de cette dynamique

Cette Francophonie économique et mobile est entièrement pensée pour les nouvelles générations, qui représentent plus de 60 % de la population francophone :

L'entrepreneuriat des jeunes : Faire de l'OIF un incubateur géant pour financer les projets des jeunes créateurs et faciliter leur accès aux marchés régionaux et internationaux.

Une Alliance Francophone pour l'IA et les Langues : Développer des algorithmes inclusifs et des modèles d'IA générative respectueux de la diversité linguistique, afin que la jeunesse francophone ne subisse pas la révolution de l'intelligence artificielle, mais la codirige.

La formation aux métiers d'avenir: Un plan massif de mise à niveau technologique pour doter les jeunes des compétences numériques indispensables à la nouvelle économie mondiale.

La Paix par le dialogue et l'éducation : Répondre au thème central du Sommet

Alors que la Francophonie place la stabilité au centre de ses priorités majeures, la candidature de la RDC résonne comme une nécessité impérieuse. Face aux crises qui fragmentent l'espace commun, la Première Ministre soutient un programme où la prospérité économique et la stabilité vont de pair.

Pour matérialiser cette ambition, Juliana Lumumba propose la création d'une Académie francophone de la paix. Ce projet novateur vise à former les jeunes leaders et les acteurs économiques aux valeurs de médiation et de dialogue, car il ne peut y avoir de développement économique durable sans une paix consolidée.

Un appel à l'unité et au rassemblement

En portant cette candidature, la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka lance un appel vibrant à la solidarité de tous les États membres et de la diaspora. Choisir Juliana Lumumba, c'est choisir une Francophonie fière de ses racines, forte de son économie, ouverte sur la mobilité de ses talents, souveraine dans ses choix technologiques et entièrement dévouée à l'avenir de sa jeunesse. Le ton est donné: la RDC est prête à guider l'OIF vers une nouvelle ère de prospérité partagée.



La Première Ministre Judith Suminwa Tuluka

Qui est Judith Suminwa Tuluka?
La technocrate au cœur des défis de la RDC



La Première Ministre Judith Suminwa Tuluka à la tribune des Nations unies, elle avait conduit une délégation de la République démocratique du Congo à New York, à l'occasion du débat général de haut niveau de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les travaux de ce débat se sont tenus du 22 au 28 septembre 2026, dans un contexte international marqué par les conflits, les crises humanitaires et les défis liés au développement.

La nomination de Judith Suminwa Tuluka à la Primature constitue l'un des tournants de l'histoire politique récente de la République démocratique du Congo. En avril 2024, elle devient la première femme à diriger le gouvernement congolais. Cette rupture dépasse sa portée symbolique. Elle intervient dans un pays confronté à une crise sécuritaire persistante, à de fortes attentes sociales et à la nécessité de transformer une richesse naturelle exceptionnelle en développement réel. Son profil donne une dimension particulière à cette expérience. Judith Suminwa n'est pas issue du parcours politique classique. Sa trajectoire s'est construite dans les domaines de l'économie, de la gestion publique et du développement.

Cette expérience contribue à expliquer le profil de technocrate rigoureuse et discrète qui lui est associé.

Une expertise construite dans le développement

Titulaire d'une maîtrise en sciences économiques avec une spécialisation en gestion financière, Judith Suminwa a également travaillé au sein des Nations unies et notamment du Programme des Nations unies pour le développement. Elle y acquiert une expérience dans les domaines de la gouvernance et du développement.
Avant d'accéder à la Primature, elle dirige le ministère du Plan. Elle y est notamment associée au Programme de développement local des 145 territoires. Cette expérience la place au cœur d'un enjeu majeur pour la RDC : réduire les disparités de développement entre les grands centres urbains et les territoires.

Son parcours révèle ainsi un fil conducteur: la gestion publique au service du développement.

Une gouvernance fondée sur la méthode
Son style de travail est marqué par la rigueur. Elle est présentée comme une femme de dossiers, méthodique et peu portée vers les effets de communication. Elle privilégie la préparation des décisions, le suivi des politiques publiques, la transparence budgétaire et la reddition des comptes. Cette approche constitue un atout dans un pays où l'efficacité de l'État demeure une question centrale.

Une femme au cœur des grands défis nationaux

Le premier défi de Judith Suminwa est

celui de la transformation d'un potentiel considérable en progrès tangible pour les Congolais. La RDC dispose de ressources naturelles exceptionnelles, d'un immense territoire, d'une population jeune et d'importantes possibilités de développement. Pourtant, ces atouts coexistent avec la pauvreté, les insuffisances des infrastructures, le chômage et les difficultés d'accès à certains services essentiels.

À la Primature, la Première Ministre doit donc composer avec une équation complexe : faire de la croissance économique un véritable instrument de développement humain.

Cette ambition suppose de renforcer la gouvernance, d'améliorer la mobilisation des recettes publiques, de stimuler l'investissement et de poursuivre les efforts dans des secteurs aussi essentiels que l'éducation, la santé, l'énergie, l'agriculture et les transports. Mais aucune réflexion sur l'action gouvernementale en RDC ne peut ignorer la question sécuritaire. Dans l'est du pays, les violences armées ont profondément marqué des millions de vies. Pour Judith Suminwa, la restauration de la paix et de l'autorité de l'État demeure ainsi indissociable de toute perspective durable de développement.

Le symbole d'une présence féminine au sommet de l'État

Au-delà de ses responsabilités gouvernementales, Judith Suminwa Tuluka porte une dimension historique. Son accession à la Primature brise une barrière longtemps demeurée intacte dans la politique congolaise.
Elle devient ainsi une figure de référence pour de nombreuses jeunes filles et femmes qui aspirent à participer davantage à la conduite des affaires publiques. Sa présence au sommet du gouvernement rappelle que la compétence et la capacité de décision ne sont pas l'apanage d'un sexe.
Son mandat est donc appelé à dépasser le symbole pour inscrire durablement la participation des femmes dans la gouvernance congolaise.



La Première Ministre Judith Suminwa Tuluka

Une personnalité face à l'histoire

Judith Suminwa Tuluka évolue dans un environnement politique où les attentes sont immenses. La population congolaise réclame des changements visibles et rapides, tandis que l'État doit répondre simultanément à des urgences multiples.

Dans ce contexte, son style repose sur une image de sérieux, de méthode et de proximité. Elle devra néanmoins démontrer que cette approche peut se traduire par une administration plus efficace et par des résultats perceptibles dans le quotidien des citoyens.

Son histoire à la Primature ne fait que commencer, mais une chose est déjà acquise: Judith Suminwa Tuluka a inscrit son nom dans l'histoire politique de la République démocratique du Congo. Première femme à diriger le gouvernement, elle se trouve désormais devant un rendez-vous majeur avec son pays : transformer une nomination historique en une expérience gouvernementale capable de laisser une empreinte durable.

Son parcours de technocrate lui donne une capacité particulière à comprendre les mécanismes économiques et administratifs. Mais l'exercice du pouvoir exige davantage que l'expertise. Il impose de décider, d'arbitrer, de négocier et surtout de faire exécuter les politiques publiques.
Son héritage ne sera donc pas seulement d'avoir été la première femme à diriger le gouvernement congolais. Il sera aussi de savoir si elle aura contribué à rendre l'État plus efficace, l'économie plus inclusive et les institutions davantage capables de répondre aux attentes des Congolais.

L'histoire lui a ouvert une porte. La gouvernance dira ce qu'elle en aura fait. ■

PAUL ST-PIERRE PLAMONDON

Le Québec face à son destin francophone

La vision, les enjeux et les défis du nouveau Premier Ministre

Par Éric Kampanga et Jonathan Fontaine

En cette fin d'année 2026, l'avenir de la langue française se trouve au carrefour de profonds bouleversements politiques, démographiques et technologiques. Pour le nouveau Premier Ministre du Québec, Paul St-Pierre Plamondon (PSPP), la francophonie n'est pas un simple héritage culturel à préserver, mais un combat quotidien pour la survie et le rayonnement d'une nation. À l'heure où les pressions linguistiques se font de plus en plus fortes en Amérique du Nord, le chef du gouvernement québécois articule une vision offensive de la francophonie, matérialisée par un baptême du feu diplomatique imminent sur la scène internationale où l'économie et l'innovation technologique occuperont le premier plan.



Paul St-Pierre Plamondon, Premier Ministre du Québec

Une vision : Le Québec comme moteur de la francophonie globale

Pour le Premier Ministre, le Québec doit s'affirmer comme le phare de la francophonie en Amérique du Nord et un joueur de premier plan à l'échelle mondiale. Cette vision repose sur un principe fondamental : la langue française est l'ADN de la nation québécoise.



Paul St-Pierre Plamondon, Premier Ministre du Québec

Sous la direction de l'actuel gouvernement indépendantiste, la francophonie est intrinsèquement liée au projet d'affirmation nationale. Le Premier Ministre défend l'idée que pour protéger durablement sa langue, le Québec doit disposer de la pleine maîtrise de ses leviers politiques. Toutefois, cette ambition ne s'arrête pas aux frontières de la province. Sa vision englobe une solidarité indéfectible envers les onze millions de francophones à travers le Canada et un engagement accru au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour faire du français un vecteur de prospérité économique et un acteur des révolutions scientifiques mondiales.

Cap sur le Cambodge : Un baptême diplomatique axé sur l'économie et l'innovation

Cette vision globale s'incarnera de façon spectaculaire à la mi-novembre 2026

lors du 20e Sommet de la Francophonie à Phnom Penh, au Cambodge. Cet événement historique marquera la toute première participation officielle et le premier grand voyage diplomatique de Paul St-Pierre Plamondon à titre de Premier Ministre.

Pour le chef du gouvernement québécois, ce sommet en Asie du Sud-Est revêt des attentes stratégiques majeures, portées par une intense diplomatie économique :

• Le maillage commercial et le salon FrancoTech : Le Premier Ministre mène une importante délégation commerciale soutenue par Investissement Québec. Au cœur de ce déploiement se trouve le salon FrancoTech 2026, le grand forum économique et technologique organisé en marge du sommet. Le Québec entend y propulser ses entreprises et ses start-ups de pointe, ouvrant de nouveaux corridors d'affaires avec l'économie numérique florissante du Cambodge et le marché dynamique de l'ASEAN.

• Le leadership en Intelligence Artificielle (IA) et Technologie : Alors que l'OIF place le numérique sous la bannière « Une communauté francophone, un avenir numérique », le Premier Ministre veut imposer le Québec comme la capitale de l'IA francophone. L'enjeu est de taille : pour le Québec, l'IA ne doit pas être développée uniquement en anglais. Le gouvernement appuie activement des initiatives et des maillages de recherche pour concevoir des modèles de langage massifs (LLM) et des technologies de pointe entièrement en français, garantissant ainsi l'autonomie technologique des pays francophones.

• Le financement de projets concrets : En amont de sa première participation, Québec a déjà annoncé le soutien à huit projets majeurs visant à resserrer les liens scientifiques, économiques et d'incubation d'entreprises, particulièrement avec l'Asie du Sud-Est.

Les grands enjeux nationaux : Immigration et découvrabilité numérique

En parallèle de cette projection internationale, l'action de l'État québécois se concentre sur des défis intérieurs directement liés à la modernité technologique :

• La découvrabilité culturelle et les algorithmes : Face à l'hégémonie des géants du Web (GAFAM) et à l'explosion de l'IA générative, l'accès aux contenus francophones est menacé d'invisibilisation. Pour le Premier Ministre, la « découvrabilité » est un enjeu crucial de souveraineté culturelle. Le Québec exige une gouvernance numérique forte et des normes internationales pour forcer les algorithmes à recommander équitablement les créateurs et médias francophones.

• Le modèle migratoire et l'intégration : Le dossier national le plus chaud consiste à arrimer les seuils d'immigration à la capacité réelle d'accueil et de francisation de la société québécoise, afin de s'assurer que chaque nouvel arrivant puisse s'intégrer efficacement au tissu économique francophone.



Paul St-Pierre Plamondon, Premier Ministre du Québec

Les défis : Entre déclin linguistique et bras de fer politique

Le chemin tracé par le Premier Ministre est cependant semé d'embûches. Le principal défi demeure le recul statistique du français, particulièrement documenté dans la région métropolitaine de Montréal. Malgré le renforcement des lois linguistiques, l'usage quotidien du français dans les commerces et les milieux de travail montre des signes de fragilité.
À cela s'ajoute le défi financier de la francisation des résidents temporaires, ainsi que l'asymétrie constante avec le gouvernement fédéral canadien à Ottawa pour le partage des compétences (immigration, traités commerciaux comme l'ACEUM, et financement de la recherche scientifique francophone).

Un leadership pour l'avenir

En liant étroitement la diplomatie économique, la souveraineté technologique en IA et les politiques de terrain, le Premier Ministre tente de transformer une vulnérabilité historique en une force géopolitique moderne. Le rendez-vous de Phnom Penh agira comme le premier test grandeur nature pour évaluer la capacité du Québec à peser de tout son poids dans l'économie numérique mondiale du XXIe siècle.

Qui est Paul St-Pierre Plamondon (PSPP) Le renouveau du Québec à hauteur d'homme

Le 5 octobre 2026 restera gravé comme le point de départ d'une nouvelle ère pour le Québec. En confiant les clés de l'État au Parti québécois, les citoyens ont choisi l'audace de la clarté, l'authenticité et une vision d'avenir résolument moderne. À la tête de ce mouvement, un homme incarne ce changement de cap : Paul St-Pierre Plamondon (PSPP). À la veille de son assermentation officielle comme 34e premier Ministre, portrait d'un leader qui place l'intelligence et le respect des Québécois au cœur de son action.

L'excellence académique au service de l'État

Derrière le calme olympien et l'accessibilité du nouveau premier Ministre se cache un parcours d'une rigueur exceptionnelle. Avocat de formation, diplômé de

l'Université McGill, Paul St-Pierre Plamondon a perfectionné son bagage en obtenant un MBA de l'Université d'Oxford, l'une des institutions les plus prestigieuses au monde. Ayant œuvré en droit international en Belgique et en Bolivie, ce polyglotte qui maîtrise cinq langues possède une fine compréhension des rouages mondiaux. Loin de l'éloigner de ses racines, cette ouverture sur le monde a forgé sa conviction profonde: le Québec possède tous les atouts économiques, culturels et sociaux pour s'affirmer pleinement et prospérer de manière autonome.

La force de la résilience

Le parcours politique de PSPP est une leçon de ténacité. Lorsqu'il prend les rênes du Parti québécois en octobre 2020, la formation est alors reléguée au second plan. Contre vents et marées, avec une foi inébranlable en ses idées, il a rebâti le parti un citoyen à la fois. Élu député de la circonscription montréalaise de Camille-Laurin en 2022, il a mené une opposition constructive, rigoureuse et toujours axée sur les solutions. Cette résilience a payé: en portant sa députation à 59 élus lors du dernier scrutin, les Québécois ont récompensé la constance, le refus des promesses faciles et le courage politique.

Un Parcours Jalonné de Succès

2020 : Élu chef du Parti québécois au moment où le parti est au plus bas
2022 :Élu député de Camille-Laurin, amorce de la reconstruction
2026 : Victoire historique le 5 octobre avec 59 députés élus

Un leader d'État face aux défis géopolitiques mondiaux

L'arrivée de Paul St-Pierre Plamondon au pouvoir coïncide avec une période de turbulences internationales majeures. Loin de s'en inquiéter, le nouveau premier Ministre déploie une stature d'homme d'État capable de positionner le Québec stratégiquement sur l'échiquier mondial :

- Un calendrier souverainiste pragmatique: Guidé par un réalisme géopolitique aiguisé, PSPP a intelligemment choisi d'adapter la trajectoire de son projet de référendum sur l'indépendance. Soucieux de naviguer dans un climat de stabilité, il a ajusté sa démarche pour éviter les frictions directes avec le mandat présidentiel de Donald Trump aux États-Unis, sécurisant ainsi les relations avec notre plus grand partenaire commercial.
- La diplomatie climatique et l'autonomie énergétique : Face à la crise climatique planétaire, son gouvernement mise sur l'immense potentiel hydroélectrique et les ressources stratégiques du Québec pour en faire un joueur clé de la transition verte en Amérique du Nord.
- Sécurité économique et chaînes d'approvisionnement : À l'heure du protectionnisme grandissant, sa vision mise sur la résilience économique locale, la protection de notre agriculture et la valorisation des technologies d'ici pour soustraire le Québec aux chocs géopolitiques externes.

Une gouvernance transparente et humaine

Le style PSPP, c'est d'abord le refus de la langue de bois. Le nouveau premier Ministre s'est engagé à diriger l'État avec la même transparence qui a marqué sa campagne électorale. Conscient des défis économiques actuels, son gouvernement minoritaire pose déjà des gestes forts de responsabilité financière, à commencer par le gel des salaires des élus et la réduction de la bureaucratie pour redonner de l'air aux services publics.

Ses priorités immédiates touchent directement le quotidien des gens :

- Urgences sociales : Un plan massif pour contrer la crise du logement et un grand sommet national pour réduire de moitié l'itinérance.
- Services de proximité : La réfection des réseaux de santé et d'éducation pour des soins plus humains et des écoles mieux adaptées.
- Fierté nationale : Une défense décomplexée de la langue française, de la culture d'ici et de l'identité québécoise.

Bâtir des ponts pour l'avenir

À l'aube de son mandat, Paul St-Pierre Plamondon incarne un leadership rassembleur. En tendant formellement la main aux partis d'opposition, il démontre que l'intérêt supérieur du Québec passe avant les querelles partisanes. Entouré d'une équipe de transition de haut niveau — menée par sa cheffe de cabinet Nadine Koussa — et fort des précieux conseils de figures d'expérience telles que l'ex-première Ministre Pauline Marois, PSPP est prêt.
Le Québec s'apprête à tourner une page majeure de son histoire avec, à sa barre, un capitaine solide, visionnaire et profondément attaché à son peuple. ■



Coveo : Innovation et IA

Comment Coveo propulse le fleuron technologique de Québec sur la scène mondiale

Fondée au cœur de la Capitale-Nationale, l'entreprise québécoise Coveo s'est imposée comme le leader mondial des plateformes de recherche et de recommandation basées sur l'intelligence artificielle. Alors que les entreprises du monde entier cherchent à maximiser l'efficacité de leurs interactions numériques, le savoir-faire unique développé à Québec redéfinit les standards de l'expérience client, du commerce électronique et de la gestion des connaissances.

Du quartier Saint-Roch aux géants de la Silicon Valley

Par Valentin Kouamé

Née à Québec, une ville reconnue pour son écosystème technologique bouillonnant, Coveo a su transformer une idée audacieuse en un succès international. L'entreprise a compris très tôt que la recherche d'information traditionnelle ne suffisait plus. À l'ère de la surinformation, le véritable défi consiste à offrir la bonne information, au bon moment, de manière entièrement personnalisée.

En combinant l'apprentissage automatique (machine learning) et le traitement de la langue naturelle, la plateforme Coveo AI-Relevance™ analyse le comportement des utilisateurs en temps réel pour prédire leurs intentions. Cette technologie de pointe permet aux entreprises d'offrir des expériences en ligne fluides, comparables à celles des plus grands géants du Web.

L'IA au service de la performance d'affaires

L'impact de la solution de Coveo se mesure concrètement dans la croissance et l'efficacité des organisations qui l'adoptent. Qu'il s'agisse de grandes entreprises locales ou de multinationales, les bénéfices se déploient sur plusieurs fronts :

- Optimisation du commerce électronique: Augmentation du panier d'achats moyen et du taux de conversion grâce à des recommandations de produits hyper-ciblées.
- Révolution du support client : Réduction des coûts d'exploitation en permettant aux clients de trouver la solution à leurs problèmes en libre-service, sans contacter le centre d'appels.
- Productivité accrue des employés : Centralisation des connaissances internes pour permettre aux équipes de trouver instantanément les documents et données nécessaires à leur travail.



Louis Têtu, président exécutif du conseil d'administration de Coveo

« *Notre mission est de démocratiser l'intelligence artificielle pour que chaque entreprise, peu importe sa taille, puisse offrir une pertinence inégalée à chacun de ses utilisateurs.* »

La fierté d'un pôle d'expertise québécois

Au-delà de ses bureaux à Montréal, San Francisco, Londres ou Amsterdam, Coveo conserve ses racines et son centre névralgique à Québec. L'entreprise contribue activement à la rétention des talents et au rayonnement de la province en tant que plaque tournante de l'intelligence artificielle appliquée.

En investissant continuellement dans la recherche et le développement et en collaborant avec les universités locales, Coveo prouve qu'il est possible de bâtir un leader mondial de la tech tout en restant ancré dans sa communauté d'origine.

À propos de Coveo :

Coveo propulse la pertinence à grande échelle. Grâce à sa plateforme d'IA, l'entreprise de Québec transforme chaque point de contact numérique en une interaction personnalisée et rentable. Pour découvrir comment l'IA peut transformer votre entreprise, visitez le site officiel de Coveo via ce lien : www.coveo.com



Laurent Simoneau, cofondateur de Coveo

Enerkem Québec

L'épicentre mondial de la révolution des biocarburants

Et si le Québec devenait le chef de file incontestable de la transition énergétique mondiale grâce à ses propres déchets ? C'est la promesse portée par Enerkem, un fleuron technologique né à Montréal. Grâce à une innovation de rupture unique au monde, cette entreprise révolutionne l'économie circulaire en convertissant les matières résiduelles non recyclables en biocarburants propres et en produits chimiques verts. Bien ancrée dans sa province d'origine, Enerkem redéfinit l'avenir industriel et environnemental d'ici et d'ailleurs.

Par Valentin Kouamé

Partout sur la planète, la gestion des déchets industriels et municipaux combinée à l'urgence de décarboner les transports lourds pose un défi colossal. Au lieu de voir ces matières résiduelles comme un problème d'enfouissement, l'approche québécoise d'Enerkem y décèle une mine d'or énergétique.

L'expertise québécoise au cœur d'une technologie brevetée

Le succès d'Enerkem repose sur MUNE, plateforme technologique rigoureusement développée et testée au Québec. À travers son centre d'innovation situé à Westbury, en Estrie, les ingénieurs de l'entreprise ont perfectionné un procédé de gazéification avancée.

Plutôt que d'incinérer les déchets, ce système exclusif casse les molécules de carbone pour les transformer en un gaz de synthèse extrêmement pur (le syngaz). À l'aide de catalyseurs chimiques de pointe, ce gaz est converti en méthanol et en éthanol à faible empreinte carbone. Ce procédé permet de détourner les déchets des sites d'enfouissement tout en offrant un substitut propre aux combustibles fossiles pour les secteurs difficiles à décarboner, comme l'aviation et le transport maritime.

Varennes Carbon Recycling : Le projet phare du Québec vert



Michel Chornet, chef de la direction (PDG) d'Enerkem.

L'ambition locale d'Enerkem se matérialise de façon spectaculaire en Montérégie avec l'implantation de Recyclage Carbone Varennes (RCV). Ce projet de bioraffinerie commerciale d'envergure intègre la technologie d'Enerkem aux côtés de géants de l'industrie et bénéficie d'une synergie unique avec Hydro-Québec, qui est engagée pour fournir de l'hydrogène et de l'oxygène renouvelables.

- Capacité de traitement : Plus de 200 000 tonnes de déchets locaux non recyclables et de biomasse forestière résiduelle détournées par an.
- Production propre : Environ 125 millions de litres de biocarburants avancés générés annuellement.
- Impact climatique : Une réduction drastique des gaz à effet de serre (GES) injectés dans l'atmosphère, consolidant les objectifs de transition énergétique du Québec.

Une restructuration stratégique pour conquérir le marché mondial

À la suite d'une réorganisation financière majeure complétée avec succès en 2025 sous l'impulsion de partenaires mondiaux clés (comme la pétrolière espagnole Repsol et Monarch), Enerkem a solidifié ses assises corporatives et accéléré la commercialisation de sa propriété intellectuelle. Forte d'un portefeuille solide comptant près de 200 brevets, l'entreprise montréalaise propulse ses technologies de pointe bien au-delà de nos frontières, avec des projets majeurs en Europe (notamment le a
En combinant le génie d'ici, le soutien industriel et une vision d'affaires résiliente, Enerkem prouve que le Québec ne se contente pas de participer à l'économie verte de demain : il la conçoit

Flinks

Le pionnier montréalais qui redéfinit l'avenir des services bancaires ouverts

Par Éric Kampanga

Montréal, plaque tournante de l'innovation financière, est le berceau d'une révolution invisible mais essentielle pour notre économie numérique. C'est ici qu'est née Flinks, l'entreprise québécoise qui s'est imposée comme le leader incontournable du système bancaire ouvert (Open Banking) et de la finance intégrée en Amérique du Nord. En connectant les institutions financières traditionnelles aux technologies de pointe, Flinks bâtit en temps réel l'infrastructure de la finance de demain.

Le « système nerveux » de l'écosystème FinTech

Imaginez devoir transférer vos comptes d'une banque à une autre, automatiser l'analyse de vos revenus pour un prêt, ou connecter votre application de budget préférée à vos transactions courantes. Autrefois complexe et fragmenté, ce processus est aujourd'hui fluide grâce à la technologie de Flinks.
Flinks agit comme une passerelle technologique hautement sécurisée. Sa plateforme permet à des géants d'ici et d'ailleurs, tels que Wealthsimple et la Banque Nationale du Canada (qui en est d'ailleurs l'actionnaire majoritaire), d'accéder instantanément à des données financières enrichies et fiables, toujours avec le consentement explicite de l'utilisateur. Aujourd'hui, son réseau interconnecte plus de 15 000 institutions financières à travers tout le continent.

Une impulsion majeure pour l'Open Banking au Canada

Le timing de Flinks est stratégique. Alors que le cadre réglementaire canadien sur le Consumer-Driven Banking (le système bancaire axé sur le consommateur) se concrétise pour moderniser la transférabilité des données et des paiements, Flinks possède déjà une longueur d'avance.



Julien D. Cousineau, CEO, Flinks

En éliminant les anciennes techniques de collecte de données au profit d'API sécurisées de nouvelle génération, l'entreprise montréalaise protège les consommateurs tout en stimulant une saine concurrence sur le marché. Ses solutions permettent notamment de :

- Vérifier l'identité et les revenus en temps réel pour accélérer l'octroi de crédit.
- Détecter la fraude de manière prédictive, identifiant jusqu'à 3 fois plus de risques que les méthodes traditionnelles.
- Faciliter le mouvement d'argent grâce à des transferts instantanés et sécurisés.

Au-delà de la connectivité : des services clés en main pour l'industrie

Flinks ne se contente plus de fournir des accès logiciels. Face à la demande croissante des institutions financières canadiennes, l'entreprise déploie de vastes services professionnels et de gestion déléguée (Managed Services).

Les banques et les coopératives de crédit peuvent désormais confier à Flinks le développement complet et l'exploitation de leurs nouvelles fonctionnalités numériques. Qu'il s'agisse de transférer automatiquement des listes de virements Interac ou de gérer les consentements des usagers, le savoir-faire québécois s'occupe de tout, dans le respect le plus strict des exigences réglementaires.

Une fierté économique bien de chez nous
Portée par l'expertise de ses équipes à Montréal, Flinks démontre que le Québec ne fait pas que participer à la transition numérique mondiale : il en dessine les plans d'architecture.

Lightspeed

Le géant québécois qui réinvente le commerce mondial

Par Wendy Bokata

Montréal, fleuron technologique du Québec, abrite l'un des moteurs les plus puissants de la transformation numérique du commerce de détail et de la restauration à l'échelle planétaire : Lightspeed. Fondée dans le quartier historique de Mile-End, cette entreprise d'ici est devenue, en deux décennies, une référence mondiale incontournable. Elle propulse aujourd'hui des centaines de milliers de points de vente à travers plus de 100 pays.

Une vision née d'ici, adoptée par le monde

Créée avec l'ambition de donner aux commerçants indépendants les mêmes armes technologiques que les grands géants de la distribution, Lightspeed a su anticiper les mutations du marché. L'époque où une caisse enregistreuse ne servait qu'à encaisser est bel et bien révolue. Aujourd'hui, la plateforme infonuagique (cloud) de Lightspeed centralise tout : de la gestion fine des stocks à la vente omnicanale (en magasin et en ligne), en passant par l'analyse des données de performance en temps réel. En combinant ces outils à un système de paiement ultra-sécurisé et intégré, l'entreprise simplifie le quotidien des entrepreneurs pour leur permettre de se concentrer sur ce qui compte vraiment : l'expérience client.

L'intelligence artificielle au service des commerçants

Fidèle à l'ADN d'innovation de la province, Lightspeed intègre désormais des outils avancés d'intelligence artificielle. Les restaurateurs et détaillants québécois — et du monde entier — peuvent ainsi prédire leurs besoins d'inventaire, automatiser la création de descriptions de produits et personnaliser leurs stratégies de fidélisation. Cette agilité permet aux entreprises locales de rester compétitives dans un marché en constante évolution.



Dax Dasilva, fondateur et chef de la direction (PDG) de Lightspeed Commerce

Un impact concret sur l'économie d'ici

Choisir Lightspeed, c'est adopter une technologie conçue par des talents d'ici qui comprennent la réalité des PME. Qu'il s'agisse d'un restaurant branché de Québec, d'une boutique de mode à Montréal ou d'un commerce de proximité en région, la plateforme s'adapte à chaque secteur d'activité avec une flexibilité remarquable.

En investissant continuellement dans la recherche et le développement et en maintenant son siège social mondial à Montréal, Lightspeed prouve que le génie logiciel québécois n'a rien à envier à la Silicon Valley.

Prêt à propulser votre entreprise vers de nouveaux sommets ? Découvrez comment les solutions omnicanales de Lightspeed peuvent transformer votre gestion quotidienne et stimuler votre croissance. Visitez dès maintenant leur site web pour planifier une démonstration personnalisée.

NUVEI

De Montréal au reste du monde : comment le fleuron québécois Nuvei propulse l'expansion des entreprises du Québec

Pour les entreprises québécoises, le marché mondial n'a jamais été aussi accessible, mais réussir son virage international cache un défi de taille : la complexité des paiements. Heureusement, nul besoin de chercher bien loin pour trouver la solution. Établie à Montréal, la fintech Nuvei s'est hissée parmi les leaders planétaires de la technologie financière en se donnant pour mission de simplifier le commerce mondial grâce à une infrastructure technologique unique.

Le défi transfrontalier des commerçants du Québec

Par Éric Kampanga

Qu'il s'agisse d'une PME en forte croissance ou d'une grande marque établie, l'ambition de déborder des frontières du Québec et du Canada amène de profondes transformations logistiques. Pourtant, un angle mort persiste souvent : le moment où le client clique sur « payer ».

Les habitudes d'achat varient drastiquement d'un pays à l'autre.

Alors que le consommateur canadien utilise massivement les cartes de crédit traditionnelles ou Interac, un acheteur européen préférera des systèmes locaux comme iDEAL ou Sofort, tandis qu'en Amérique latine, le système Pix ou les portefeuilles électroniques dominent. Imposer un seul mode de paiement à un client international est la recette parfaite pour faire exploser le taux d'abandon de panier.

L'expertise montréalaise au service de la chaîne d'approvisionnement financière

C'est précisément ce casse-tête que résout Nuvei. Conçue et pilotée depuis son siège social de Montréal sous la gouverne de son fondateur Philip Fayer — et soutenue historiquement par des piliers de l'économie locale comme la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) —, l'entreprise a développé une plateforme modulaire de bout en bout. Grâce à une API unique, une entreprise d'ici peut connecter son site web ou son application à un réseau mondial majeur :

- Plus de 200 marchés intégrés à travers le monde.
- Un accès instantané à plus de 700 modes de paiement alternatifs.
- Des capacités d'acquisition locales directes, récemment étendues à des marchés stratégiques comme le Mexique et le Japon.



Philip Fayer, Fondateur, Président-directeur général (PDG) et président du conseil d'administration.

Pour les gestionnaires et entrepreneurs du Québec, cela signifie qu'il est possible de localiser l'expérience client sur n'importe quel continent en quelques clics, sans avoir à ouvrir des comptes bancaires locaux ni négocier des contrats multiples à l'étranger.

L'intelligence artificielle pour maximiser chaque dollar

Au-delà de la diversité des options, la plateforme de Nuvei intègre des technologies avancées de routage intelligent et d'analyse des données en temps réel. Trop souvent, des transactions légitimes provenant de l'étranger sont bloquées par des systèmes antifraude trop zélés ou mal configurés (les « faux refus»). L'infrastructure de Nuvei analyse instantanément le parcours de chaque transaction et l'aiguille vers l'institution financière locale la plus susceptible de l'autoriser. Ce processus invisible élimine les frictions au moment du paiement, fait grimper le taux de conversion et sécurise directement le chiffre d'affaires des marchands.

Un ancrage local, une vision globale

Alors que Nuvei continue de consolider sa position de force à l'échelle internationale par des acquisitions d'envergure, sa culture d'innovation reste profondément enracinée au Québec. En éliminant les barrières financières techniques, la fintech offre aux entreprises d'ici l'agilité nécessaire pour rivaliser avec les géants mondiaux, prouvant qu'avec la bonne technologie, les frontières n'existent plus■

Paper

Comment l'application Paper réinvente la gestion de nos documents quotidiens

À l'ère du tout-numérique, accumuler des fichiers, des reçus et des notes professionnelles est devenu une source de charge mentale. Face au désordre de nos bureaux virtuels, la solution française Paper propose une approche minimaliste et centralisée pour redonner du sens à notre organisation.

Par Wendy Bokata

Chaque jour, un actif passe en moyenne plusieurs dizaines de minutes à chercher des contrats, des factures ou des notes de réunion éparpillés entre sa boîte mail, son ordinateur et son smartphone. Ce constat a poussé les concepteurs de l'application Paper à développer un outil capable de fusionner le traitement de texte, l'archivage de documents et la gestion des tâches au sein d'une interface unique et épurée.

L'art de la centralisation intuitive

Contrairement aux usines à gaz logicielles qui demandent des heures de formation, Paper mise sur la simplicité d'utilisation. Conçue autour d'une structure modulaire, l'application permet de capturer une idée à la volée, d'y joindre un document PDF ou une image, et de transformer le tout en un espace de travail partagé en un seul clic.Grâce à une technologie de reconnaissance optique des caractères (OCR) intégrée, l'utilisateur peut photographier une note manuscrite ou une facture papier pour la retrouver instantanément via une simple recherche par mot-clé. «Notre objectif n'est pas d'ajouter une couche logicielle de plus, mais de remplacer l'existant par une expérience fluide, presque physique, qui rappelle le confort d'un carnet de notes classique », explique l'équipe de développement de Paper.

Sécurité et souveraineté des données



Martina Tam, Présidente-directrice générale (CEO)

À l'heure où la protection de la vie privée est une priorité pour les entreprises comme pour les particuliers, Paper se distingue par ses engagements forts en matière de sécurité. Toutes les données sont chiffrées de bout en bout et hébergées sur des serveurs sécurisés en Europe. Cette approche garantit aux utilisateurs que leurs documents confidentiels ou leurs projets professionnels restent strictement privés, à l'abri des algorithmes publicitaires.

Un gain de productivité mesurable

Les premiers retours d'expérience affichent des résultats concrets : les utilisateurs réguliers de Paper déclarent économiser jusqu'à 4 heures par semaine en supprimant le temps perdu à naviguer entre différents services cloud. Que ce soit pour piloter un projet d'équipe ou trier ses documents administratifs personnels, l'outil s'adapte au rythme de chacun plutôt que d'imposer sa propre méthode.

Disponible sur ordinateur, tablette et smartphone, Paper prouve que la productivité ne dépend pas de la multiplication des outils, mais de leur pertinence. ■

Plusgrade

Comment le fleuron québécois Plusgrade propulse l'industrie mondiale du voyage vers de nouveaux sommets

Fondée à Montréal, la multinationale technologique Plusgrade s'est imposée comme le leader mondial incontesté de l'optimisation des revenus annexes. Grâce à une vision audacieuse et au savoir-faire de l'écosystème tech du Québec, l'entreprise redéfinit l'expérience de millions de voyageurs aux quatre coins du globe.

Le génie montréalais au service des géants mondiaux

Par Wendy Bokata

C'est au cœur du pôle technologique de Montréal qu'est née Plusgrade, avec une idée simple mais révolutionnaire : permettre aux compagnies aériennes de monétiser leurs sièges vides en classe affaires grâce à un système d'enchères intelligent. Aujourd'hui, ce concept a évolué pour devenir la plateforme de référence mondiale, adoptée par plus de 200 partenaires dans 60 pays, incluant des géants comme Air Canada, Lufthansa, ou encore Royal Caribbean.

En combinant l'intelligence artificielle et la tarification dynamique, Plusgrade permet aux transporteurs (aériens et ferroviaires), aux croisiéristes et aux hôteliers de maximiser la valeur de chaque inventaire.



Ken Harris : Fondateur et chef de la direction (CEO)

Une expansion propulsée par le Québec Inc.

Le succès mondial de Plusgrade est profondément ancré dans ses racines québécoises. L'entreprise a su s'appuyer sur des piliers financiers de la province, bénéficiant notamment d'investissements stratégiques majeurs de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et de la firme de capital-investissement Novacap.

Ces soutiens de taille ont propulsé la croissance de l'entreprise, culminant avec des acquisitions d'envergure internationale comme celle de Points.com en 2022.
Cette étape clé a permis à Plusgrade d'intégrer la gestion des programmes de fidélisation à son offre, créant ainsi une suite technologique unique et ultra-performante pour l'industrie du voyage.

Une formule gagnante pour les voyageurs d'ici et d'ailleurs

Au-delà des algorithmes de pointe, la force de Plusgrade réside dans la création d'une situation avantageuse pour tous :

- Pour les passagers : Ils reprennent le contrôle de leur voyage en soumissionnant le montant de leur choix pour obtenir un surclassement, un siège adjacent libre ou un accès aux salons VIP.
- Pour les opérateurs : Ils génèrent de nouvelles sources de revenus de manière fluide et automatisée, tout en fidélisant leur clientèle grâce à des offres hautement personnalisées.

Fierté de l'innovation d'ici, Plusgrade démontre que le Québec possède toute l'expertise nécessaire pour concevoir des technologies de calibre international, capables de transformer durablement des industries globales. ■

Sollum Technologies

L'innovation québécoise qui réinvente l'agriculture de serre

Comment une entreprise montréalaise recrée le Soleil pour propulser l'autonomie alimentaire et la durabilité

Par Anita Muhila

Face aux défis climatiques et à l'impératif de la souveraineté alimentaire, la gestion de la lumière en serre s'est imposée comme le facteur clé de la productivité agricole. Au cœur de cette transition, une entreprise de Montréal, Sollum Technologies, révolutionne le secteur mondial des technologies agricoles en proposant une innovation unique : un éclairage DEL entièrement dynamique géré par une plateforme intelligente capable de reproduire fidèlement les cycles naturels du Soleil.

L'intelligence logicielle au cœur de la serre

L'époque où l'éclairage horticole se résumait à de simples lampes statiques à haute pression de sodium (HPS) tire à sa fin. L'approche de Sollum Technologies repose sur une synergie technologique d'avant-garde : des luminaires intelligents ultra-performants — dont le fleuron de sa gamme, le luminaire SF-INFINITE™ — interconnectés à une plateforme infonuagique brevetée baptisée Le Soleil à votre Service (SUNaaS®).

Grâce à cette technologie, les producteurs ne se contentent plus d'éclairer de manière figée. Ils modulent en temps réel le spectre lumineux et l'intensité de la lumière. Ce système sophistiqué permet de recréer numériquement les conditions de n'importe quelle latitude ou saison. Qu'il s'agisse de cultiver des tomates de spécialité, des concombres



Louis Brun, cofondateur, président et directeur général (PDG)

ou des fines herbes, la lumière s'adapte au millimètre près aux besoins physiologiques changeants de chaque variété de plant.

Un accompagnement agronomique sur mesure

L'intégration de l'intelligence artificielle et du traitement de données en serre demande une réelle expertise. C'est pourquoi le modèle d'affaires de Sollum s'appuie sur une structure robuste à trois piliers : le matériel informatique, le logiciel de gestion, et un soutien agronomique continu.

Plutôt que de livrer des équipements standardisés aux maraîchers, les agronomes et experts techniques de l'entreprise collaborent en continu avec eux. Ils co-conçoivent des « recettes lumineuses » sur mesure qui optimisent la croissance, la couleur, le goût et la valeur nutritive des récoltes. Appliquée avec succès à plus de 85 variétés de produits sur des centaines d'acres de serres en Amérique du Nord, l'efficacité de cette technologie collaborative est aujourd'hui validée à grande échelle.

Un levier pour la transition écoresponsable du Québec

Au-delà de la performance économique, cette innovation québécoise répond directement aux urgences environnementales contemporaines. En permettant une production locale stable, prévisible et de haute qualité tout au long de l'année, elle réduit significativement notre dépendance historique face aux importations de fruits et légumes frais pendant la saison hivernale.

De plus, l'efficacité énergétique supérieure des systèmes DEL dynamiques de Sollum génère des réductions de coûts substantielles pour les exploitants tout en allégeant l'empreinte carbone des infrastructures agricoles. Ce profil écoresponsable remarquable lui a notamment valu d'être salué par des distinctions de prestige, à l'image du label Efficient Solution décerné par la Fondation Solar Impulse. Soutenue par des investissements majeurs et propulsée par un écosystème d'innovation florissant, l'entreprise montréalaise démontre avec brio que l'avenir de la résilience alimentaire s'écrit sous une lumière résolument plus intelligente.

CRISPIN MBADU

« Une candidature pour une nouvelle étape de la Francophonie »

Par Christophe Etenda

Pour Crispin Mbadu Phanzu, Ministre délégué près la Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères, Coopération internationale, Francophonie et Diaspora congolaise, chargé de la Francophonie et de la Diaspora congolaise, la candidature de Madame Juliana Amato Lumumba répond à une ambition qui dépasse la seule succession à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Portée par la République démocratique du Congo, sous l'impulsion du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, cette candidature traduit la volonté de contribuer au renouvellement de l'Organisation et de mieux faire correspondre sa gouvernance au poids démographique, culturel et politique croissant de l'Afrique au sein de l'espace francophone. « La RDC, premier pays francophone par la population, ne peut plus rester en retrait de cette responsabilité », affirme le Ministre. Avec plus de 100 millions d'habitants, une jeunesse massivement francophone ainsi qu'une créativité culturelle et intellectuelle reconnue, la RDC estime que ce poids doit également se traduire dans la gouvernance de l'OIF.

Une candidate tournée vers l'avenir

Crispin Mbadu insiste particulièrement sur le profil de Madame Juliana Amato Lumumba. Pour lui, son nom constitue une référence historique forte, mais ne résume pas sa candidature. « Madame Juliana Amato Lumumba porte un nom qui parle à toute l'Afrique et au monde, mais elle n'est pas une candidature de nostalgie. C'est une femme de son temps», souligne-t-il.

Le Ministre met en avant son expérience dans la gouvernance publique, la diplomatie culturelle, la coopération internationale et le leadership économique africain. Ancienne Vice-Ministre de la Culture et de l'Information, puis Ministre de la Culture, elle dispose également d'une longue expérience dans les secteurs de la communication, du commerce international et de la coopération économique.



Crispin Mbadu Phanzu
Ministre Délégué

La candidature congolaise entend promouvoir une Francophonie davantage tournée vers les préoccupations concrètes des populations : l'emploi et la formation des jeunes, l'entrepreneuriat, la mobilité académique et culturelle, le numérique, l'innovation, la paix ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Ministre résume cette ambition en ces termes : « Compétences, vision et engagement : Madame Juliana Lumumba porte l'ambition d'une Francophonie plus influente, plus proche des peuples et prête à relever les défis du XXIe siècle. »

Une candidature « pour », et non « contre»

Le Ministre récuse toute interprétation présentant la candidature congolaise comme étant dirigée contre la direction actuelle de l'OIF ou contre un État particulier. « La candidature de Madame Lumumba n'est pas une candidature "contre" quelqu'un. Elle est une candidature "pour" une nouvelle étape de la Francophonie », explique-t-il.
Cette nouvelle étape devrait être marquée par davantage de transparence, une plus grande proximité avec les peuples et une meilleure cohérence entre les valeurs proclamées par l'Organisation et ses prises de position. Elle devrait également permettre de consolider les réformes utiles déjà engagées.

Crispin Mbadu défend, par ailleurs, le principe de l'alternance au sommet de l'Organisation : « Après deux mandats, l'alternance est saine, surtout dans une organisation qui promeut la démocratie. »

Pour la RDC, cette alternance représente une occasion d'insuffler une nouvelle dynamique à l'OIF, sans remettre en cause ses acquis.

Une campagne diplomatique entrée dans sa phase décisive

Depuis l'officialisation de la candidature, la République démocratique du Congo mène une importante campagne diplomatique auprès des États et gouvernements membres de l'OIF.

Porteur de messages du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Ministre Crispin Mbadu a conduit, aux côtés de Madame Juliana Amato Lumumba, plusieurs consultations de haut niveau en Afrique, en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Cette mobilisation a été renforcée par l'audition de la candidate congolaise devant les instances de la Francophonie, le 30 juin 2026 à Paris, ainsi que par la poursuite des démarches diplomatiques dans plusieurs capitales, notamment à Hanoï, Phnom Penh et Vientiane.

À travers cette campagne, le message de Kinshasa est clair : Madame Juliana Amato Lumumba doit être considérée non seulement comme la candidate de la RDC, mais également comme la porteuse d'un projet de renouvellement de la Francophonie.

L'élection de la prochaine Secrétaire générale interviendra lors du XXe Sommet de la Francophonie, prévu les 15 et 16 novembre 2026 à Phnom Penh, au Cambodge.

Pour Crispin Mbadu, l'enjeu est de faire émerger une Francophonie plus moderne, plus inclusive, plus influente et davantage tournée vers les peuples. Une ambition qui confère à la candidature de Madame Juliana Amato Lumumba une dimension à la fois politique, diplomatique, économique et générationnelle. ■

SUSAN HOLT

Rétablir le dialogue et le respect de la Francophonie au Nouveau-Brunswick

Par Wendy Bokata et Jonathan Fontaine

Un peu plus de deux ans après son élection historique, la première Ministre du Nouveau-Brunswick, Susan Holt, s'apprête à participer à son tout premier Sommet de la Francophonie. Cet événement marque une étape hautement symbolique pour celle qui est devenue, le 21 octobre 2024, la première femme à prendre la tête du gouvernement de la province.

Au-delà du protocole, cette participation signale un changement de cap majeur et un retour aux traditions diplomatiques pour la seule province constitutionnellement bilingue du Canada. Alors que son prédécesseur direct avait choisi de ne pas assister en personne à ces grands rendez-vous internationaux, Susan Holt réaffirme avec force la place centrale du Nouveau-Brunswick au sein de la communauté francophone mondiale.

Ce premier déplacement au sommet s'inscrit dans une mission diplomatique et économique d'envergure, tournée vers l'Asie. En marge des discussions de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), notamment prévues au Cambodge, la première Ministre prolongera sa tournée vers la Corée du Sud. L'objectif est double : faire rayonner la dualité linguistique de sa province à l'international et tisser de nouveaux liens économiques stratégiques pour l'avenir des Néo-Brunswickois.

Avec cette participation, la première Ministre du Nouveau-Brunswick, Susan Holt, trace une feuille de route claire pour la seule province officiellement bilingue du Canada.

À la tête d'un gouvernement majoritaire, celle qui assume également le rôle de Ministre des Langues officielles a rompu avec l'approche conflictuelle de son prédécesseur. Sa mission ? Placer la concertation, le respect des institutions acadiennes et la modernisation des droits linguistiques au cœur de son mandat.

La Vision : Un leadership collaboratif et un bilinguisme décomplexé



Susan Holt, Première Ministre du Nouveau-Brunswick

La vision de Susan Holt repose sur l'idée fondamentale que le bilinguisme est une richesse culturelle et un moteur de développement économique. Contrairement aux années précédentes de polarisation, la première Ministre prône une approche inclusive et décentralisée. Elle s'engage à gouverner avec les communautés plutôt qu'en leur imposant des réformes unilatérales.

À l'échelle internationale, cette vision s'est matérialisée par un engagement renouvelé auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), confirmant le rôle de vitrine mondiale du Nouveau-Brunswick en matière de coexistence linguistique.

Les Enjeux majeurs : Modernisation et vitalité démographique

Pour l'Acadie et les francophones de la province, les dossiers prioritaires



Susan Holt, Première Ministre du Nouveau-Brunswick

s'articulent autour de la pérennité de leurs acquis constitutionnels :

• La révision publique de la Loi sur les langues officielles : Le gouvernement a lancé un chantier crucial visant à moderniser la Loi sur les langues officielles (LLO) d'ici la fin de l'année. Pour la première fois, cet exercice est mené de façon publique par un comité permanent afin d'assurer une transparence totale.
•L'autonomie de l'immigration francophone : Face au déclin démographique, l'enjeu est d'obtenir davantage de pouvoirs de la part du gouvernement fédéral pour cibler, attirer et retenir des immigrants d'expression française afin de maintenir le poids de la communauté acadienne.
•La protection de la dualité institutionnelle: Qu'il s'agisse du réseau de la santé ou du système scolaire, le maintien d'une gestion autonome et francophone demeure un pilier non négociable pour les organismes de défense comme la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB).

Les Défis de taille : Entre rigueur budgétaire et équilibre linguistique

Malgré d'importantes avancées, le gouvernement Holt navigue à travers des vents contraires qui compliquent l'application de ses promesses :

•Le défi financier : Avec un déficit record de 1,4 milliard de dollars inscrit au budget provincial, la SANB et d'autres partenaires communautaires craignent que les mesures d'austérité et les demandes d'économies institutionnelles finissent par nuire à la qualité des services en français.
•La gestion de la pression interne : Le Parti libéral ayant remporté la totalité des circonscriptions francophones, la pression pour faire avancer les droits linguistiques ne vient plus de l'opposition officielle, mais bien du propre caucus de Susan Holt.
•La représentativité à l'Assemblée législative : Un défi subtil réside dans la dynamique parlementaire : la première Ministre a dû rappeler l'importance d'utiliser activement les deux langues à l'Assemblée, le français s'y faisant parfois discret en raison d'une opposition majoritairement anglophone.

En misant sur le dialogue ouvert et des révisions législatives transparentes, Susan Holt tente de prouver que la dualité linguistique du Nouveau-Brunswick n'est pas une source de division, mais le socle d'une province moderne et unie.

UN NOUVEL ÉLAN POUR LA FRANCOPHONIE AU NOUVEAU-BRUNSWICK : IA, JEUNESSE ET MOBILITÉ

Face aux mutations technologiques et démographiques, la première Ministre du Nouveau-Brunswick, Susan Holt, insuffle une dynamique résolument moderne à la seule province officiellement bilingue du Canada. En associant la préservation des acquis acadiens à une vision d'avenir, son gouvernement fait de la jeunesse, de l'intelligence artificielle (IA) et de la mobilité les nouveaux piliers de la vitalité francophone.

L'IA et l'Éducation : Préparer la jeunesse aux défis de demain

Pour garantir l'avenir de la francophonie, le Nouveau-Brunswick mise sur son système éducatif. Le gouvernement intègre désormais l'intelligence artificielle au cœur de son nouveau plan d'éducation de 12 ans pour le secteur francophone.

Cette initiative majeure vise à :

• Moderniser les compétences des élèves dès le plus jeune âge pour les préparer à l'économie numérique.

• Valoriser le français comme langue d'innovation scientifique et technologique.

Jeunesse et Mobilité : Les moteurs d'une Francophonie connectée

L'avenir de la communauté acadienne repose sur sa capacité à retenir ses talents tout en s'ouvrant sur le monde. La vision de Susan Holt s'articule autour de la mobilité des jeunes francophones, favorisée par :
•Des partenariats interprovinciaux et internationaux permettant des échanges d'étudiants, de stagiaires et de jeunes professionnels.
•Le renforcement de l'immigration francophone, perçu comme un levier pour contrer le déclin démographique et dynamiser le marché de l'emploi en région.

Les Défis d'une transition rapide

Bien que cette vision d'avenir soit largement saluée, elle s'accompagne de défis de taille pour le gouvernement :

1. L'équité d'accès : Veiller à ce que l'intégration de l'IA et des outils numériques de pointe profite de la même manière aux grandes écoles urbaines qu'aux écoles des régions rurales de l'Acadie.
2. Le financement des infrastructures : Déployer ces campagnes éducatives et soutenir la mobilité dans un contexte de rigueur budgétaire.

En connectant la jeunesse aux technologies de pointe et en encourageant la mobilité, le Nouveau-Brunswick redéfinit les contours d'une francophonie moderne, résiliente et résolument tournée vers l'avenir.



Susan Holt, première Ministre du Nouveau-Brunswick

La Francophonie et la diplomatie multilatérale

Reconquérir une capacité d'influence

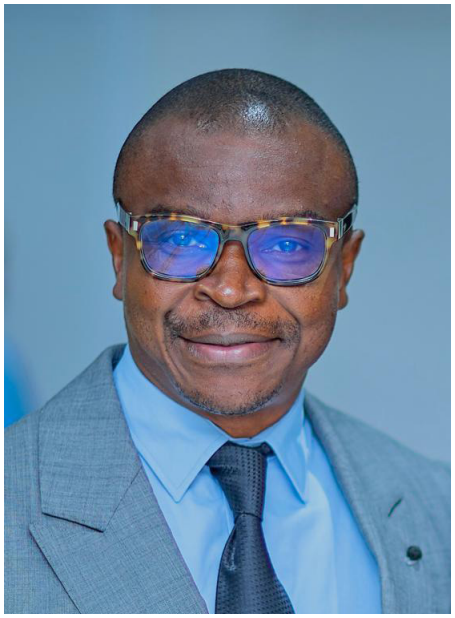
Par Christophe Etenda

La Francophonie aborde une nouvelle étape de son histoire. Dans un monde marqué par les rivalités de puissance, les conflits régionaux, la montée des tensions commerciales et la transformation numérique, la défense de la langue française ne suffit plus à définir son rôle international. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) doit désormais démontrer sa capacité à transformer son réseau politique, linguistique et culturel en véritable levier d'influence multilatérale.

Avec 90 États et gouvernements membres, associés ou observateurs, l'espace francophone dispose d'une présence internationale importante. Mais son poids institutionnel ne se mesure pas uniquement à son nombre de participants. Il dépend surtout de sa capacité à construire des positions communes sur les grandes questions internationales.

Le français comme instrument diplomatique

La défense du multilinguisme constitue l'un des premiers leviers de cette influence. Dans les organisations internationales, la place accordée aux langues détermine aussi l'accès aux négociations, aux connaissances et aux décisions. Le français demeure l'une des langues officielles de l'Organisation des Nations unies et l'une de ses langues de travail. La Francophonie défend donc une conception du multilatéralisme fondée sur la diversité linguistique.
Mais cette bataille ne peut plus être uniquement institutionnelle. L'anglais domine largement les échanges



Christophe Etenda, Rédacteur en chef, Magazine Diplomat investissement



scientifiques, économiques et numériques. L'essor de l'intelligence artificielle accentue cette tendance puisque les principales bases de données et de nombreux outils technologiques accordent une place disproportionnée aux contenus anglophones. La Francophonie doit donc produire davantage de connaissances, de données et d'innovations en français. Défendre une langue au XXIe siècle signifie aussi lui donner les moyens de produire de la puissance dans l'espace numérique.

Une diplomatie de paix

La deuxième dimension concerne la paix et la sécurité. L'OIF dispose d'un mandat qui lui permet d'agir dans les domaines de la prévention des conflits, de l'accompagnement des processus démocratiques et de l'observation électorale. Cette capacité prend une importance particulière dans plusieurs régions africaines confrontées à des crises politiques et sécuritaires.

Dans les Grands Lacs et en Afrique centrale, la Francophonie peut contribuer au dialogue entre les acteurs. Mais son action ne peut être efficace que si elle s'inscrit dans les mécanismes africains existants. L'Union africaine, les communautés économiques régionales et les mécanismes de médiation doivent rester au centre de la recherche de solutions. La valeur ajoutée de l'OIF peut résider dans sa capacité à mobiliser son réseau politique et diplomatique pour favoriser le dialogue et soutenir les initiatives de paix. La Francophonie doit ainsi passer d'une diplomatie principalement déclaratoire à une diplomatie davantage préventive et opérationnelle.

Des partenariats pour peser davantage

La capacité d'influence de la Francophonie dépend également de ses partenariats. L'organisation ne peut répondre seule aux défis du changement climatique, de l'intelligence artificielle, de l'éducation, de la propriété intellectuelle ou de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle doit donc travailler avec les Nations unies, l'Union africaine, les institutions financières internationales et les organisations spécialisées.

Cette diplomatie des partenariats permettrait à l'OIF de faire entendre les préoccupations de ses membres dans des négociations où les rapports de force sont souvent déterminés par les grandes puissances économiques.
L'enjeu est particulièrement important pour les pays africains. Leur poids démographique augmente rapidement alors que leur influence dans certaines instances internationales reste inférieure à leur importance réelle. La Francophonie peut constituer une plateforme permettant de mieux coordonner certaines positions et de défendre des intérêts communs.

Le défi des divergences internes

Cette ambition rencontre toutefois des limites. L'espace francophone est loin de constituer un bloc homogène. Ses membres ont des systèmes politiques différents, des intérêts économiques parfois contradictoires et des positions divergentes sur plusieurs crises internationales. Les recompositions géopolitiques africaines ont également fragilisé certains cadres de coopération traditionnels. Le départ de plusieurs pays de certaines organisations régionales montre que l'adhésion institutionnelle ne garantit plus automatiquement une adhésion politique durable. La Francophonie doit donc éviter de donner l'image d'un espace figé ou exclusivement attaché à des relations historiques. Elle doit au contraire démontrer son utilité aux nouvelles générations et aux États qui cherchent de nouveaux partenariats.

Vers une diplomatie francophone plus économique

Le renouvellement de la diplomatie multilatérale francophone passe enfin par l'économie. Les États membres ont intérêt à développer davantage leurs échanges commerciaux, leurs investissements et leurs coopérations technologiques. La proximité linguistique peut faciliter les relations entre entreprises et investisseurs. Elle peut également favoriser la circulation des compétences et des connaissances. La Francophonie économique ne doit donc pas être séparée de la diplomatie. La puissance diplomatique repose aussi sur la capacité à créer des intérêts économiques communs. Cela suppose de mieux connecter les entreprises, les universités, les investisseurs et les administrations publiques de l'espace francophone.

Reconquérir l'influence par l'action

La Francophonie dispose de nombreux atouts : un réseau international étendu, une langue présente sur plusieurs continents, une forte croissance démographique en Afrique et une expérience importante du dialogue multilatéral. Mais ces atouts ne produiront de l'influence que s'ils sont transformés en résultats. Le prochain défi consiste donc à construire une diplomatie francophone capable de défendre le multilinguisme, de soutenir la paix, d'accompagner la transformation numérique et de favoriser les échanges économiques. La Francophonie ne doit plus seulement être un espace où l'on partage une langue. Elle doit devenir un espace où l'on construit des positions, des partenariats et des solutions communes.

Dans le nouvel ordre mondial, son avenir dépendra moins de la puissance historique de ses membres que de leur capacité à agir collectivement.



L'Afrique face à la diplomatie transactionnelle

Le grand marchandage géopolitique

La diplomatie transactionnelle redéfinit en profondeur les relations internationales en Afrique, remplaçant les alliances traditionnelles basées sur des valeurs ou l'aide au développement par une logique stricte de « donnant-donnant » à court terme.

Par Yemba Lohaka

Dans ce modèle, les grandes puissances négocient des concession smatérielles directes ou un accès aux ressourcesnaturelles en échange d'un appui sécuritaire, d'investissements économiques ou de soutiens politiques particuliers.

À l'heure où les grandes puissances abandonnent les discours sur l'aide au développement pour adopter la doctrine du « donnant-donnant », le continent africain devient le terrain de jeu d'un pragmatisme brut. Entre opportunités de souveraineté et risques d'effondrement multilatéral, décryptage d'un nouveau paradigme.



Yemba Lohaka, Diplomate de carrière Magazine Diplomat investissement



M. Yemba Lohaka et M. Arnold Kondrat » (fondateur de Loncor) Resources Inc. (officiellement renommée Loncor Gold Inc. en 2021) est une société minière canadienne d'exploration aurifère cotée à la bourse de Toronto (TSX : LN). L'entreprise concentre l'essentiel de ses activités en République Démocratique du Congo (RDC).

L'époque des grands sommets fondés sur l'aide publique au développement et la promotion des valeurs s'estompe. Une nouvelle ère s'est imposée en Afrique : celle de la diplomatie transactionnelle. Désormais, les relations internationales s'y négocient comme sur un marché financier. Chaque partenariat est adossé à une contrepartie immédiate, qu'elle soit minière, sécuritaire ou diplomatique.

Ce virage réaliste redéfinit les rapports de force et force les États africains à repenser d'urgence leur positionnement stratégique.

1. Le repli américain et l'essor du «America First»

L'administration américaine a largement contribué à ancrer cette approche. En appliquant la doctrine « America First» au continent africain, Washington a relégué les questions de gouvernance au second plan. L'intérêt des États-Unis pour l'Afrique se concentre désormais sur des objectifs bilatéraux ultra-ciblés :

- Sécuriser l'accès aux minerais critiques (lithium, cobalt) indispensables à la transition énergétique face au monopole chinois.
- Nouer des accords de contre-terrorisme stricts.
- Délaisser le financement de programmes multilatéraux au profit de contrats directs avec des partenaires clés.

2. Un marché concurrentiel : Chine, Russie et nouveaux acteurs

Faceau désengagement moral de l'Occident, d'autres puissances s'engouffrent dans la brèche avec une efficacité redoutable. ■

La diplomatie francophone

Une influence au service de la paix, du dialogue et de la coopération internationale

Une diplomatie ancrée dans une communauté de valeurs

Par Yemba Lohaka

Dans un environnement international caractérisé pardes rivalités stratégiques, des crises de sécurité et des mutations économiques, la diplomatie ne peutplusse réduire aux simples rapports de force entre États. Elle repose aussi sur des espaces de coopération qui rapprochent les peuples autour de valeurs partagées. C'est dans cette perspective que s'inscrit la diplomatie francophone.

Basée sur le partage de la langue française, cette diplomatie constitue un levier d'influence qui regroupe actuellement 90 États et gouvernements au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Elle bénéficie également d'institutions telles que l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), qui facilitent le dialogue politique, la coopération législative et le rapprochement entre les nations.

Comme le soulignait Kofi Annan, «Le dialogue représente l'outil le plus puissant pour prévenir les conflits. » Cette affirmation illustre parfaitement l'essence de la diplomatie francophone, qui privilégie la concertation, la médiation et la solidarité face aux défis globaux.



Lors du XIXe Sommet de la Francophonie, organisé les 4 et 5 octobre 2024 à Paris et à Villers-Cotterêts (France), les chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont lancé un appel vibrant à la paix en Afrique, exprimant leurs vives inquiétudes face aux crises humanitaires et sécuritaires qui secouent le continent.



Diplomatie Parlementaire : Soutien unanime à la paix en RDC lors de la 49e Assemblée Parlementaire Francophone.

Une diplomatie multilatérale orientée vers la coopération

La diplomatie francophone se définit avant tout comme un espace de concertation. Les Sommets de la Francophonie offrent aux chefs d'État et de gouvernement une plateforme pour discuter des enjeux internationaux majeurs et établir des positions communes sur des sujets variés tels que la paix, le climat, l'éducation, le développement durable et la transformation numérique. Cette coopération confère aux pays francophones une capacité d'influence accrue au sein des grandes organisations internationales. Elle favorise également le dialogue entre États issus de continents, de cultures et de systèmes politiques disparates. La force de cette diplomatie réside dans sa diversité. L'espace francophone regroupe des pays développés, des économies émergentes et des États en développement. Cette pluralité permet une meilleure compréhension des réalités contemporaines et encourage la recherche de solutions équilibrées. À une époque où les tensions géopolitiques se multiplient, la Francophonie se distingue comme un espace où le dialogue demeure possible malgré les divergences.

Promotion des valeurs démocratiques et de l'État de droit

La diplomatie francophone s'appuie également sur un ensemble de principes fondamentaux qui constituent la base de son action internationale. Elle défend la démocratie, le respect des droits humains, la bonne gouvernance et l'État de droit comme conditions essentielles pour un développement durable. L'OIF accompagne régulièrement ses États membres dans le renforcement des institutions publiques, l'organisation des processus électoraux et la consolidation de la justice. Cette démarche privilégie l'accompagnement, le partage d'expériences et le renforcement des capacités nationales plutôt qu'une approche conflictuelle. Dans un contexte où plusieurs pays traversent des transitions politiques ou des crises institutionnelles, cette approche contribue à maintenir le dialogue entre les différents acteurs. Comme le disait Nelson Mandela, « La paix ne se limite pas à l'absence de conflit ; elle consiste à créer un environnement propice à l'épanouissement de chacun. » Cette vision résonne pleinement avec l'ambition portée par la diplomatie francophone.

Médiation et prévention des conflits

Une des missions centrales de la diplomatie francophone est de favoriser le règlement pacifique des différends. Grâce à ses mécanismes de médiation, ses missions de bons offices et ses initiatives de dialogue politique, l'OIF intervient pour



Réunis à Kigali les 19 et 20 novembre 2025 pour la 46e Conférence ministérielle de la Francophonie placée sous le thème « Trente ans après Beijing, la contribution des femmes dans l'espace francophone ».

soutenir les États confrontés à des crises ou des tensions.

Cette démarche préventive ouvre souvent des espaces de discussion avant que les conflits ne s'aggravent. Le thème du XXe Sommet de la Francophonie à Phnom Penh, « La paix comme vecteur de développement durable et de prospérité partagée », illustre cette priorité stratégique.De nos jours, la paix est une condition incontournable pour le développement économique, l'investissement, la stabilité des institutions et l'amélioration des conditions de vie des populations. En favorisant la concertation entre ses membres, la Francophonie contribue ainsi à renforcer la stabilité tant régionale qu'internationale.

Une diplomatie axée sur le savoir et l'innovation

La diplomatie francophone dépasse les simples relations politiques. Elle promeut également des coopérations dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, de la culture et des nouvelles technologies. Les universités, les centres de recherche et les réseaux scientifiques francophones établissent des partenariats qui facilitent la circulation des connaissances et la formation des compétences. La révolution numérique ouvre de nouvelles opportunités.Lesplateformes d'apprentissage, l'intelligence artificielle et les technologies de communicationrenforcent les collaborations entre les États membres. Cette coopération scientifique devient un atout de compétitivité pour l'espace francophone, tout en préparant les jeunes générations aux transformations du monde du travail. Comme l'écrivait Victor Hugo, « Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue.» Aujourd'hui, l'idée d'une Francophonie axée sur le savoir, l'innovation et la coopération apparaît plus pertinente que jamais.

Une diplomatie en constante évolution

Les transformations du système international contraignent la diplomatie francophone à se réinventer. L'émergence de nouvelles puissances, les défis climatiques, les transformations technologiques et les attentes croissantes des populations nécessitent une adaptation continue de ses méthodes d'action.

La Francophonie devra renforcer son efficacité, accroître sa capacité d'anticipation et accorder une place plus significative à la jeunesse, aux chercheurs, aux entrepreneurs, aux femmes et à la société civile. L'Afrique jouera un rôle clé dans cette évolution. Son dynamisme démographique, son potentiel économique et son importance croissante au sein de l'espace francophone en feront l'un des principaux moteurs de cette nouvelle diplomatie.

Cette transformation devra également s'appuyer sur une coopération économique renforcée afin de convertir la communauté linguistique en un véritable espace d'opportunités.

Une diplomatie d'influence pour le XXIe siècle

La diplomatie francophone représente, à l'heure actuelle, un outil novateur de coopération internationale. Elle illustre comment une langue partagée peut servir de catalyseur pour le dialogue, la solidarité et le rapprochement entre les différentes nations. En réponse aux enjeux contemporains du XXIe siècle, elle est destinée à assumer un rôle de plus en plus prépondérant dans la prévention des crises, la promotion des valeurs démocratiques, le développement des échanges scientifiques et l'établissement de partenariats durables.

Comme l'a affirmé António Guterres, « Notre avenir dépend de notre capacité à travailler ensemble. » Cette déclaration résume de manière pertinente l'objectif de la diplomatie francophone : établir la coopération, la confiance et le dialogue comme les piliers d'un monde plus stable, solidaire et prospère.

LOUIS WATUM KABAMBA

LE PARI D'UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

Depuis sa nomination en août 2025, le Ministre des Mines Louis Watum Kabamba entend imprimer une nouvelle dynamique au secteur minier congolais. Gouvernance, lutte contre la fraude, formalisation de l'exploitation artisanale, transformation locale et attractivité des investissements structurent son action. Avec une ambition : faire des minerais congolais non plus seulement une richesse extraite, mais un véritable moteur d'industrialisation.

Par Christophe Etenda

Reprendre le contrôle d'un secteur stratégique

La République démocratique du Congo possède des ressources minières qui la placent au cœur de l'économie mondiale. Le cuivre et surtout le cobalt font du pays un acteur majeur de la transition énergétique. Mais cette position ne suffit plus. Pour Louis Watum Kabamba, la priorité consiste à permettre à l'État de mieux connaître, contrôler et valoriser ses ressources. La modernisation de l'administration minière constitue ainsi l'un des premiers chantiers. Le ministère avance notamment dans la digitalisation des procédures et la centralisation des données relatives aux contrats, aux opérateurs et aux statistiques minières. Cette démarche vise à renforcer la transparence et la capacité de contrôle de l'État. Sur le terrain, les contrôles ont également été intensifiés. Trente-six entités entités de traitement du Lualaba et du Haut-Katanga ont été inspectées. Selon le ministère, aucune n'a été jugée totalement conforme aux exigences légales et réglementaires. Les insuffisances relevées concernent notamment la traçabilité, les statistiques, l'environnement et certaines obligations administratives. Au-delà des chiffres, cette opération traduit une volonté : remettre le respect des règles au centre de la gouvernance minière.

Fraude et exploitation artisanale : passer de l'informel à la formalisation

La lutte contre la fraude minière constitue un autre axe important. La Commission nationale de lutte contre la fraude minière a été opérationnalisée en avril 2026. Des opérations de contrôle ont également conduit à la suspension de certaines activités minières dans plusieurs zones du pays.



Louis Watum Kabamba, Ministre des Mines de la RDC

Le ministère cherche parallèlement à mieux encadrer l'exploitation artisanale. Trente trois zones d'exploitation artisanale ont été identifiées au Lualaba et 31 au Haut-Katanga. Cette politique répond à un double objectif. Il s'agit de mieux protéger les exploitants et de permettre à l'État de mieux suivre les minerais produits. La formalisation concerne également l'or. En 2025, 2,851 tonnes d'or artisanal, évaluées à environ 281,8 millions de dollars, ont été captées dans les circuits formels. Ce résultat couvre toutefois une période antérieure à la prise de fonction du Ministre. Il doit donc être considéré comme un indicateur du processus de formalisation plutôt que comme un résultat entièrement attribuable à son action.

Le cobalt, un levier de souveraineté

Le cobalt occupe une place particulière dans la stratégie minière congolaise. La RDC demeure un acteur dominant de ce marché devenu stratégique pour les batteries et la transition énergétique. Kinshasa entend donc mieux maîtriser les conditions d'exploitation et d'exportation de cette ressource.

Après la suspension des exportations en 2025, un système de quotas a été instauré. Pour 2026 et 2027, le plafond annuel d'exportation est fixé à 96 600 tonnes. Cette politique traduit une volonté de renforcer le pouvoir de négociation de la RDC sur le marché international. Elle pose cependant un défi administratif important. La gestion des quotas exige une coordination efficace entre les administrations minières, douanières et commerciales. Les difficultés rencontrées en 2026 montrent que la souveraineté sur les ressources passe aussi par la capacité de l'État à appliquer efficacement ses propres décisions.

Le choix stratégique de la transformation locale

Pour le Ministre des Mines, l'avenir du secteur ne peut être réduit à l'exportation de minerais. La RDC cherche désormais à accroître la transformation locale. En juin 2026, le gouvernement a interdit l'exportation des concentrés de cuivre et de cobalt, sous réserve de certaines dérogations. L'objectif est de favoriser l'installation et le développement d'activités industrielles sur le territoire national. Les chiffres du premier trimestre 2026 illustrent déjà l'importance de la transformation du cuivre. 696 725 tonnes de cathodes de cuivre ont été exportées, contre 53 926 tonnes de concentrés. Le défi consiste maintenant à franchir une nouvelle étape. La RDC doit pouvoir produire davantage de matériaux et de composants à plus forte valeur ajoutée. Cette transformation est essentielle pour créer des emplois, développer les compétences nationales et augmenter les retombées économiques de l'exploitation minière.

Des ressources qui doivent profiter aux communautés



Louis Watum Kabamba, Ministre des Mines de la RDC

La question des communautés reste au cœur de la légitimité du secteur minier. Depuis 2019, 349,2 millions de dollars ont été collectés auprès de 44 sociétés minières au titre des mécanismes destinés au développement communautaire. 521 projets ont été approuvés, dont 335 annoncés comme réalisés.

Ces ressources financent notamment des infrastructures dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'énergie et des routes. Ces résultats ne constituent pas le bilan personnel du Ministre. Ils montrent cependant l'importance du mécanisme qu'il doit désormais contribuer à renforcer.

Le défi est de faire en sorte que les populations vivant dans les zones minières perçoivent concrètement les bénéfices de l'exploitation des ressources de leurs territoires.

Explorer pour préparer les prochaines décennies

La politique minière congolaise doit également préparer l'avenir. Le ministère accorde une importance particulière à l'exploration géologique et au renforcement des compétences nationales. 114 agents de l'État ont été formés avec l'appui de JOGMEC, tandis que 100 bourses d'études ont été obtenues dans le cadre de la coopération avec la Chine. L'objectif est de mieux connaître le potentiel du sous-sol congolais et de disposer d'une expertise nationale capable d'accompagner les nouveaux projets. Cette connaissance constitue un atout dans la négociation avec les investisseurs. Un État qui connaît précisément ses ressources est mieux placé pour défendre ses intérêts et orienter leur exploitation.

Une diplomatie minière plus offensive

La nouvelle politique minière s'inscrit enfin dans une diplomatie économique plus ambitieuse. La RDC cherche à attirer des investissements capables d'apporter davantage que des capitaux. Le gouvernement veut obtenir des infrastructures, des emplois, des transferts de technologies et des capacités de transformation. Cette stratégie intervient alors que les grandes puissances cherchent à sécuriser leurs approvisionnements en minerais critiques. Le cuivre et le cobalt congolais représentent donc un véritable levier diplomatique et économique. La question est de savoir comment transformer cet avantage géologique en avantage industriel durable.

Une méthode : contrôler, formaliser, transformer

La première année d'action de Louis Watum Kabamba laisse apparaître une méthode relativement claire : renforcer le contrôle de l'État, formaliser les activités, améliorer la traçabilité, encourager la transformation locale et utiliser le potentiel minier pour attirer des investissements structurants.

Le chantier reste immense. La réforme du secteur minier ne pourra être évaluée uniquement à partir des volumes produits ou des recettes générées. Elle devra aussi être appréciée à travers la qualité de la gouvernance, la transformation industrielle, les emplois créés, les investissements réalisés et les bénéfices effectivement perçus par les communautés.

La RDC dispose aujourd'hui d'un avantage que beaucoup de pays lui envient : elle possède les minerais dont l'industrie mondiale aura besoin demain. Le véritable défi de Louis Watum Kabamba est désormais de faire en sorte que ces ressources ne quittent plus simplement le pays sous forme de matières premières, mais qu'elles deviennent des usines, des emplois, des compétences, des infrastructures et de la valeur ajoutée créée en RDC. C'est finalement sur cette capacité à transformer la richesse du sous-sol en puissance industrielle que se mesurera la portée de la nouvelle politique minière congolaise.

Francophonie 2050

Quand les capitaux du Nord misent sur le boom africain

ENQUÊTE — Francophonie économique : le grand basculement vers le Sud est en marche

Par Henri Tambwe

Le centre de gravité de la langue française a définitivement pivoté vers le continent africain. Face à ce choc démographique, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) abandonne sa posture purement culturelle pour orchestrer une jonction stratégique : arrimer les capitaux et les technologies du Nord à la jeunesse connectée du Sud. Une mutation pragmatique qui transforme un espace linguistique en un marché d'affaires à haute valeur ajoutée.

Le constat mathématique donne le tournis aux démographes. D'ici 2050, le monde comptera plus de 700 millions de francophones, et plus de 90 % de la jeunesse de cet espace linguistique vivra sur le continent africain. Alors que le dernier rapport de l'OIF chiffre désormais la communauté à 396 millions de locuteurs, consolidant le français au rang de troisième langue des affaires mondiale, les institutions francophones font face à un défi historique : transformer ce dividende démographique en levier de croissance concret.

Pour y parvenir, la Francophonie opère une mue radicale. Finie l'ère de l'assistance et des subventions Nord-Sud. L'institution déploie une diplomatie économique offensive visant à connecter les détenteurs de capitaux et d'innovations de rupture (France, Canada, Belgique, Suisse) avec l'effervescence entrepreneuriale africaine.

Du protocole diplomatique aux salons d'affaires

Le véritable virage stratégique s'est matérialisé lors des récentes rencontres de l'OIF. Sous l'impulsion du mot d'ordre « Créer, innover et entreprendre en français », la Francophonie s'est dotée d'outils hautement opérationnels. Le salon FrancoTech, véritable hub d'affaires sectoriel, a acté une rupture : les entreprises occidentales ne viennent plus en Afrique pour faire du mécénat, mais pour investir et co-localiser leurs activités.



Pour que les capitaux du Nord s'investissent massivement dans la Tech africaine, les cadres réglementaires doivent rassurer.

Ce changement de paradigme s'incarne dans les Missions économiques de la Francophonie (MEF). Qu'il s'agisse des accords industriels et agroalimentaires structurés en Afrique de l'Ouest, des délégations dépêchées en Afrique centrale ou de la mission stratégique qui a eu lieu à Djibouti du 6 au 8 octobre 2026, la méthode reste la même. L'OIF organise des rencontres B2B millimétrées entre PME du Nord et start-ups du Sud. L'espace économique francophone, qui pèse aujourd'hui 16 % du PIB mondial et 20 % du commerce de marchandises, se structure enfin comme un bloc intégré.

L'Intelligence Artificielle et le code comme nouvelles armes

Le cœur de cette bataille géopolitique ne se joue plus dans les alliances de salons, mais dans les centres de données et les algorithmes de l'Intelligence Artificielle. Pour la Secrétaire générale de l'OIF, la survie et l'influence de la langue dépendent directement de sa capacité à habiter le web (où elle occupe la 4e place) et à coder les technologies de demain.

C'est l'objectif du programme D-CLIC, le fer de lance de la Stratégie numérique de l'OIF. Ce dispositif forme à grande échelle la jeunesse africaine aux compétences numériques pointues : développement de solutions d'IA, gestion du Big Data et marketing digital. En dotant les écosystèmes locaux d'une main-d'œuvre ultra-qualifiée, la Francophonie crée un environnement propice à la réception des transferts technologiques venus de Montréal, Paris ou Genève.

Le défi de la souveraineté et de l'intégration Cependant, cette alliance Nord-Sud doit surmonter des défis structurels majeurs. Pour que les capitaux du Nord s'investissent massivement dans la Tech africaine, les cadres réglementaires doivent rassurer. L'OIF s'est donc transformée en conseiller juridique, accompagnant les États du Sud dans l'harmonisation de leurs lois sur la protection des données et le commerce électronique.

L'enjeu va au-delà de l'économie : il s'agit de bâtir un modèle de développement inclusif pour apaiser les tensions sociales et offrir des débouchés viables à une jeunesse courtisée par d'autres blocs linguistiques et politiques. En réussissant la jonction entre le capital technologique du Nord et la vitalité démographique du Sud, la Francophonie se donne les moyens de ses ambitions. En 2050, elle ne sera pas seulement un espace de partage culturel, mais l'un des moteurs les plus dynamiques de l'économie numérique mondiale. ■

LA FRANCOPHONIE DOIT-ELLE DEVENIR UNE PUISSANCE FINANCIÈRE MONDIALE ?

De la communauté linguistique à une communauté de capitaux, de projets et de croissance

« Le véritable enjeu n'est plus seulement de préserver un espace de langue ; c'est de construire un espace de projets. »

L'IDÉE EN UNE PAGE

Une réflexion sur le passage d'une Francophonie de liens à une Francophonie de projets, de capitaux et d'impact.

01	02	03
CAPITAL	**PROJETS**	**CONFIANCE**
Mobiliser l'épargne et les capitaux privés	Transformer les priorités en projets bancables	Réduire le risque par la gouvernance
04	**05**	**06**
INSTRUMENTS	**EXÉCUTION**	**IMPACT**
Garanties, fonds et financements thématiques	Passer des annonces aux projets financés	Mesurer emplois, investissement et résultats

PRIORITÉS → PROJETS → STRUCTURATION → FINANCEMENT → EXÉCUTION → IMPACT

Par Joseph Tete

L'HEURE D'UN CHANGEMENT D'ÉCHELLE

La Francophonie entre dans une période où son influence ne peut plus être pensée uniquement à travers la langue, la culture, la coopération institutionnelle ou la diplomatie.

Le monde change de vitesse.

Transition énergétique, révolution numérique, intelligence artificielle, recomposition des chaînes de valeur, compétition pour les capitaux, transformation des modèles industriels et nouvelles exigences de financement du développement redessinent les rapports de puissance.

Dans ce nouvel environnement, une question mérite d'être posée avec lucidité: la Francophonie dispose-t-elle des instruments économiques et financiers correspondant à son potentiel humain, géographique et institutionnel ?
La question n'est pas de transformer la Francophonie en une organisation financière supplémentaire. Elle est plus ambitieuse : comment transformer une communauté de liens en une communauté de projets, de capitaux, d'innovation et de création de valeur ?

La Francophonie dispose déjà d'un actif considérable : des États, des entreprises, des institutions financières, des universités, des entrepreneurs, des diasporas, des réseaux diplomatiques et un capital humain réparti sur plusieurs continents.

Le véritable défi consiste désormais à mieux connecter ces ressources.

DE L'INFLUENCE À LA CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT



Joseph Tete, Vice-président développement des affaires, marchés des capitaux multipolaires du Groupe Diplomat investissement

Une communauté internationale peut exercer une influence culturelle, diplomatique et politique considérable. Mais la puissance économique suppose également la capacité à mobiliser l'épargne, préparer des projets bancables, attirer les investisseurs privés, réduire les risques, financer les infrastructures, développer les entreprises, sécuriser les chaînes de valeur, créer des emplois et financer l'innovation.

C'est à ce niveau que se situe, selon moi, le prochain grand chantier de réflexion francophone.

Il ne s'agit pas d'opposer le Nord au Sud. Il s'agit au contraire de mettre en réseau les capacités complémentaires de l'ensemble de l'espace francophone : capitaux, technologies, compétences, garanties, marchés, infrastructures et projets.

L'Afrique occupe naturellement une place particulière dans cette réflexion. Sa dynamique démographique, son urbanisation, son potentiel énergétique, ses ressources naturelles, ses besoins d'infrastructures et la jeunesse de sa population en font un espace majeur de croissance future.

Mais cette croissance ne deviendra durable que si elle s'accompagne d'une capacité renforcée à transformer les besoins en projets financés.

LE VÉRITABLE DÉFICIT : MOINS DE PROJETS BANCABLES QUE DE BESOINS

Le problème n'est pas l'absence d'opportunités. Les besoins sont considérables dans les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, le numérique, l'industrie, la santé, l'éducation, la mobilité et l'adaptation climatique. Le défi réside souvent dans le passage entre l'idée, la décision politique et le financement.
Un projet peut être politiquement prioritaire sans être immédiatement bancable. Il faut alors des études, une structuration juridique, une gouvernance claire, une analyse des risques, un modèle économique, des garanties et des indicateurs de performance. C'est pourquoi trois déficits doivent être traités simultanément :

VERS UNE NOUVELLE ARCHITECTURE FINANCIÈRE FRANCOPHONE ?



Banque d'affaires

Une réflexion pourrait désormais être engagée autour de plusieurs instruments complémentaires.

1. Une Banque francophone de développement. Il pourrait être envisagé, sous réserve d'études approfondies et d'une décision collective des États concernés, un mécanisme financier francophone spécialisé ou une institution multilatérale nouvelle venant compléter les institutions régionales et internationales existantes. Ses fonctions pourraient porter notamment sur la préparation des projets, le financement mixte, les garanties, l'assistance technique, le cofinancement, les infrastructures, le numérique, l'éducation et la transition énergétique et climatique. L'objectif ne serait pas de remplacer les institutions existantes, mais de combler certains déficits de préparation, de garantie et de financement.

2. Un Fonds francophone pour l'innovation et le capital-entreprise. La croissance future ne reposera pas uniquement sur les infrastructures. Elle dépendra également de la capacité à faire émerger des entreprises francophones capables de changer d'échelle.

Un fonds ouvert aux capitaux publics et privés pourrait ainsi être étudié pour accompagner les start-up, PME innovantes et entreprises à fort potentiel dans des secteurs tels que : numérique, intelligence artificielle, santé, agriculture, industrie, services, industries culturelles et créatives.
3. Explorer les « Francophone Bonds ». Une autre piste mérite d'être étudiée : celle d'obligations thématiques destinées

à financer des projets clairement identifiés et vérifiables. Énergie, eau, infrastructures, numérique, éducation, résilience climatique ou mobilité pourraient constituer des domaines d'application. Mais une telle innovation ne pourrait être crédible qu'à travers une gouvernance rigoureuse : éligibilité claire des projets, transparence, reporting, contrôle indépendant, traçabilité des fonds et mesure de l'impact. Il serait prématuré de présenter cet instrument comme acquis. Il doit être considéré pour ce qu'il est : une proposition à étudier.

TRANSFORMER LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE EN DIPLOMATIE DES PROJETS

C'est peut-être ici que se situe le changement conceptuel le plus important. La diplomatie économique ne devrait plus seulement faciliter les rencontres. Elle devrait contribuer à faire émerger des projets.Un sommet ne devrait pas seulement produire des déclarations. Il devrait également permettre d'identifier les projets, les investisseurs, les garanties, les partenaires, les calendriers et les résultats. Autrement dit, passer de la diplomatie des intentions à la diplomatie de l'exécution. Cette transformation suppose une méthode simple :

PRIORITÉS → PROJETS → STRUCTURATION → FINANCEMENT → EXÉCUTION → IMPACT.

C'est cette chaîne qui peut transformer une ambition politique en résultat économique.

UNE FRANCOPHONIE DES GRANDS PROJETS

L'espace francophone pourrait également constituer une plateforme de coopération autour de quelques grandes priorités communes : infrastructures et mobilité; énergie et transition climatique ; agriculture et sécurité alimentaire ; numérique et intelligence artificielle ; industrie et chaînes de valeur ; éducation, santé et capital humain ; industries culturelles et créatives.

Dans chacun de ces domaines, la question devrait être la même : Quel projet ? Quel financement ? Quel partenaire ? Quel calendrier ? Quel impact ?
Cette culture du résultat permettrait de donner une traduction économique concrète à la solidarité francophone.

UNE FEUILLE DE ROUTE EN CINQ MOUVEMENTS

Pour passer de la réflexion à l'action, une première architecture pourrait être envisagée.

1 — VOLONTÉ POLITIQUE : faire de l'investissement et du financement du développement des priorités communes.
2 — GOUVERNANCE : établir des règles claires, des responsabilités identifiées et des mécanismes de contrôle.
3 — MOBILISATION DES CAPITAUX: associer États, banques, investisseurs institutionnels, entreprises et partenaires internationaux.
4 — INSTRUMENTS : déployerprogressivement garanties,fonds, mécanismes de préparation de projets et financements thématiques.
5 — IMPACT : mesurer les capitaux mobilisés, les projets financés, les emplois créés, l'inclusion, la résilience et les résultats environnementaux.

L'HEURE DU CHOIX STRATÉGIQUE

La Francophonie n'a pas besoin d'être définie uniquement par ce qu'elle a été. Elle peut également être pensée par ce qu'elle pourrait devenir. Une communauté linguistique. Une communauté culturelle. Une communauté diplomatique.Mais aussi, demain, une communauté de projets, d'investissements, d'innovation et de création de valeur. La question n'est donc pas de savoir si la Francophonie doit devenir une puissance financière au sens institutionnel du terme. La question est de savoir si son potentiel collectif peut être mieux organisé pour peser davantage dans les circuits mondiaux du financement, de l'investissement et de la production.

Le XXIe siècle ne récompensera pas



Marchés des financements et des investissements multipolaires

uniquement les communautés qui disposent d'un patrimoine. Il favorisera celles qui savent organiser leurs ressources, structurer leurs projets, attirer les capitaux, maîtriser les risques et transformer leur potentiel en résultats.

L'APPEL

Chefs d'État et de gouvernement, institutions financières, investisseurs, entreprises, universitaires et partenaires du développement disposent aujourd'hui d'une occasion de faire évoluer le débat.
La prochaine étape pourrait être celle d'une Francophonie des projets. Une Francophonie capable de relier le capital au projet, le projet à l'investissement, l'investissement à l'emploi, l'emploi à la prospérité, et la prospérité à une influence économique durable. C'est peut-être là que se trouve l'un des grands rendez-vous économiques de la Francophonie avec son avenir. L'heure n'est plus seulement à la diplomatie des mots. Elle est à la diplomatie des projets, des capitaux et des résultats.

Le cycle de la finance globale

L'image schématise le cycle de la finance globale, montrant comment les capitaux mondiaux sont captés puis réinjectés dans l'économie réelle à travers deux grands axes :

• Le Financement (En haut) : Les capitaux proviennent de quatre grandes sources (Fonds propres, Dettes, Investissements Directs Étrangers, Aides au développement) et transitent par les grands hubs financiers mondiaux (New York, Londres, Tokyo, Dubaï...).

• L'Investissement (En bas) : Ces ressources sont injectées de manière productive dans quatre secteurs clés du développement : les Infrastructures durables, l'Innovation technologique, l'Industrie et les services essentiels (Éducation & Santé).

En bref : C'est une cartographie visuelle qui montre la transformation des flux monétaires virtuels en infrastructures concrètes et durables pour la planète.

L'espace francophone et les flux financiers mondiaux

Pour que l'espace francophone tire pleinement parti de ces flux financiers mondiaux, il doit activer plusieurs leviers stratégiques. Voici comment les pays de la francophonie peuvent capter et optimiser ces mouvements de capitaux :

• Création de hubs financiers régionaux: Renforcer des places financières comme Abidjan (BRVM), Casablanca (Finance City) ou Paris pour centraliser et sécuriser les investissements en Afrique, en Europe et au-delà.

• Harmonisation juridique et fiscale : Utiliser des outils communs existants (comme l'OHADA en Afrique de l'Ouest et Centrale) pour offrir un cadre légal transparent, sécurisé et lisible pour les investisseurs internationaux.

• Fonds de capital-risque francophones : Développer des fonds d'investissement dédiés aux entreprises et startups de l'espace francophone afin de flécher les flux de Fonds Propres directement vers l'innovation locale.

• Obligations vertes et sociales (Green & Social Bonds) : Capter les financements liés à l'Énergie Durable et à la Santé en émettant des titres financiers adossés à des projets de transition écologique ou d'infrastructures locales.

• Partenariats Public-Privé (PPP) : Structurer des projets d'envergure (routes, centres de données, hôpitaux) capables d'attirer les Investissements Directs Étrangers (IDE) en partageant les risques entre les États et les investisseurs privés. ■



Le cycle de la finance globale

DEVELOPPEMENT DURABLE ET ECONOMIQUE DE LA FRANCOPHONIE

«Repenser la Francophonie autour d'une prospérité durable dans une Zone de libre-échange de la Francophonie (ZLEFRA) »

Docteur en économie et Professeur ordinaire dans les universités de la RDC, Daniel Mulenda Lomena Emamba est spécialiste de la gestion stratégique des entreprises, de l'économie écologique et du développement durable. Il préside le Conseil exécutif du Centre interdisciplinaire de recherche et d'application en développement durable (CIRADD), où il contribue à la réflexion sur les enjeux inhérents à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) .

Par Christophe Etenda

Diplomat Investissement : La Francophonie représente aujourd'hui un espace économique majeur, avec environ 16% du PIB mondial et près de 20% des échanges internationaux de marchandises. Selon vous, comment les États francophones peuvent-ils transformer ce potentiel en une croissance plus inclusive et plus bénéfique pour leurs populations?

M. Daniel MULENDA : le développement durable est un développement équitable, dont la croissance est soutenable à long terme car elle intègre les 3 volets: économique : optimiser la croissance économique actuelle sans hypothéquer celle des générations futures (par un trop fort endettement par exemple); sociale - sociétale: lutter contre la pauvreté et l'exclusion, favoriser la mobilité sociale); -environnementale: préserver les ressources naturelles, diminuer la pollution). À la lumière de ce qui précède, le PIB, un indicateur strictement comptable qui mesure la valeur de tous les biens et services produits dans un pays sur une année, ne peut plus traduire l'inclusivité d'une croissance économique, car il ne permet pas de suivre l'évolution des inégalités sociales, n'inclut pas les couts environnementaux (l'empreinte écologique de la production), ne prend pas en compte l'écosystème des revenus informels. Désormais c'est l'indice de développement humain qui permet de corriger tant soit peu la qualité de la croissance économique. Au-delà de cette critique, la question reste de savoir comment faire évoluer les conditions de vie, l'égalité et la durabilité environnementale simultanément aux richesses produites dans l'espace de Francophonie.

Comme tout le monde devrait le savoir, c'est le développement du commerce intrafrancophone qui demeure la solution pour asseoir le développement durable



Docteur en économie et Professeur ordinaire dans les universités de la RDC, Daniel Mulenda Lomena Emamba est spécialiste de la gestion stratégique des entreprises, de l'économie écologique et du développement durable

dans l'espace francophone. En effet le modèle actuel, basé sur les exportations brutes des ressources naturelles vers des régions hors de l'espace francophone, encourage l'exportation des emplois et de la valeur ajoutée, et de ce fait, remet en cause la pertinence des chiffres affichés (16 % du PIB mondial et 20% des échanges internationaux). Ainsi donc, l'on ne devrait plus se voiler la face : c'est la création d'une zone de libre-échange de la Francophonie, en sigle ZLEFRA, incluant des protocoles sur la durabilité environnementale, le transfert de technologie et l'industrialisation de l'Afrique, au moyen du développement des chaines de valeur, qui apparait comme la stratégie principale autour de laquelle devrait graviter toute l'action de l'OIF. Nous voulons dire que le modèle économique actuel est « anti social », inefficace, inégalitaire et pas assez propre ; que les trajectoires de croissance actuelles et modèles de gouvernance dépassés suggèrent de changer de paradigme ; et qu'une approche de l'ensemble de l'espace francophone est nécessaire, ainsi que des efforts concertés et ambitieux pour transformer les pays francophones en mode agile industriel, inclusif et décarboné.

Il faudrait parvenir à créer un cadre macroéconomique soutenable de la Francophonie, en définissant des politiques communes orientées vers un modèle à impact pour une création de valeur économique, sociale et environnementale à long terme pour l'ensemble de ses parties prenantes. Le partage du français (langue commune) devrait accélérer les échanges régionaux, réduire les coûts du commerce bilatéral d'environ 18 %. Il convient de fluidifier les normes juridiques et douanières entre pays membres, d'investir davantage dans le capital humain, une croissance est inclusive lorsque les populations disposent des compétences et des infrastructures pour en bénéficier et et de renforcer la justice, la capture des rentes économiques par une minorité entrave la redistribution.

L'Afrique francophone connaît l'une des plus fortes dynamiques démographiques et économiques au monde. Quels leviers faudrait-il actionner pour faire de cette jeunesse le principal moteur du développement durable de l'espace francophone ?

Pour transformer cette dynamique démographique en un véritable dividende économique et durable, les pays d'Afrique francophone et de l'espace francophone doivent devenir actifs dans la mise en œuvre de la ZLEFRA, en mettant en place un modèle économique durable, ayant pour limite inférieure le SOCIAL et limite supérieure l'ÉCOLOGIE. C'est la condition essentielle pour permettre à toutes les parties prenantes, y compris la jeunesse, de renforcer leur bien-être. Spécifiquement, la valorisation de la jeunesse francophone nécessite la mise en œuvre de cinq leviers suivants : refonder

le modèle éducatif axé sur les compétences du futur ; débloquer le financement des jeunes entrepreneurs et des PME; développements socioéconomiques sectoriels en lien avec les savoir-faire traditionnels et les racines ; migration vers les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre ; miser sur l'agribusiness et la transition écologique ; accélérer la mobilité et les partenariats au sein de l'espace francophone et renforcer la gouvernance et l'inclusion citoyenne.

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) accompagne les États dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Quel bilan faites-vous de son action et quelles priorités devrait-il privilégier dans les prochaines années ?

L'OIF a mis en place l'IFDD en 1988 au Québec pour accompagner les pays francophones dans la transition écologique. Son mandat s'est élargi à l'environnement en 1996 et au développement durable en 2013. Les actions de cette structure subsidiaire de l'OIF s'expriment à travers les programmes suivants : - Initiative participative objectif 2030 pour soutenir la mise en œuvre du Programme de développement durable des Nations Unies ; -Programme Maitrise des outils de gestion de l'environnement pour le développement et le projet de déploiement des Technologies et Innovations environnementales pour le développement durable et la réduction de la pauvreté (PDTIE) en RD Congo et au Cameroun, en vue de soutenir l'innovation environnementale ;- Comptabilité écosystémique, une méthode élaborée en 2019 pour contribuer aux efforts de comptabilisation du capital naturel.
Cet accompagnement de l'IFDD est pertinent dans ce sens qu'il contribue au renforcement des capacités des francophones dans la prise en compte de la durabilité. Néanmoins, il pourrait être jugé insuffisant dans la mesure où il n'intègre pas encore la sensibilisation contre la pollution gratuite que les opérateurs économiques pratiquent dans les pays africains où la culture environnementale est peu développée. Ainsi, l'observation des différentes réalités recommande que les missions de l'IFDD soient renforcées par les priorités ci-après: la vulgarisation du principe pollueur-payeur, l'enseignement approfondi des principes de l'économie circulaire ainsi que l'éducation au développement durable et à une économie décarbonée verte au bénéfice des populations et des autorités politiques en vue d'ancrer le développement durable dans les racines culturelles africaines par le développement des savoirs locaux (artisanat, médecine naturelle, entrepreneuriat vert). Une Francophonie des territoires, de l'innovation et de la prospérité pourrait changer les modes de production et de consommation dans les pays francophones.

La transition écologique est devenue un impératif mondial. Comment la Francophonie peut-elle concilier exploitation de ses immenses ressources naturelles, industrialisation et protection de l'environnement afin de construire un modèle de développement ?



Docteur en économie et Professeur ordinaire dans les universités de la RDC, Daniel Mulenda Lomena Emamba est spécialiste de la gestion stratégique des entreprises, de l'économie écologique et du développement durable

Nous avons déjà mis l'accent sur la création de la ZLEFRA avec des protocoles sur la durabilité environnementale, les investissements, les facilitations du commerce et la définition des points de convergence à remplir pour intégrer la ZLEFRA, entre autres. La transition écologique suppose la mise en œuvre d'une gouvernance environnementale normative au sein de l'espace francophone, en donnant priorité aux secteurs de l'économie verte, notamment l'agriculture et l'agro-industries durables, les éco-industries, le tourisme vert, l'économie bleue, le recyclage des déchets, les énergies renouvelables et le marché carbone. Les financements disponibles devraient être orientés vers ces secteurs créateurs d'emplois verts durables.

À cet effet, la Francophonie ne peut s'affranchir d'une vision globale, de l'anticipation de l'impact de la transition écologique sur le contenu des métiers et plus particulièrement sur les compétences attendues. C'est pourquoi les leviers ci-après devraient être activés : changer de paradigme à partir d'un modèle économique durable intégrant les racines africaines ; valoriser les savoirs traditionnels et l'écotourisme ; encourager la transformation locale et l'économie circulaire ; structurer un transfert de technologies et de financements vertueux;

L'Organisation internationale de la Francophonie multiplie les missions économiques et les rencontres d'affaires afin de renforcer les partenariats entre entreprises francophones. Que faudrait-il faire pour que ces initiatives profitent davantage aux PME, aux jeunes entrepreneurs et aux économies africaines ?

Pour passer d'événements de réseautage institutionnel à un véritable levier de croissance pour les PME et start-up francophones, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et ses partenaires sont appelés à organiser ces rencontres d'affaires à des intervalles de temps bien déterminés et ajuster leurs missions économiques autour de quatre axes stratégiques : évoluer du simple « networking » au deal-making qualifie, car les forums généralistes génèrent des contacts, mais peu de transactions contractuelles directes ; intégrer des pools d'investisseurs et des mécanismes de garantie ; lever les barrières non tarifaires et réglementaires afin de faciliter le commerce intra Francophonie ; cibler en priorité les femmes, les jeunes et l'économie numérique.

À l'approche du XXe Sommet de la Francophonie à Phnom Penh, quelles décisions ou quelles réformes vous paraissent indispensables pour faire de la Francophonie un véritable espace de prospérité partagée, d'innovation et de coopération économique durable ?

Comme souligné dans les réponses ci-dessus, la création de la ZLEFRA, pour renforcer les échanges intrafrancophones, l'adoption d'un protocole sur la prise en compte de la durabilité avec comme point d'ancrage la lutte contre la pollution gratuite et la destruction des écosystèmes naturels, la formation des compétences africaines et le changement de modèle d'une économie extravertie en faveur d'une économie ambivalente, constituent des décisions qui permettraient à la Francophonie d'agir pour la consolidation de son développement durable et pour arrêter l'exportation des emplois et de la valeur ajoutée.

FINANCEMENT & INVESTISSEMENT

Le poids de la Francophonie dans l'économie mondiale

L'espace économique francophone représente environ 16 % du PIB mondial, 20 % des échanges mondiaux de marchandises et 14 % des réserves mondiales en ressources minières et énergétiques. Un poids réel, qui ne se traduira toutefois en puissance économique durable qu'à condition de financer, et d'industrialiser, ses PME.

Par Éric Kampanga et Valentin Kouamé

Un espace économique sous-estimé

On la présente souvent d'abord comme une communauté linguistique et culturelle. On oublie trop souvent qu'elle est aussi, et peut-être surtout, un espace économique de tout premier plan. L'espace francophone représente aujourd'hui environ 16 % à 16,5 % du produit intérieur brut mondial et près de 20 % des échanges mondiaux de marchandises. Il concentre 14 % des réserves planétaires en ressources énergétiques et minières, dont plusieurs minéraux dits « stratégiques », essentiels aux chaînes de valeur des technologies vertes et numériques. Le français, quant à lui, s'impose comme la troisième langue des affaires dans le monde.

Ces chiffres ne sont pas de simples statistiques de communication.

L'appartenance partagée à cet espace majore, en moyenne, de 17 % les flux commerciaux bilatéraux entre pays membres, un effet de réseau réel que la seule proximité géographique ou les accords commerciaux classiques n'expliquent pas entièrement. L'Afrique subsaharienne francophone, portée par son dynamisme démographique et des taux de croissance parmi les plus élevés au monde, constitue le principal réservoir de potentiel de cette zone pour les décennies à venir. Des institutions comme l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) structurent d'ailleurs, à travers diverses plateformes, l'accompagnement des entreprises et des investissements dans cet espace.

Le terrain : Kigali, Libreville, et une conviction qui se confirme

En juillet 2022, j'ai eu le privilège, à titre personnel, de participer à la Mission économique et commerciale de la Francophonie en Afrique centrale,



Mission économique et commerciale de la Francophonie, Libreville, juillet 2022.

organisée par l'OIF, qui s'est tenue successivement à Kigali (Rwanda, 6-8 juillet) puis à Libreville (Gabon, 11-13 juillet), sous le thème « Vers un espace francophone économiquement intégré et durable : opportunités d'affaires et de partenariats ». L'événement a réuni entre 250 et 300 entreprises francophones autour de rencontres B2B ciblées, dans des secteurs clés : agro-industrie et transformation alimentaire, énergies renouvelables et transition écologique, numérique et technologies de l'information, services et logistique.

Le chaînon manquant : industrialiser



Rencontres B2B en marge de la mission, Libreville, juillet 2022.

pour transformer le poids économique en puissance durable

Le paradoxe est frappant. D'un côté, plusieurs pays francophones du Nord, dont la France, le Canada, la Belgique et la Suisse, disposent d'écosystèmes de financement matures : banques de développement, agences de crédit à l'exportation, fonds souverains, mécanismes de garantie, taux d'intérêt historiquement favorables comparés à ceux auxquels ont accès les PME africaines. De l'autre, l'Afrique francophone concentre une jeunesse dynamique, des ressources naturelles abondantes et une demande d'industrialisation considérable, mais des PME et promoteurs qui peinent structurellement à accéder à un financement adapté, suffisant et à coût raisonnable.

Ce constat n'est pas qu'une question d'équité Nord-Sud : c'est une question de trajectoire économique pour l'espace francophone dans son ensemble. Les 16 % du PIB mondial et les 20 % des échanges de marchandises que pèse déjà la Francophonie reposent aujourd'hui, pour une large part, sur l'exportation de matières premières peu transformées, donc sur une valeur ajoutée captée ailleurs. Industrialiser, c'est transformer localement les 14 % de réserves minières et énergétiques de l'espace francophone en produits à plus forte valeur, créer des emplois qualifiés, densifier le tissu de PME, et faire croître le PIB de l'intérieur plutôt que par le seul effet des cours mondiaux des matières premières. C'est ce chemin, et lui seul, qui transforme un poids statistique en puissance économique réelle sur l'échiquier mondial, capable de peser dans les négociations commerciales, d'attirer des capitaux à de meilleures conditions, et de résister aux chocs de la fragmentation géopolitique évoquée plus loin. Entre ces deux réalités, les mécanismes de circulation des capitaux restent largement sous-exploités. Les missions économiques et les forums d'affaires excellent à créer du contact ; ils sont en revanche rarement conçus, dans leur architecture même, pour déboucher sur des mécanismes de financement concrets, accessibles aux PME et non réservés aux seuls grands groupes ou projets déjà bancables. C'est précisément cet espace qu'avec Valentin Kouamé, nous nous efforçons de combler à travers Enovi 4 Africa, en conjuguant ingénierie industrielle, sécurité et souveraineté alimentaire, et technologies fintech appuyées par l'intelligence artificielle.



Kabongelo Éric Kampanga, ingénieur, entrepreneur et promoteur de projets industriels et technologiques

Le vrai verrou n'est pas la rareté du capital, c'est sa mobilisation

Un constat, dressé le 9 avril 2026 à Abidjan lors d'une rencontre réunissant banquiers, assureurs et investisseurs à l'initiative de la Banque africaine de développement (BAD), vient éclairer cette réalité d'un jour nouveau. L'Afrique fait face à un déficit de financement estimé à plus de 400 milliards de dollars par an, et pourtant, le continent dispose de près de 4 000 milliards de dollars d'épargne. Le président de la BAD, Sidi Ould Tah, l'a résumé sans détour: l'architecture financière actuelle du continent est «inadéquate et inadaptée», et le problème n'est pas la rareté des ressources, mais leur mobilisation.

Cette analyse rejoint directement ce que nous avons observé sur le terrain à Kigali et à Libreville. Marchés de capitaux fragmentés, monnaies peu convertibles entre elles, fonds de garantie qui ne couvrent aujourd'hui que 10 % des besoins du continent : ce sont ces verrous, plus que l'absence réelle de ressources, qui empêchent les banques de financer l'entrepreneur rural ou la PME industrielle. Le « Consensus d'Abidjan», adopté à l'issue de cette rencontre, appelle justement à réorganiser la manière dont le capital et le risque sont mobilisés, structurés et déployés à l'échelle du continent, en utilisant l'ensemble des institutions financières africaines comme un véritable écosystème plutôt que comme des acteurs isolés.

C'est ici que se referme la boucle avec notre propos initial. Un continent capable de démontrer sa capacité à mobiliser efficacement son épargne interne, à réduire la fragmentation de ses marchés et à faire fonctionner ses mécanismes de garantie, est aussi un continent qui inspire davantage confiance aux institutions financières des pays francophones occidentaux, elles-mêmes bien cotées sur les marchés des capitaux internationaux. La crédibilité financière se construit d'abord à l'intérieur; elle se négocie ensuite, dans de meilleures conditions, à l'extérieur. Les partenariats Nord-Sud dont nous parlions plus haut seront d'autant plus solides, et les taux d'autant plus favorables, que l'Afrique francophone aura démontré sa propre discipline de mobilisation des capitaux.

Rendre le capital accessible aux jeunes entrepreneurs, et les y préparer

Mobiliser davantage de capitaux ne suffira toutefois pas si ces capitaux restent hors de portée de ceux qui, sur le terrain, créent l'activité économique : les jeunes entrepreneurs africains. Les institutions financières africaines gagneraient à rendre ces capitaux réellement accessibles à cette génération, non par charité, mais par calcul économique rationnel. Chaque jeune entrepreneur financé est une entreprise de plus, des emplois de plus, et à terme, une base fiscale et une classe moyenne plus larges. C'est un investissement dans la croissance future du continent, pas une dépense.

Mais l'accès au capital seul ne crée pas des entrepreneurs solides. Il faut, en amont, investir massivement dans la formation à l'entrepreneuriat et à la culture financière. La population africaine, dans son ensemble, demeure insuffisamment éduquée sur les questions financières, et ce constat, il faut le dire avec franchise, touche jusqu'aux élites : trop peu maîtrisent réellement le fonctionnement des marchés financiers, des marchés des capitaux et des stratégies permettant de lever des capitaux importants pour des projets de développement. Les institutions publiques et financières du continent devraient donc considérer la formation financière et entrepreneuriale des jeunes comme un investissement stratégique au même titre que le financement direct des PME. Les deux volets sont indissociables, et l'un sans l'autre reste un potentiel inexploité.

Quatre leviers pour transformer le potentiel en capital

▪ Des guichets de financement dédiés à l'espace francophone : Créer, au sein des institutions de financement du développement des pays francophones du Nord, des lignes de crédit et de garantie explicitement fléchées vers les PME industrielles francophones du Sud, sur le modèle de ce qui existe déjà pour certains corridors commerciaux, mais avec un accent spécifique sur l'industrialisation plutôt que le seul commerce.

▪ Des outils fintech pour réduire le coût de l'intermédiation : Utiliser l'intelligence artificielle et les technologies fintech pour automatiser l'évaluation du risque crédit des PME, fiabiliser les dossiers de financement et réduire les délais et coûts de diligence, autant de freins majeurs à l'octroi de financement dans les économies où l'information financière formelle reste limitée.

▪ Un accompagnement continu, au-delà des missions ponctuelles : Faire suivre chaque mission économique d'un mécanisme de suivi structuré (data room partagée, mise en relation avec des bailleurs identifiés, préparation des dossiers de crédit) afin que les contacts noués à Kigali, Libreville ou ailleurs se traduisent en dossiers de financement réellement instruits, et non en simples cartes de visite échangées.

▪ La formation comme condition d'accès au capital : Adosser aux guichets de financement des programmes structurés de formation à l'entrepreneuriat et à la culture financière pour les jeunes promoteurs, afin que l'accès au capital s'accompagne d'une réelle capacité à le déployer, le structurer et en rendre compte, condition de confiance pour les prêteurs comme pour les investisseurs.

L'Afrique francophone, continent d'avenir, à condition de financer et de former ses bâtisseurs

L'espace francophone a les moyens de ses ambitions économiques : le poids démographique et les ressources sont en Afrique, les capitaux et l'ingénierie financière sont en partie au Nord, et une part significative de l'épargne nécessaire existe déjà à l'intérieur même du continent.

La solidarité linguistique et institutionnelle qui unit ces pays devrait aussi devenir une solidarité de financement et de formation, au service de ceux qui portent l'industrialisation sur le terrain : les PME et les jeunes promoteurs de projets. C'est en connectant véritablement ces réalités, au-delà des déclarations d'intention, que la Francophonie économique pourra transformer ses 16 % du PIB mondial en un moteur durable de développement partagé. ■



Valentin Kouamé, gestionnaire en sécurité alimentaire, co-fondateurs d'Enovi 4 Africa

DÉSIRÉ AVOM

La Francophonie face aux bouleversements économiques

Par Christophe Etenda

Avec près de 16 % du PIB mondial et 20 % des échanges internationaux, l'espace francophone représente un poids économique important, mais ses échanges restent encore fragmentés. Dans cet entretien accordé au Magazine Diplomat Investissement, le Professeur Désiré Avom, Doyen de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université de Yaoundé II-SOA, explique comment renforcer les échanges et les investissements entre les pays francophones. Il évoque notamment l'industrialisation de l'Afrique francophone, la transformation numérique, le financement des entreprises et la formation des jeunes. Il propose également des mesures pour faciliter la circulation des talents, développer les chaînes de valeur et améliorer le financement des PME et des start-up. Une analyse concrète des moyens de faire de la Francophonie un espace économique mieux intégré.

Diplomat Investissement : L'espace francophone représente un poids économique important dans le monde, avec environ 16 % du PIB mondial et près de 20 % des échanges internationaux. Ce potentiel est-il suffisamment exploité et quelles seraient, selon vous, les priorités pour faire de la Francophonie un véritable espace économique ?

M. Désiré AVOM : Malgré son important potentiel, l'espace économique francophone reste largement sous-exploité. Pourtant, les études empiriques montrent que l'utilisation de la langue commune réduit en moyenne les coûts liés au commerce d'environ 18%. Bien qu'il représente près de 16% du PIB mondial et 20% des échanges commerciaux, les flux économiques restent concentrer au sein de sous-régions isolées plutôt que de former un bloc unifié. Son potentiel économique est fortement contrarié, par de nombreuses barrières structurelles (la faible connectivité), politiques (l'absence d'une harmonisation des règles juridiques) et logistiques (coûts élevés de transport).
Faire de la Francophonie un véritable espace économique intégré nécessitent de mettre en en œuvre plusieurs actions: (i) intensifier les échanges commerciaux internes en promouvant les accords



Professeur Désiré Avom, Doyen de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université de Yaoundé II-SOA

préférentiels avec une harmonisation des normes dans un espace juridiquement fragmenté ; (ii) développer les infrastructures de connectivité pour favoriser la mobilité des talents ; (iii) investir dans l'émergence de la finance francophone avec la création des fonds de onds de capital-risque francophones pour financer les PME et les start-ups, en particulier en Afrique ; (iv) structurer des filières stratégiques communes par la création et la valorisation d'un label ou une identité forte pour promouvoir les produits et services issus de l'espace francophone sur la scène internationale.

En somme, la Francophonie doit partir de ses nombreux atouts (population jeune et importante, langue commune, etc.) pour devenir une Francophonie des affaires, inclusive axée sur des projets industriels ambitieux.

Les crises géopolitiques, les tensions commerciales et la concurrence croissante d'autres espaces économiques, notamment anglophones, bouleversent les équilibres internationaux. Comment la Francophonie peut-elle préserver son influence et renforcer les échanges économiques entre ses membres ?

Les bouleversements géopolitiques et la forte concurrence impulsée par les autres espaces économiques linguistiques notamment anglophone obligent la Francophonie à définir une stratégie offensive reposant sur une diplomatie économique reposant sur le soft power qui stimule les échanges économiques, intensifie la coopération commerciale, noue des partenariats pour défendre les intérêts des pays membres dans les instances internationales (FMI, OMC, etc.). Globalement, il s'agit de transiter d'un espace principalement linguistique et culturel à un véritable acteur géopolitique et économique stratégique pour dynamiser l'intégration, consolider l'innovation numérique et les capabilités des jeunes. Ces actions devront permettre la mise en place des fonds de co-financement dédiés aux infrastructures logistiques et industrielles au sein de la Francophonie, de standardiser les normes numériques, de développer des programmes d'incubateurs de start-ups transfrontaliers, de créer des labels de qualité afin de favoriser le commerce éthique et écoresponsable. Ainsi, la Francophonie devra poser les jalons pour s'affirmer comme un bloc de médiation et de stabilité en coordonnant les positions des États membres et gouvernements pour offrir une alternative durable à l'influence croissante des pays anglophones ou des pays émergents (Brésil, Chine, Inde, etc.) en insistant sur la sécurité juridique et le respect mutuel.

L'Afrique constitue aujourd'hui l'un des principaux moteurs démographiques de l'espace francophone et dispose d'importantes ressources naturelles et humaines. Quelles politiques permettraient de transformer ce potentiel en industrialisation, en investissements et en emplois durables pour les populations?

Pour transformer le potentiel en industrialisation concrète, en investissements et en emplois durables, l'Afrique francophone doit activer plusieurs leviers stratégiques. Premièrement, l'industrialisation repose sur la transformation agricole et minière via la création de chaînes de valeur et des espaces industriels dotés d'infrastructures de qualité et des avantages fiscaux pour attirer les usines. Ces aspects permettront de valoriser les ressources locales, rompant progressivement avec le modèle extractiviste en interdisant ou en taxant fortement l'exportation des matières premières brutes pour imposer une première ou

deuxième transformation afin de créer de la valeur ajoutée et des emplois décents, réduire les coûts logistiques, tirer parti des opportunités qu'offre la Zone de Libre Echange Continentale (ZLECAf). Deuxièmement, la création des emplois durables induit la nécessité d'assurer l'adéquation formation-emploi par une réforme des systèmes éducatifs à l'ère de l'intelligence artificielle (IA) pour les orienter vers les sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM) compatibles avec les besoins réels des industries locales, et d'investir dans la santé pour capter pleinement le dividende démographique. Troisièmement, l'attractivité durable des investissements repose préalablement sur l'amélioration du climat des affaires par le renforcement de la sécurité juridique, la modernisation fiscale dans le cadre des zones économiques spéciales. Ces aspects concourent à préserver la stabilité des contrats, à renforcer la lutte contre la corruption, à simplifier la fiscalité, pour développer les marchés régionaux. Quatrièmement, harmoniser les normes juridiques et douanières pour stimuler le commerce, les investissements, l'efficacité douanière, la compétitivité et l'intégration régionale.

L'intelligence artificielle, la digitalisation et les nouvelles technologies redéfinissent rapidement les modèles économiques. Quels investissements et quelles politiques la Francophonie doit-elle privilégier pour réduire la fracture numérique et permettre à ses membres, particulièrement africains, de prendre part à cette nouvelle économie?

Au-delà du simple déploiement technologique, la Francophonie doit orienter ses priorités vers des investissements structurants, humains et réglementaires. Dans cette perspective, il importe tout d'abord de financer le déploiement de la fibre optique, des réseaux 5G et des constellations de satellites pour désenclaver les zones isolées par des investissements dans des solutions énergétiques stables, bénéfiques à l'alimentation des télécoms et l'implantation des data centers locaux. Ensuite, réduire l'alphabétisation numérique de masse en intégrant les compétences numériques de base dès l'école primaire, de diversifier les filières de pointe (intelligence artificielle, cybersécurité, développement de logiciels, science des données). Enfin, financer l'écosystème numérique local pour structurer des fonds d'investissement dédiés aux start-ups et la création de hubs technologiques régionaux qui favorisent le mentorat, le réseautage et le transfert de technologies pour pallier au défi de financements. Ainsi, la Francophonie doit œuvrer pour une souveraineté numérique sur la protection des données personnelles, la cybersécurité et les paiements mobiles, propices au commerce électronique transfrontalier, la valorisation des contenus, d'applications et de plateformes adaptés aux réalités culturelles et économiques locales.

La croissance démographique de l'espace francophone représente une formidable opportunité, mais elle accroît également la pression sur les systèmes éducatifs et les marchés du travail. Comment mieux adapter la formation aux besoins des économies et transformer la jeunesse francophone en force productive et entrepreneuriale ?

L'espace francophone, porté par une démographie en pleine expansion, possède le plus grand réservoir de jeunesse au monde. Pour transformer ce potentiel démographique en force productive et entrepreneuriale, les stratégies régionales doivent transiter d'une logique de recherche d'emploi à une culture de création de valeur. Ainsi, les actions à mener doivent porter sur quatre aspects. Premièrement, une refonte des systèmes éducatifs axée sur la technologie éducative. L'enjeu est d'adapter les curricula aux besoins réels du marché, de consolider la culture entrepreneuriale par la synergie écoles-entreprises, puis de structurer l'écosystème de financement et d'accompagnement. Il s'en suivra un développement des soft skills indispensables à l'ère de l'automatisation et la création des incubateurs universitaires. Deuxièmement, stimuler l'entrepreneuriat des jeunes en facilitant l'accès au capital-risque et aux micro-crédits sans garantie classique. En fluidifiant la mobilité des talents et des investissements, elle permettra aux start-ups de conquérir les marchés régionaux. Cette dynamique passera par le déploiement de fonds d'amorçage flexibles, le financement direct par la diaspora et l'incitation des banques commerciales à prêter aux jeunes créateurs. Troisièmement, digitaliser la création d'entreprises et simplifier l'octroi des visas d'affaires dans l'espace francophone. Quatrièmement, créer des clubs de mentors pour guider les novices et multiplier les espaces de coworking connectés dans les villes secondaires afin de rompre l'isolement des entrepreneurs.
L'OIF multiplie les initiatives en faveur des missions économiques, des partenariats entre PME et de la mobilisation des diasporas. Que faudrait-il désormais faire pour passer des initiatives ponctuelles à une véritable dynamique économique francophone, capable d'attirer davantage d'investissements, de favoriser les échanges et de créer des emplois.

Pour faire passer l'espace francophone d'un forum d'initiatives ponctuelles à un véritable bloc d'intégration économique, performant et attractif, il est indispensable d'ancrer cette dynamique dans la durée, attirer des investissements massifs et générer des emplois durables.

Dans cette perspective, il importe de structurer un suivi rigoureux pour transformer les intentions d'investissement en accords commerciaux concrets, de généraliser des outils de mise en relation intelligents pour connecter en temps réel les porteurs de projets nationaux avec des financeurs internationaux en fluidifiant l'information financière. Une attention doit également être portée à la création des instruments financiers innovants et souverains propices à la mobilisation de l'épargne locale et de la diaspora, puis de miser sur les chaînes de valeur industrielles à contenu local pour encourager la création de filières régionales complètes, du producteur au transformateur.



Professeur Désiré Avom, Doyen de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université de Yaoundé II-SOA

La gouvernance économique et environnementale dans l'espace francophone

Vers un développement responsable et durable

Par Émile Gagnon



Harmoniser la croissance économique avec la protection de l'environnement

Il est désormais impossible de dissocier le développement économique des problématiques environnementales. Face aux effets du changement climatique, à la pression sur les ressources naturelles et aux inégalités persistantes, les pays francophones doivent réévaluer leurs modèles de croissance. Dans ce contexte, la gouvernance économique et environnementale s'affirme comme une pierre angulaire des actions de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui incite ses membres à promouvoir une économie plus inclusive, responsable et respectueuse de l'environnement.

Cette démarche repose sur une conviction largement acceptée : le développement durable ne consiste pas à opposer l'économie à l'écologie, mais à les faire coévoluer. Les politiques publiques, les investissements privés et les initiatives locales doivent désormais s'inscrire dans cette double exigence afin d'assurer une prospérité durable au profit des générations présentes et futures.

Une gouvernance économique axée sur la transparence et la responsabilité

L'espace francophone englobe des économies aux caractéristiques très variées. Certaines possèdent des ressources naturelles considérables, tandis que d'autres se concentrent sur les services, l'innovation ou l'industrie. Néanmoins, tous les États membres partagent le défi d'améliorer la qualité de leur gouvernance économique. La Francophonie promeut ainsi la transparence dans la gestion publique, la lutte contre la corruption, le renforcement des institutions économiques et la responsabilité des entreprises. Une gouvernance efficace favorise la confiance des investisseurs, stimule la création d'emplois et améliore les conditions nécessaires à une croissance durable. La responsabilité sociétale des entreprises prend également une importance croissante dans ce cadre. Les principes établis par la norme ISO 26000 incitent les entreprises à intégrer des préoccupations sociales, environnementales et éthiques dans leurs opérations. Cette approche transcende la simple quête de profit pour encourager une création de valeur bénéfique pour l'ensemble de la société. Pour les entreprises francophones, l'adoption de ces meilleures pratiques est désormais un levier de compétitivité, d'attractivité et de crédibilité sur les marchés internationaux.

Une économie au service du progrès humain

La croissance économique n'a de sens que si elle améliore véritablement les conditions de vie des populations. C'est pourquoi la Francophonie insiste sur l'importance de





la création d'emplois décents, du soutien aux petites et moyennes entreprises, de l'entrepreneuriat des jeunes et de l'autonomisation économique des femmes. Les missions économiques organisées par l'OIF facilitent les partenariats entre entreprises francophones et encouragent les investissements dans des secteurs porteurs tels que l'agriculture durable, les énergies renouvelables, les industries culturelles ou le numérique.

Cette coopération contribue également à renforcer les échanges entre les pays du Sud, dont les économies présentent souvent des besoins et des complémentarités similaires. Le développement de ces partenariats Sud-Sud représente aujourd'hui l'une des perspectives les plus prometteuses pour l'espace francophone.

Préserver les ressources naturelles : un enjeu stratégique

La gouvernance environnementale occupe désormais une place prépondérante dans les politiques de développement. Les pays francophones, en particulier ceux d'Afrique centrale, possèdent un patrimoine naturel exceptionnel, incluant d'immenses forêts tropicales, d'importantes ressources minières, un potentiel hydroélectrique considérable et une biodiversité parmi les plus riches au monde.
Cette richesse constitue non seulement une opportunité économique, mais également une responsabilité collective. L'exploitation des ressources naturelles doit se faire dans le respect des principes du développement durable afin d'éviter la dégradation des écosystèmes, la déforestation et l'épuisement des ressources.

La gestion durable du bassin du Congo, deuxième plus grand massif forestier tropical après l'Amazonie, illustre parfaitement cet enjeu. La préservation de cet écosystème représente un défi mondial dans la lutte contre le changement climatique, tout en restant compatible avec les besoins de développement des populations locales.

L'IFDD : un acteur clé de la transition écologique

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) joue un rôle crucial dans l'accompagnement des États membres, notamment ceux du Sud. Grâce à ses programmes de formation, son assistance technique et ses outils d'expertise, il aide les gouvernements à mettre en œuvre les Objectifs de développement durable ainsi que les engagements internationaux relatifs à l'environnement.

L'Institut soutient également le développement des compétences dans des domaines tels que l'économie verte, l'efficacité énergétique, l'adaptation aux changements climatiques et la gestion durable des ressources naturelles.

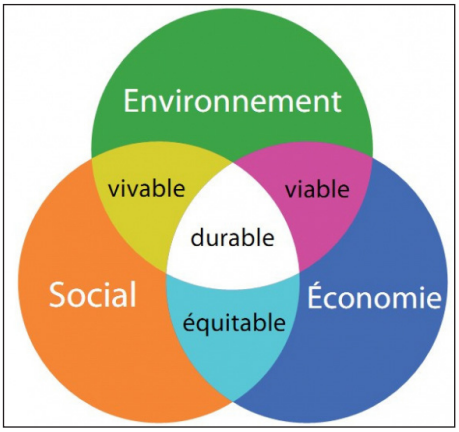
Dans plusieurs pays francophones, ces programmes renforcent les capacités des administrations publiques, des collectivités territoriales et des acteurs économiques, leur permettant ainsi d'intégrer plus efficacement les enjeux environnementaux dans leurs politiques nationales.

Construire une prospérité durable pour l'espace francophone

La gouvernance économique et environnementale représente aujourd'hui un élément fondamental de la compétitivité. Les investisseurs portent une attention croissante aux critères de transparence, de responsabilité sociale et de performance environnementale. Les États qui parviendront à répondre à ces exigences renforceront leur attractivité et leur résilience face aux crises futures.

Pour la Francophonie, le défi consiste à accompagner cette transformation tout en tenant compte des réalités propres à chaque membre. Les besoins des pays industrialisés diffèrent de ceux des économies en développement, mais tous partagent l'impératif de construire un modèle plus durable.

À l'approche du XX[e] Sommet de la Francophonie à Phnom Penh, cette ambition prend une dimension particulière. Le thème « La paix comme vecteur de développement durable et de prospérité partagée » souligne l'indissociabilité entre croissance économique, bonne gouvernance et protection de l'environnement dans la quête d'une stabilité durable.
La Francophonie dispose aujourd'hui des outils, des compétences et des partenariats nécessaires pour accompagner cette évolution. En renforçant la coopération entre ses États membres et en soutenant des politiques économiques plus responsables, elle peut contribuer à l'émergence d'un espace francophone où la prospérité repose tant sur la création de richesses que sur la préservation du patrimoine naturel.



JULIANA AMATO LUMUMBA

Enquête sur une candidature proche des peuples

Par Jonathan Fontaine



Une candidate pour réinventer la Francophonie

À l'heure où l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) traverse une période de mutations profondes et de questionnements géopolitiques, la candidature de Juliana Amato Lumumba s'impose comme une évidence et une chance historique. Portée par la République démocratique du Congo (RDC) — le plus grand pays francophone au monde —, sa vision insuffle un élan de renouveau à l'espace francophone.

Un symbole universel de dignité et de réconciliation

Le premier atout de Juliana Lumumba réside dans la force de son identité. Fille du héros national Patrice Emery Lumumba, elle incarne une charge symbolique et mémorielle unique, synonyme de dignité, de souveraineté et d'émancipation pour tout le continent africain. Élevée sous la bienveillance de grandes figures du panafricanisme comme Gamal Abdel Nasser, elle possède une légitimité historique rare.

Face aux crises politiques actuelles, notamment dans la région du Sahel, Juliana Lumumba se positionne comme l'unique facilitatrice capable de renouer le dialogue, de restaurer la confiance brisée et de ramener les États suspendus au sein de la famille francophone.

Une femme d'État et une diplomate aguerrie

Au-delà de son patronyme, Juliana Lumumba est une technocrate au parcours d'excellence. Forte de plus de trente ans d'expérience dans la gouvernance publique et les relations internationales, elle a notamment occupé les fonctions de Ministre de la Culture et des Arts en RDC. Son expertise s'étend également au domaine économique, puisqu'elle a dirigé l'Union des chambres de commerce africaines pendant près d'une décennie. Polyglotte accomplie, maîtrisant aussi bien le français et l'anglais que l'arabe, le swahili et le lingala, elle incarne cette Francophonie plurielle, inclusive et ouverte sur le monde.

Le projet d'une « Francophonie des peuples »

Juliana Lumumba ne cherche pas seulement à diriger l'institution : elle souhaite la transformer en profondeur à travers un programme réformateur audacieux. Son ambition est de passer d'une Francophonie purement institutionnelle à une « Francophonie des peuples ». Son projet s'articule autour de piliers concrets :

- L'économie solidaire : avec la création d'une Chambre francophone de commerce et de coproduction industrielle.
- La paix durable : via le lancement d'une Académie francophone de la paix et du bien-être pour former des médiateurs.
- La mobilité des jeunes : grâce à l'instauration d'un « Visa francophone des talents » pour encourager la circulation des savoirs.
- L'innovation : par la mise en place d'une



autorité dédiée à une transition numérique inclusive.

Le poids diplomatique du géant francophone

Enfin, cette candidature bénéficie d'un ancrage géopolitique incontestable. Soutenue sans réserve par le président Félix Tshisekedi et l'ensemble de l'appareil d'État congolais, Juliana Lumumba porte la voix légitime de la RDC. Ce leadership naturel commence déjà à fédérer au-delà des frontières congolaises, comme en témoigne le soutien diplomatique officiel apporté par le Gabon. En choisissant Juliana Lumumba, l'OIF ferait le choix de l'audace, de la réconciliation et d'un avenir partagé. Cela redonnerait à la langue française son rôle de trait d'union entre les cultures et les ambitions de la jeunesse.

Une candidature en phase avec les attentes

L'enquête menée par le Magazine Diplomat Investissement en juillet 2026 dans plusieurs pays francophones d'Afrique fait ressortir des attentes qui rejoignent les priorités du projet de Juliana Lumumba. En effet, 74 % des personnes interrogées constatent une baisse de leur pouvoir d'achat. De plus, 62 % des jeunes diplômés se déclarent sans emploi ou cantonnés à des activités précaires. Enfin, 54 % des 18-30 ans affirment qu'ils émigreraient si une possibilité se présentait. Ces données ne constituent pas un sondage officiel de l'OIF. Elles traduisent néanmoins une attente claire : une Francophonie plus proche des réalités quotidiennes. Le projet de Juliana Lumumba répond à ces préoccupations. Il met l'accent sur la jeunesse, l'emploi, la mobilité, l'économie, la paix, la culture et le numérique.

Une popularité qui doit devenir une majorité

Les résultats du dispositif d'enquête du Magazine Diplomat Investissement (MDI) apportent un éclairage inédit sur la course à l'OIF en 2026. Dans la population francophone africaine interrogée, 75 % des sondés se prononcent en faveur de Juliana Lumumba, contre 15 % pour Louise Mushikiwabo, 7 % pour Coumba Bâ et 3 % pour Dacian Cioloș. Auprès des grands électeurs francophones (53 États et gouvernements membres de plein droit disposant du droit de vote) de la francophonie, la tendance se resserre mais reste favorable à la candidate, qui recueille 52 % des intentions de vote, contre 33 % pour Louise Mushikiwabo, 7 % pour Coumba Bâ, 3 % pour Dacian Cioloș et 5 % d'indécis. Précisons que ces chiffres reflètent l'état d'esprit des sondés au moment de l'enquête MDI et ne constituent pas une prévision du scrutin officiel. Ces données doivent surtout être confrontées aux réalités de l'élection : les citoyens ne votent pas directement. Ce sont les chefs d'État et de gouvernement habilités qui désigneront le prochain Secrétaire général. La question centrale devient donc : comment transformer ce potentiel d'adhésion populaire en une coalition diplomatique solide ?

Les projets phares et réformes concrètes de Juliana Lumumba

- Chambre francophone de commerce solidaire : Stimuler les échanges économiques et le développement partagé entre les États membres.
- Académie francophone de la paix : Renforcer la résolution des conflits et la stabilité régionale sur le continent africain et au-delà.

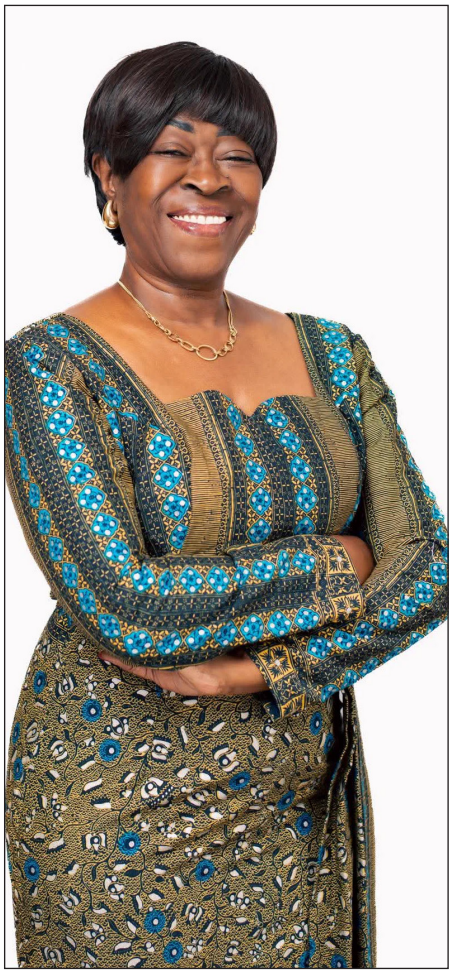
• Initiatives numériques et culturelles: Instaurer une Autorité francophone pour une transition numérique inclusive, créer une Biennale des rencontres interculturelles et lancer un Visa francophone des talents.
• Ancrage populaire : Redonner une légitimité à l'OIF en connectant directement son action aux préoccupations concrètes et quotidiennes des citoyens de l'espace francophone.
• Dialogue avec les pays du Sahel : Favoriser le retour du Mali, du Niger et du Burkina Faso au sein de l'organisation, à travers un dialogue respectueux des règles et une écoute active de leurs motivations.

Les points retenus de notre enquête

• Juliana Amato Lumumba est candidate au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Sa candidature n'est pas dictée par le conflit diplomatique rigide entre Kinshasa et Kigali, mais plutôt par un projet institutionnel mûri de longue date.
• Sa démarche ne s'inscrit pas contre les autres candidatures, mais se veut une candidature de rassemblement pour les pays membres de la Francophonie afin d'apporter des solutions concrètes.
• Elle n'est pas une opportuniste politique; sa candidature a été mûrement réfléchie pour faire face aux enjeux géopolitiques et aux défis mondiaux dans un monde en pleine mutation.
• Sa candidature reflète un intérêt profond et historique pour le rayonnement de l'espace francophone.
• Nous avons remarqué que son discours, jugé parfois « populiste » sur la « Francophonie des peuples » et la souveraineté narrative, séduit l'opinion publique des pays membres de la Francophonie du Sud global.
• Juliana a montré, lors de ses déplacements à l'étranger, sa capacité à mobiliser efficacement les 90 États et gouvernements membres face aux enjeux et aux défis de la Francophonie au XXIe siècle.
• Bien qu'elle n'ait pas été au sommet de l'État, elle a été Ministre de la Culture et s'est montrée très active dans la diplomatie économique, notamment au sein des chambres de commerce africaines.

Axes stratégiques prioritaires restructurés

• Posture de rassembleuse : incarner la



neutralité requise pour le poste en évitant d'importer le conflit de l'Est de la RDC dans les débats de l'OIF.

• Transition doctrinale : transformer le projet du panafricanisme classique en un projet multilatéral moderne.
• Pragmatisme partenarial : rassurer les pays du Nord (notamment la France et le Canada) sur la souveraineté mémorielle grâce à un volet économique, numérique et linguistique concret.
• Ciblage décisionnel : ajuster la communication pour convaincre les chefs d'État plutôt que de chercher une adhésion populaire ou médiatique sans impact sur le vote.
• Légitimité technique : compenser l'absence d'un mandat passé de Première Ministre ou de Présidente par un programme technique extrêmement rigoureux.
• Priorité aux livrables : proposer des réformes concrètes sur l'employabilité des jeunes, l'intelligence artificielle en français et le financement des projets culturels du Sud.
• Dépassement du souverainisme victimaire : éviter l'étiquette de « candidate de la colère » pour s'affirmer comme la candidate de l'espace francophone global, soutenue par la RDC.
• Diversification des soutiens : obtenir rapidement des parrainages officiels en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale, en Europe de l'Est et au Maghreb pour internationaliser sa stature.
• Diplomatie de couloir offensive : mobiliser l'appareil d'État congolais pour négocier des votes de confiance discrets



La Première Ministre de la République démocratique du Congo, Judith Suminwa Tuluka, soutient activement Juliana Amato Lumumba

auprès des 90 États membres, plutôt que pour des effets d'annonce.

• Conquête des indécis : concentrer les efforts sur les pays observateurs et associés en quête d'une gouvernance plus inclusive et moins centralisée.

Stratégie budgétaire et de financement de Juliana Lumumba

Bien que son programme soit axé sur la « Francophonie des peuples » à travers neuf projets phares et une Académie francophone de la paix, la stratégie de Juliana Lumumba pour remédier aux fragilités financières de sa campagne et de l'OIF repose sur des axes forts et des solutions concrètes. Pour crédibiliser son programme auprès des États donateurs et sécuriser le financement de ses promesses, elle structure sa stratégie budgétaire de la manière suivante :

• Apurement immédiat des dettes des membres : Négocier un calendrier de paiement contraignant ou un versement anticipé pour solder définitivement les arriérés de cotisations des États membres auprès de l'OIF.

• Fonds d'amorçage souverain : Obtenir de Kinshasa la création d'un fonds spécial dénommé « Dotation Lumumba » de plusieurs millions de dollars, prouvant ainsi aux autres membres que le pays d'origine cofinance ses propres ambitions.

• Financement de l'Académie de la paix: Mobiliser un engagement ferme de la République démocratique du Congo (RDC) à hauteur de 10 millions de dollars pour la création de l'Académie francophone de la paix, dont l'implantation est prévue à Maluku, dans la périphérie de Kinshasa.



Le Ministre délégué près la Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères, Crispin Mbadu et Juliana Lumumba ont été reçus en audience par Prak Sokhonn, vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Royaume du Cambodge

• Diversification des ressources (Sortir du tout-étatique) : Rompre avec la dépendance exclusive vis-à-vis des contributions des gouvernements en ouvrant l'organisation aux financements privés.

• Création de Partenariats Public-Privé Francophones (PPPF) : Associer les géants du numérique, des télécoms et du secteur bancaire opérant en Afrique francophone (tels que Orange, MTN ou Attijariwafa Bank) pour financer les volets « numérisation » et « éducation » de son programme.

• Mécénat culturel et entrepreneurial : Lancer un club des grands entrepreneurs francophones. En échange d'allégements de charges ou de visibilité, ces acteurs privés parraineraient l'Académie francophone de la paix ainsi que les projets d'insertion professionnelle des jeunes.

• Réforme des mécanismes de financement internes : Instaurer un Fonds de solidarité alimenté par une micro-taxe de manière pérenne pour stabiliser les budgets opérationnels de l'institution.

• Mise en place d'une micro-taxe francophone : Soumettre l'idée d'une contribution infime (de type taxe Tobin) sur les transactions culturelles numériques ou sur les visas d'affaires au sein de l'espace francophone, afin d'alimenter directement les projets de développement dans le Sud Global.

• Sanctuarisation des financements non étatiques : Sécuriser et pérenniser des lignes budgétaires alimentées par des bailleurs privés, des fondations et des fonds de dotation, indépendamment des contributions directes des États membres.

• Mobilisation des coopérations décentralisées : Solliciter les budgets de coopération des grandes régions et métropoles francophones (telles que Paris, Montréal, Bruxelles ou Genève), qui disposent de fonds souvent plus agiles et rapides à mobiliser que les budgets étatiques.

• Alliances stratégiques avec les banques



Juliana Amato Lumumba assurée du soutien du Président tchadien, le Maréchal Mahamat Idriss Déby Itno à sa course au secrétariat général de l'OIF.

de développement : Conclure des accords-cadres avec la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale, le Fonds vert pour le climat (FVC), les Fonds d'investissement climatiques (FIC) et le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA / LDCF) afin de cofinancer les projets de développement durable et d'employabilité des jeunes portés par l'OIF.

Juliana Amato Lumumba possède plusieurs atouts : un héritage historique puissant, le poids diplomatique de la RDC, une expérience gouvernementale et internationale, un projet clairement identifiable et un potentiel d'adhésion important selon l'enquête MDI.

L'enjeu pour elle est désormais de franchir trois étapes : rassurer, rassembler et convaincre. Rassurer les partenaires sur son indépendance et sa vision multilatérale; rassembler les différentes composantes de l'espace francophone; convaincre, enfin, les États que son programme est réalisable. Le 16 novembre 2026, à Phnom Penh, les États membres ne choisiront pas seulement une personnalité. Ils choisiront aussi une vision de l'avenir de l'OIF.

Pour Juliana Lumumba, le véritable défi ne sera pas de démontrer que la Francophonie doit changer, mais de convaincre qu'elle est capable de conduire ce changement au bénéfice de tous. Le pari congolais est lancé. Phnom Penh dira s'il peut devenir celui de toute la Francophonie.



Lors du Sommet Africa Forward 2026, Félix Tshisekedi a présenté à Emmanuel Macron Juliana Amato Lumumba, candidate de la RDC au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie



Monsieur Crispin Mbadu, Ministre délégué près la Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères, en charge de la Francophonie et de la Diaspora congolaise, accompagné de Madame Juliana Amato Lumumba, a tenu une importante séance de travail avec le Professeur Docteur Abdelaziz Konzowa, Ministre égyptien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Madame Fatma El-Zahraa Etman, Ambassadrice et Représentante personnelle (Sherpa) du Président de la République arabe d'Égypte auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie, ainsi que Monsieur Enji El-Samanoudi, Ministre plénipotentiaire aux Affaires étrangères chargé de la Francophonie.

En conclusion
Le pari économique et technologique de Juliana Lumumba

À l'heure où l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) cherche un second souffle, la candidature de Juliana Amato Lumumba incarne une rupture historique. Portée par la République démocratique du Congo, sa feuille de route intitulée « Francophonie des peuples, par les peuples et pour les peuples » propose de transformer l'institution. Son objectif? Passer d'un espace de célébration linguistique à une véritable puissance économique, numérique et solidaire.

L'économie et l'investissement comme moteurs de co-développement

Pour Juliana Lumumba, la langue française doit devenir un levier de prospérité partagée. Sa proposition phare repose sur la création d'une Chambre francophone de commerce solidaire et



Le président du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, et la candidate de la République démocratique du Congo (RDC), Juliana Amato Lumumba, sont liés par des démarches diplomatiques majeures en 2026 concernant la direction de la Francophonie.

de coproduction industrielle. Loin des lourdeurs bureaucratiques habituelles, cette structure vise à connecter directement les investisseurs, stimuler les PME et bâtir des chaînes de valeur locales. L'ambition est claire : stopper l'exportation brute des ressources et privilégier l'industrialisation locale pour que la richesse bénéficie d'abord aux populations productrices.

Le virage de l'Intelligence Artificielle et du numérique

Face à l'hégémonie anglophone dans le secteur de la Tech, Juliana Lumumba sonne l'alarme. L'avenir de la langue française se joue désormais sur les serveurs et dans les algorithmes. Pour relever ce défi, elle propose la mise en place d'une Autorité de la Transition numérique francophone inclusive, en partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF).
Ce projet s'accompagne d'un plan chiffré et pragmatique : un budget de 176 millions d'euros sur quatre ans pour former 100 000 étudiants et 30 000 enseignants à l'IA et aux technologies du futur dans 20 pays pilotes. L'enjeu est de taille : nourrir les modèles d'IA de contenus francophones et plurilingues pour éviter une colonisation culturelle numérique.

Une jeunesse africaine au cœur de la dynamique démographique

Avec 65 % des locuteurs francophones résidant sur le continent africain, la démographie est l'atout majeur de cet espace. Juliana Lumumba refuse de voir cette jeunesse comme un défi migratoire ou sécuritaire, mais plutôt comme une force motrice.

Pour endiguer le chômage de masse, son programme mise sur l'adéquation entre éducation et métiers d'avenir (codage, création numérique, robotique). L'accent est particulièrement mis sur l'autonomisation financière des jeunes filles par l'accès à une éducation de base permanente. De plus, pour libérer l'esprit d'entreprise, elle prône la création d'un «Visa francophone des talents», destiné à fluidifier la mobilité des créateurs et des experts au sein de l'espace francophone.

Moderniser l'OIF : Vers une diplomatie de résultats

La réforme institutionnelle de l'OIF occupe une place centrale dans sa vision. Juliana Lumumba souhaite une gouvernance axée sur les résultats concrets. À travers neuf projets sectoriels majeurs, elle prévoit notamment la création d'une Académie francophone de la paix pour faire de l'organisation un médiateur politique crédible dans la résolution des crises.

Enfin, sa vision intègre une approche inclusive de la diversité : le français comme «langue pivot» qui cohabite et valorise les «langues sœurs» locales. En renforçant les identités nationales plutôt qu'en les effaçant, Juliana Lumumba dessine les contours d'une Francophonie moderne, décomplexée et résolument tournée vers le progrès humain et technologique. ■



Le lien entre le président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou-Nguesso, et Juliana Amato Lumumba (fille du héros national de la RDC, Patrice Lumumba) réside principalement dans le soutien officiel apporté par le Congo-Brazzaville à sa candidature pour le poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Qui est Juliana Amato Lumumba?

L'héritage en partage, la Francophonie en ambition

Fille de Patrice Emery Lumumba, ancienne Ministre, journaliste et femme engagée dans la vie publique congolaise, Juliana Amato Lumumba a construit son propre parcours à la croisée de la mémoire, de la culture, de l'État et de la diplomatie. Aujourd'hui candidate de la RDC au poste de Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, elle porte une vision d'un espace francophone davantage tourné vers les peuples, la jeunesse et le développement.



JULIANA LUMUMBA : INCARNER LE RENOUVEAU FRANCOPHONE
Entre héritage, dignité et modernité, elle brigue le secrétariat général de l'OIF avec un programme résolument tourné vers l'avenir.

Une enfance façonnée par l'histoire

Née en 1955, Juliana Amato Lumumba est encore enfant lorsque son père est assassiné en janvier 1961. Les événements qui suivent conduisent sa famille à l'exil en Égypte. Sous l'influence du président Gamal Abdel Nasser, elle découvre un environnement marqué par le panafricanisme et forge une partie de sa conception de l'Afrique, de la liberté et de la solidarité entre les peuples.

Cette expérience influence également son rapport aux langues et aux cultures. Le français devient pour elle un instrument de communication, d'ouverture et de rapprochement entre les peuples.

Une trajectoire construite au-delà du nom Lumumba

Après des études en France, notamment dans le domaine des sciences sociales, Juliana Amato Lumumba s'engage dans le journalisme. Cette expérience lui permet de développer une connaissance directe de la société, de l'information et des mécanismes du débat public.

Elle rejoint ensuite les institutions congolaises sous la présidence de Laurent-Désiré Kabila. Elle exerce plusieurs responsabilités gouvernementales dans les secteurs de l'information, de l'éducation et de la culture.

Son passage au ministère de l'Éducation constitue une étape importante de son parcours. Dans une période de reconstruction nationale, elle évolue dans un secteur déterminant pour l'avenir du pays. Cette expérience contribue à renforcer sa conviction que la formation et le capital humain constituent des conditions essentielles du développement. Elle poursuit son action au ministère de la Culture et des Arts. Elle y défend la valorisation du patrimoine et de la diversité culturelle congolaise. Son intérêt pour les langues nationales s'inscrit dans la même logique de cohésion et d'inclusion. Cette diversité d'expériences donne une cohérence particulière à son parcours. Information, éducation et culture deviennent chez elle des instruments de construction nationale.

Une mémoire devenue responsabilité

La mémoire de Patrice Lumumba demeure naturellement présente dans son parcours. Mais Juliana Amato Lumumba a progressivement transformé cet héritage familial en une responsabilité publique.
La restitution en 2022 de la relique de son père par la Belgique constitue à cet égard un moment majeur. Au-delà de la dimension familiale, cet événement a ravivé les questions liées à la mémoire coloniale, à la souveraineté et à la dignité des peuples africains.





Cette expérience donne aujourd'hui une profondeur particulière à son discours international. Elle porte une mémoire historique tout en cherchant à l'inscrire dans les enjeux du présent.

De l'expérience nationale à l'ambition francophone

Sa candidature à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie constitue une nouvelle étape de cette trajectoire.
Soutenue par la RDC, elle défend le concept d'une « Francophonie des peuples». Son projet « Neuf projets neufs pour une Francophonie neuve » entend



rapprocher l'organisation des réalités économiques, sociales et culturelles de ses populations.
La jeunesse, les femmes, l'éducation, l'entrepreneuriat, la culture, la paix et la coopération économique occupent une place importante dans cette vision.

Cette orientation est directement liée à son parcours. Son expérience dans l'éducation nourrit son intérêt pour la formation des jeunes. Son passage par la culture éclaire son attachement à la diversité des peuples francophones. Son expérience journalistique renforce son intérêt pour le dialogue et la circulation des idées.

Une Francophonie tournée vers le développement

Pour Juliana Amato Lumumba, la Francophonie ne peut plus être seulement un espace linguistique et institutionnel. Elle doit aussi devenir un espace d'opportunités économiques, de mobilité, d'innovation et de coopération.
Cette vision prend une importance particulière dans un espace où l'Afrique représente désormais une composante démographique et économique majeure. La question est donc de savoir comment transformer cette force démographique en véritable puissance de développement.
La réponse qu'elle avance passe notamment par une meilleure place accordée à la jeunesse, aux femmes, aux entrepreneurs et aux acteurs de la société civile.

Une candidature qui porte aussi l'ambition de la RDC

Pour la RDC, cette candidature possède une portée diplomatique particulière. Le pays entend mettre en avant son poids démographique, culturel et linguistique dans un espace francophone en pleine transformation.

Mais au-delà de l'enjeu national, Juliana Amato Lumumba cherche à inscrire sa candidature dans une réflexion plus large sur l'avenir de la Francophonie et sur la place de l'Afrique dans la gouvernance internationale.

Son parcours raconte finalement une trajectoire singulière : partir d'un héritage historique immense, construire sa propre expérience dans le journalisme et l'État, puis porter cette expérience sur la scène internationale. Juliana Amato Lumumba ne cherche donc pas seulement à faire vivre une mémoire. Elle entend en faire une force pour penser l'avenir. ■



Olivier TSHIBOLA MUKUMA
Vision et grands chantiers

La transformation logistique et l'attractivité économique de la République Démocratique du Congo franchissent un cap décisif sous l'impulsion d'une nouvelle gouvernance.

Par Jonathan Fontaine



Pour ce grand entretien exclusif, Magazine Diplomat Investissement a le privilège d'accueillir Olivier Tshibola Mukuma, Directeur Général de l'Office de Gestion du Fret Multimodal (OGEFREM). Depuis sa prise de fonction en juin 2026, il déploie une feuille de route ambitieuse visant à faire de cet établissement public le véritable bras armé de l'État dans la régulation du fret. De la révolution numérique marquée par le lancement de la plateforme SYGREM à l'alignement de la RDC sur les standards B-Ready de la Banque mondiale, en passant par le chantier titanesque du Port Sec de Kasumbalesa prévu pour début 2027, Olivier Tshibola Mukuma lève le voile sur sa stratégie collaborative, axée sur l'ambition régionale faire de la RDC » (et « un hub logistique régional avec l'OGEFREM ».

Découvrez l'entretien d'un manager résolument axé sur l'intégrité, l'innovation et les résultats.

Magazine Diplomat investissement : Monsieur le Directeur général, vous avez pris les rênes de l'OGEFREM en juin 2026. Quels sont les principaux piliers sur lesquels repose votre gouvernance ?

Olivier Tshibola Mukuma : Ma gouvernance repose sur quatre piliers fondamentaux : le respect, la cohésion nationale au sein de l'office, l'intégrité et une gestion rigoureuse axée sur les résultats. L'OGEFREM compte plus de 1 300 agents. Mon objectif est de fédérer toutes les compétences, en parfaite synergie avec le Conseil d'Administration, pour faire de cet établissement public le véritable bras armé de l'État dans la régulation du fret multimodal.



Port Sec de Kasumbalesa: En présence de Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Transports, Voies de communication et Désenclavement Jean Pierre BEMBA GOMBO, le Directeur Général de l'OGEFREM Monsieur Olivier TSHIBOLA MUKUMA ouvre les travaux de restitution de la Due Diligence.

Magazine Diplomat investissement: La digitalisation est au cœur de votre mandat. Vous venez de lancer officiellement la plateforme SYGREM. Quel est l'impact réel de cet outil pour les chargeurs congolais ?

Olivier Tshibola Mukuma : Le Système de Gestion des Redevances Multimodales (SYGREM) est une révolution pour notre commerce extérieur. Il permet une traçabilité numérique de bout en bout des cargaisons à l'importation et à l'exportation. Pour les opérateurs économiques, cela signifie moins de bureaucratie, des délais de traitement réduits et une sécurisation totale des fiches électroniques (FERI/FERE). Pour l'État, c'est la garantie d'une transparence financière accrue, notamment sur les flux de produits stratégiques comme les hydrocarbures ou les produits miniers.



Le 22 octobre 2026 Le Directeur Général de l'OGEFREM Monsieur Olivier TSHIBOLA MUKUMA a été chaleureusement accueilli par les responsables de Shanghai Hongqiao International Central Business District

Magazine Diplomat investissement: La RDC participe activement aux évaluations de l'environnement des affaires de la Banque mondiale. Comment l'OGEFREM s'inscrit-il dans cette dynamique ?

Olivier Tshibola Mukuma : Nous sommes pleinement engagés dans le programme B-Ready de la Banque mondiale. En modernisant nos infrastructures numériques et en simplifiant l'assistance aux chargeurs via nos directions techniques, nous réduisons les coûts et les délais logistiques. Rendre la RDC plus attractive pour les investisseurs internationaux passe impérativement par un corridor logistique fluide et fiable.





L' OGEFREM a installé ses bureaux au cœur du quartier d'affaires de Hongqiao en Chine : Le Directeur Général Monsieur Olivier TSHIBOLA MUKUMA accompagné des directeurs sectoriels, des assistants et des agents de l'OGEFREM.

Magazine Diplomat investissement: Parmi les grands projets d'infrastructure, où en est-on avec le projet du Port Sec de Kasumbalesa?

Olivier Tshibola Mukuma : C'est un projet titanesque et hautement stratégique pour le Grand Katanga et la frontière sud de notre pays. Nous finalisons actuellement les étapes préparatoires pour que les travaux de construction puissent démarrer au début de l'année 2027. Ce hub logistique va permettre de désengorger la frontière, de sécuriser le fret en transit et de transformer la RDC en une véritable plaque tournante commerciale pour l'Afrique australe.



Magazine Diplomat investissement: Vous multipliez également les partenariats nationaux, notamment avec la DGDA ou des opérateurs privés comme AMICONGO SA. Pourquoi cette approche collaborative?

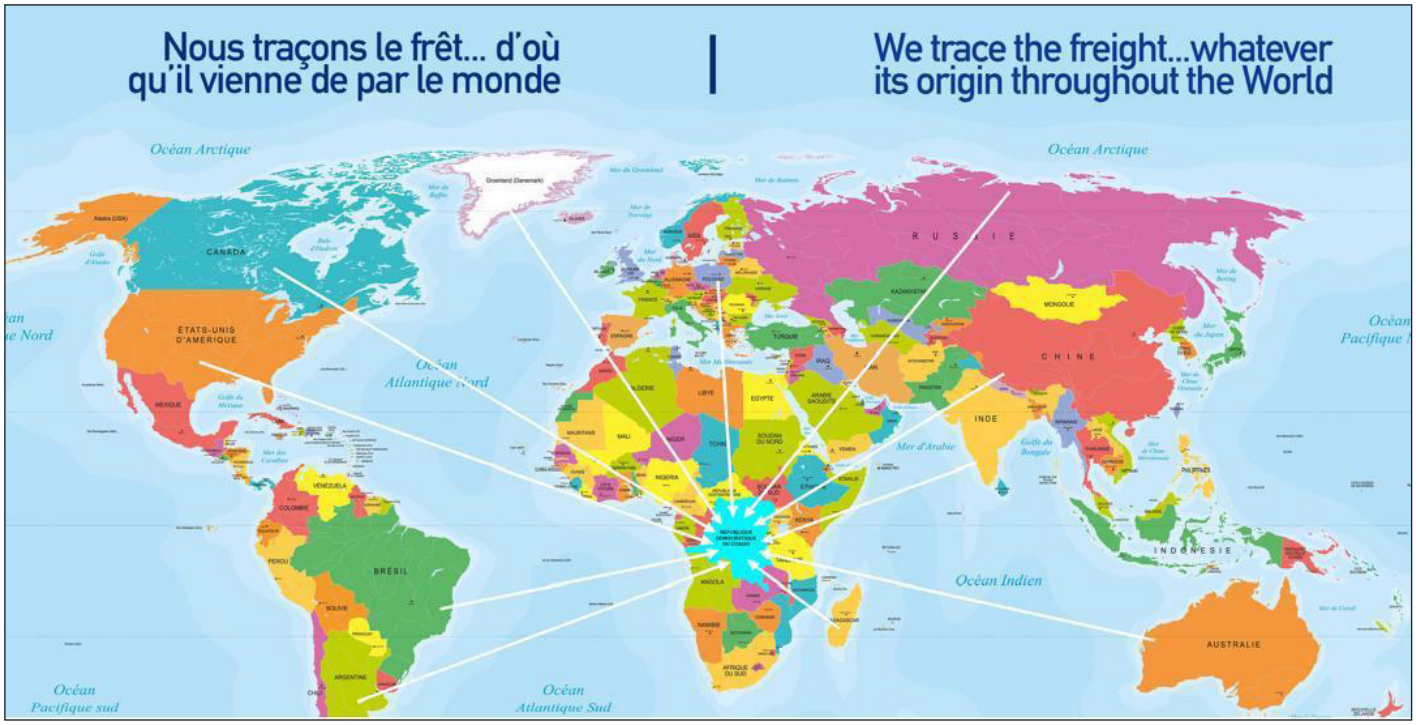
Olivier Tshibola Mukuma : Le désenclavement et la performance logistique de la RDC ne peuvent pas se faire en silo. Qu'il s'agisse de la douane ou des commissionnaires agréés, nous partageons le même espace opérationnel. En renforçant notre diplomatie institutionnelle et nos partenariats, nous créons des écosystèmes intégrés. C'est par exemple le cas sur l'axe Muanda-Kinshasa où nous planifions des aires de stationnement sécurisées pour les transporteurs, ce qui bénéficie à toute la chaîne logistique.



OGEFREM - PADS: Pour le Directeur Général de l'OGEFREM, Monsieur Olivier TSHIBOLA MUKUMA dans son mot de circonstance, cette plateforme s'inscrit dans la dynamique de digitalisation prônée par le Président de la République, Félix-Antoine TSHISEKEDI Tshilombo ,et soutenue par le Gouvernement conduit par Son Excellence Madame la Première Ministre Judith SUMINWA

OGEFREM

Poumon logistique et accélérateur de la croissance économique en RDC



À l'heure où la République Démocratique du Congo accélère sa mutation pour s'affirmer comme le hub commercial incontournable de l'Afrique centrale, l'Office de Gestion du Fret Multimodal (OGEFREM) s'impose comme le pivot de cette ambition nationale. Sous l'impulsion de sa nouvelle équipe dirigeante, incarnée par le Directeur Général Olivier Tshibola Mukuma, l'Office déploie une stratégie d'envergure alliant révolution numérique, modernisation des infrastructures et facilitation du commerce extérieur. Plongée au cœur d'un établissement public au service de la prospérité congolaise.

L'assurance d'une traçabilité totale pour un commerce extérieur fort.

Le régulateur stratégique du commerce extérieur

Créé pour défendre les intérêts des chargeurs congolais et optimiser la chaîne logistique, l'OGEFREM joue un rôle macroéconomique vital. En régulant le fret multimodal (maritime, aérien, routier et ferroviaire), l'Office garantit la fluidité des approvisionnements du pays et la compétitivité des exportations nationales (minerais, hydrocarbures, produits agricoles). Chaque conteneur, chaque tonne de marchandise qui entre ou sort de la RDC bénéficie de l'expertise de l'Office. En veillant à la réduction des coûts et des délais d'acheminement, l'OGEFREM protège directement le pouvoir d'achat des ménages congolais et sécurise les investissements des opérateurs économiques.

2026 : Le grand saut vers la digitalisation avec SYGREM

L'année 2026 marque un tournant historique pour l'Office. Conscient que la compétitivité moderne repose sur l'immédiateté et la transparence de l'information, le Directeur Général Olivier Tshibola Mukuma a lancé une réforme technologique sans précédent : le SYGREM (Système de Gestion des Redevances Multimodales). Déployé en synergie avec des partenaires technologiques de premier plan, le SYGREM automatise et sécurise la délivrance des documents de traçabilité essentiels comme la FERI (Fiche Électronique de Renseignements à l'Importation) et la FERE (Fiche Électronique de Renseignements à l'Exportation).

Les avantages de cette révolution numérique sont immédiats pour l'économie congolaise :

- Transparence totale : Élimination des intermédiaires opaques et traçabilité de bout en bout des cargaisons.
- Maximisation des recettes de l'État : Canalisation rigoureuse des redevances directement liées aux flux commerciaux.
- Amélioration du climat des affaires : Alignement de la RDC sur les standards internationaux du programme B-Ready de la Banque mondiale.



Kinshasa, le 1er septembre 2026 : lancement officiel du système d'exploitation SYGREM , destiné à renforcer la gestion et la traçabilité des instruments de suivi du fret congolais en présence de Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Transports, Voies de communication et Désenclavement Jean- Pierre BEMBA, Monsieur le Président du Conseil d'administration de l'OGEFREM AMISI MAKUTANO et Monsieur le Directeur Général de l'OGEFREM Olivier TSHIBOLA MUKUMA



LA RÉVOLUTION SYGREM EN CHIFFRES

AVANT (Papier)	AUJOURD'HUI (Numérique)
Formalités lentes	Traitement instantané
Risques de falsification	Documents cryptés sécurisés
Suivi manuel du fret	Géolocalisation des flux

Des infrastructures d'envergure pour désenclaver la RDC

La contribution de l'OGEFREM au développement économique se mesure également par son ancrage territorial. Pour fluidifier les corridors logistiques majeurs, l'Office multiplie les projets structurants.
Sur le corridor Ouest (Muanda-Matadi-Kinshasa), l'aménagement d'aires de stationnement sécurisées offre désormais aux transporteurs routiers des conditions optimales de repos et de sécurité, réduisant drastiquement les pertes de marchandises.

Au Sud, le projet titanesque du Port Sec de Kasumbalesa, dont le coup d'envoi des travaux de construction est prévu pour le début de l'année 2027, s'apprête à métamorphoser la frontière avec la Zambie. Ce hub logistique de dernière génération va désengorger l'un des postes frontaliers les plus actifs d'Afrique, accélérer le transit des produits miniers du Grand Katanga et capter d'importants flux financiers au profit du Trésor public.

Une diplomatie institutionnelle au service de l'intégration régionale

L'OGEFREM ne travaille pas en vase clos. Sous la direction d'Olivier Tshibola Mukuma et de son adjoint Emmanuel Mayele Samba, l'Office a renforcé ses alliances stratégiques. Le partenariat accru avec la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et les leaders privés de la logistique comme AMICONGO SA permet de créer un guichet unique virtuel indispensable à l'efficacité économique.

En positionnant la RDC comme le carrefour logistique naturel entre l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et la zone australe (SADC), l'OGEFREM traduit en actes la vision de connectivité portée par les plus hautes autorités du pays.

L'OGEFREM et vous : Construire l'avenir ensemble

Qu'il s'agisse d'assister les petits commerçants transfrontaliers ou d'accompagner les géants industriels, l'OGEFREM reste fidèle à sa mission : être le bouclier et le facilitateur du commerce congolais. Plus moderne, plus transparent et résolument tourné vers l'avenir, l'Office de Gestion du Fret Multimodal démontre chaque jour que la maîtrise de la logistique est la clé de voûte de l'émergence économique de la République Démocratique du Congo. ■

LE VISAGE DE LA MODERNISATION NUMÉRIQUE À L'OGEFREM

Depuis le 10 juin 2026, les couloirs de l'Office de Gestion du Fret Multimodal (OGEFREM) vibrent sous une nouvelle impulsion. À la tête de cet établissement public stratégique, pièce maîtresse du commerce extérieur de la République Démocratique du Congo, s'est installé un homme de méthode et de vision : Olivier Tshibola Mukuma. Succédant à Emmanuel Mayele Samba (désormais Directeur Général Adjoint), il incarne le renouveau managérial voulu par les hautes autorités de l'État pour redynamiser la régulation et la traçabilité du fret congolais.

La méthode Tshibola : Cohésion et intégrité

Dès sa prise de fonction, Olivier Tshibola Mukuma a imprimé sa marque en instaurant quatre piliers cardinaux : le respect, la cohésion, l'intégrité, et une gestion farouchement axée sur les résultats. Loin des technocrates déconnectés du terrain, le nouveau Directeur Général s'est immédiatement attelé à l'écoute de ses équipes. À travers des réunions sectorielles approfondies avec les différentes directions de l'Office — à l'instar de la Direction des Facilitations et d'Assistance aux Chargeurs (DFAC) —, il a pris le pouls des réalités quotidiennes des quelque 1383 agents que compte l'Office. Son crédo est clair : la performance globale ne peut naître que d'un climat social apaisé et d'une synergie parfaite avec le Conseil d'Administration, présidé par Adolphe Amisi Makutano.

L'artisan de la révolution numérique du fret

Si le management d'Olivier Tshibola Mukuma devait se résumer en un mot, ce serait « digitalisation ». Conscient des faiblesses logistiques historiques de la RDC et des exigences de l'évaluation économique mondiale (telle que le programme B-Ready de la Banque mondiale auquel il participe activement), il a placé le numérique au cœur de sa stratégie de gouvernance.
Le premier grand coup d'éclat de son mandat s'est matérialisé en septembre 2026 avec le lancement officiel de SYGREM (Système de gestion des redevances multimodales). Conçu en partenariat avec PADS Corporation, cet outil révolutionnaire introduit une traçabilité numérique de bout en bout pour les cargaisons entrant et sortant du territoire, modernisant radicalement l'usage des fiches électroniques (FERI et FERE). Pour le commerce extérieur congolais, c'est la promesse de formalités réduites, de recettes sécurisées et d'une transparence accrue, notamment pour les secteurs névralgiques des hydrocarbures et des produits agricoles.

Cap sur les grands défis de demain

Le regard d'Olivier Tshibola Mukuma est résolument tourné vers l'avenir. Au-delà de la dématérialisation des procédures, le Directeur Général pilote des chantiers d'envergure nationale qui redéfiniront la cartographie logistique de la sous-région. Parmi ses priorités figurent l'aménagement d'aires de stationnement sécurisées sur le corridor Muanda-Kinshasa, mais surtout le projet titanesque du futur Port Sec de Kasumbalesa. Prévu pour amorcer ses travaux début 2027, ce hub logistique ambitionne de fluidifier les échanges à la frontière Sud du pays.

À travers une diplomatie institutionnelle active, marquée par des rapprochements stratégiques avec les douanes (DGDA) ou des leaders de la logistique comme AMICONGO SA, Olivier Tshibola Mukuma s'affirme comme le manager du désenclavement. Sous sa direction, l'OGEFREM ne se contente plus de gérer le fret : il ambitionne de propulser la RDC au rang de véritable plaque tournante commerciale de l'Afrique centrale.



Siège social de l'OGEFREM

Le réveil de l'Asie francophone

Cambodge, Laos, ViêtNam, terres d'avenir et d'opportunités

Par José Tete W.

La péninsule indochinoise est devenue le nouveau moteur de la croissance asiatique. Porté par une jeunesse hyperconnectée et des réformes audacieuses, le Viêt Nam s'impose comme la nouvelle usine technologique du monde. À ses côtés, le Cambodge et le Laos accélèrent leur transition numérique et logistique. Ensemble, ils offrent un écosystème unique pour les investisseurs internationaux, alliant stabilité politique, ouverture des marchés et corridors commerciaux stratégiques face aux géants régionaux.

L'écologie et l'eau : Les nouveaux visages de la résilience

Le destin de ces trois nations reste indissociable du fleuve Mékong. Face aux bouleversements climatiques et aux défis de la gestion hydroélectrique, l'Asie francophone invente de nouveaux modèles de développement durable. De la modernisation de l'agriculture connectée au Viêt Nam à la préservation des ressources halieutiques du Tonlé Sap au Cambodge, la région se positionne comme un laboratoire de la transition écologique en milieu tropical, attirant les expertises mondiales les plus pointues.

La Francophonie du futur : Un réseau d'affaires mondial

L'accueil du 20e Sommet de la Francophonie au Cambodge symbolise le renouveau d'une alliance historique. En Asie du Sud-Est, le français n'est plus seulement la langue de la diplomatie : c'est un accélérateur de carrière et un passeport pour le commerce international. Des milliers d'étudiants, d'ingénieurs et d'entrepreneurs locaux choisissent la langue de Molière pour se démarquer sur le marché mondial, créant un pont direct entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Entre héritage culturel unique, croissance économique fulgurante et ouverture internationale, l'ancien espace indochinois s'impose désormais comme le nouveau moteur de l'Asie du Sud-Est. Voyage au cœur d'une région en pleine métamorphose où la francophonie devient un accélérateur de business.

Trois nations, trois trajectoires de réussite

Pour mieux comprendre ce dynamisme, voici un aperçu des forces qui caractérisent chacun de ces trois marchés en pleine expansion :

•Le ViêtNam : Le dragon industriel de l'Asie

•Son positionnement : Hub technologique et manufacturier incontournable à l'échelle mondiale.

• Ses forces : Une main-d'œuvre ultra-qualifiée, une intégration massive dans les chaînes de valeur de la tech (électronique, smartphones) et des accords commerciaux majeurs avec l'Union Européenne.

• L'atout francophone : Un réseau d'affaires solide et une élite hautement éduquée, souvent formée dans les filières bilingues d'excellence.



La Cité Impériale de Hué (Centre)

Capitale du pays sous la dynastie Nguyen entre 1802 et 1945, l'Ensemble de monuments de Huế est le complexe historique le plus vaste et le plus majestueux du pays. Inspiré de la Cité Interdite de Pékin, ce site fortifié au bord de la rivière des Parfums abrite des palais royaux, des temples et des portes monumentales comme la célèbre porte Ngo Mon

•Le Cambodge : Le champion de l'agilité et de la diversification

o Son positionnement : Une économie en pleine transition industrielle et immobilière.

o Ses forces : Une croissance robuste portée par l'ouverture aux investissements étrangers, une modernisation rapide de son agriculture et un secteur touristique haut de gamme centré sur le joyau d'Angkor.

o L'atout francophone : Une proximité culturelle historique très forte qui facilite l'implantation des entreprises et des industries créatives européennes.

• Le Laos : La batterie verte et le carrefour logistique de la région

o Son positionnement : Le carrefour stratégique reliant la Chine au reste de l'ASEAN.

o Ses forces : Un potentiel hydroélectrique géant axé sur l'exportation d'énergie propre et un désenclavement total grâce à de nouvelles infrastructures ferroviaires et routières majeures.

o L'atout francophone : Une diplomatie active au sein de l'OIF et la préservation d'un patrimoine architectural colonial unique, classé à l'UNESCO (Luang Prabang).

La carte francophone : Un pont d'affaires exclusif

Dans cette course à la modernité, cet héritage linguistique fait toute la différence. Loin d'être un simple souvenir du passé, le français est aujourd'hui une langue d'opportunités économiques et diplomatiques.

Portée par une jeunesse dynamique, l'éducation bilingue forme les décideurs de demain. Les réseaux universitaires et les institutions de la Francophonie structurent un écosystème unique. Pour les entreprises internationales, cet ancrage facilite les négociations, sécurise les partenariats juridiques et crée un climat de confiance mutuelle unique en Asie.



Angkor Wat (Siem Reap).
C'est le plus grand monument religieux au monde et le symbole absolu du pays (il figure d'ailleurs sur le drapeau national). Construit au XIIe siècle par le roi Suryavarman II, ce chef-d'œuvre de l'architecture khmère était initialement dédié au dieu hindou Vishnou avant de devenir un temple bouddhiste.

Investir aujourd'hui dans l'Asie de demain

Choisir le Cambodge, le Laos ou le Viêt Nam, c'est parier sur des marchés en pleine transition verte, digitale et industrielle. Les gouvernements locaux multiplient les réformes pour accueillir les investissements responsables et moderniser leurs infrastructures.

Que ce soit pour sous-traiter, exporter ou implanter une activité, l'Asie francophone offre un cadre sécurisé, un multi-alignement diplomatique stable et une qualité de vie incomparable. ■



Le Pha That Luang est le monument le plus célèbre et le plus sacré du Laos.
Situé au cœur de la capitale, Vientiane, ce majestueux stupa bouddhiste entièrement recouvert d'or s'élève à 44 mètres de hauteur et incarne à la fois la souveraineté nationale et la ferveur bouddhiste du pays.

RDC : LA FUTURE USINE NUMÉRIQUE MONDIALE

Cœur battant de l'Intelligence Artificielle mondiale : Le plan secret de Kinshasa



Jean Tele Udimba, Président du Groupe Diplomat investissement

Par Jean Tele Udimba

Alors que la Silicon Valley et Pékin se livrent une guerre sans merci pour la suprématie de l'Intelligence Artificielle (IA), un nouvel acteur s'apprête à bouleverser l'échiquier géopolitique mondial. Ce géant ne se trouve ni en Occident, ni en Asie, mais au centre du continent africain. La République Démocratique du Congo (RDC), longtemps perçue uniquement comme un réservoir de matières premières brutes, ambitionne désormais de devenir le centre névralgique et le moteur écologique de l'IA globale.

À l'horizon 2050, la République Démocratique du Congo s'imposera comme la future usine numérique mondiale de l'Intelligence Artificielle en réunissant sur son sol le triptyque stratégique : les minerais critiques, l'or bleu et l'énergie propre. Le pays ambitionne d'accueillir les infrastructures majeures et les méga-Data Centers des géants de la Tech pour transformer la donnée directement sur place.

Pour réussir ce pari audacieux, Kinshasa dispose d'un triptyque unique au monde : une puissance énergétique verte colossale, une réserve d'eau douce inégalée et le monopole des métaux du futur.

RDC 2050 : L'avènement de l'usine numérique mondiale de l'Intelligence Artificielle

La véritable matrice de l'Intelligence Artificielle (IA) prendra racine en République Démocratique du Congo. En réunissant sur son sol les trois piliers physiques indispensables à la révolution numérique — les minerais critiques, l'or bleu et l'énergie propre —, la RDC s'imposera comme le pivot incontournable de la transition technologique mondiale. D'ici 2050, le pays ambitionne de devenir le centre névralgique de la Tech où s'installeront les plus grands méga-Data Centers de la planète.

On imagine souvent l'Intelligence Artificielle comme une entité virtuelle, flottant dans un « Cloud » immatériel. C'est une illusion. Derrière chaque requête envoyée à un robot conversationnel, derrière chaque algorithme prédictif, se cache une infrastructure physique colossale : des supercalculateurs surchauffés, des milliers de kilomètres de câbles et des batteries à haute capacité.
Pour faire tourner cette gigantesque usine numérique, la tech mondiale a un besoin absolu de trois ressources fondamentales. Un triangle de puissance que la République Démocratique du Congo possède en abondance et qui s'apprête à redéfinir la géopolitique mondiale.

1. Le sous-sol congolais, berceau des puces et des batteries

Le premier sommet de ce triangle est minéral. Sans le sous-sol de la RDC, l'architecture physique de l'IA s'effondre. Le pays fournit aujourd'hui près de 70 % du cobalt mondial, composant indispensable pour stabiliser les batteries des géants de la Tech. Plus encore, ses réserves massives de coltan (tantale) alimentent la fabrication des condensateurs de nos smartphones et des puces électroniques de dernière génération. Enfin, avec l'explosion de la demande en cuivre pour connecter les centres de données (Data Centers), la RDC, premier producteur d'Afrique, réaffirme son rôle de fournisseur stratégique mondial.

La nouvelle doctrine de Kinshasa est claire:

le temps de l'exportation brute est révolu. En exigeant la transformation locale de ces métaux critiques et en créant une chaîne de valeur intégrée, la RDC pousse les fabricants de composants à installer leurs usines de puces et leurs parcs de serveurs directement à la source des matériaux.



Cobalt & Coltan



Cobalt



Cuivre





Fleuve Congo

2. L'Or Bleu : L'atome thermique des Data Centers

ex. « le refroidissement des data centers

On l'oublie souvent, mais l'IA a une soif immense. Les centres de données des géants du Net (Google, Microsoft, OpenAI) consomment des millions de litres d'eau douce chaque jour pour une mission critique : refroidir les serveurs en surchauffe constante. Grâce au majestueux fleuve Congo et à son bassin, la RDC détient plus de 50 % des réserves d'eau douce du continent africain. Cet « Or Bleu » n'est plus seulement une ressource vitale pour les populations; il devient le garant de la viabilité environnementale des supercalculateurs de demain.



La République démocratique du Congo (RDC) possède l'un des réseaux hydrographiques les plus puissants et étendus au monde, dominé par le fleuve Congo et ses nombreux affluents

3. Inga, le moteur énergétique de la tech décarbonée

Le troisième pilier est l'énergie. L'apprentissage profond (Deep Learning) est un gouffre électrique. Face à l'urgence climatique, la tech ne peut plus se nourrir d'énergies fossiles. C'est ici que la RDC abat sa carte maîtresse : un potentiel hydroélectrique estimé à plus de 100 000 mégawatts, porté par le site unique des Chutes d'Inga. Le développement de projets comme Grand Inga offre la promesse d'une énergie abondante, stable et 100 % verte, idéale pour implanter les futurs Data Centers écologiques directement à la source.

Le cœur battant de l'IA mondiale

À l'horizon 2050, la RDC ne sera plus un simple réservoir de matières brutes exportées aux quatre coins du globe. Le pays est en passe de devenir l'usine numérique mondiale.Pour maximiser l'efficacité de leurs algorithmes et éliminer les coûts de transport des ressources, tous les titans de l'industrie technologique de Microsoft à Nvidia, en passant par Amazon et Google s'installeront directement en RDC. Ils y déploieront

leurs infrastructures majeures de calcul. En implantant leurs méga-Data Centers sur le sol congolais, ces entreprises viendront puiser à la source même de ce triangle stratégique : une électricité propre et continue, un système de refroidissement naturel unique au monde, et un accès direct aux composants minéraux critiques.

Une souveraineté numérique africaine et globale

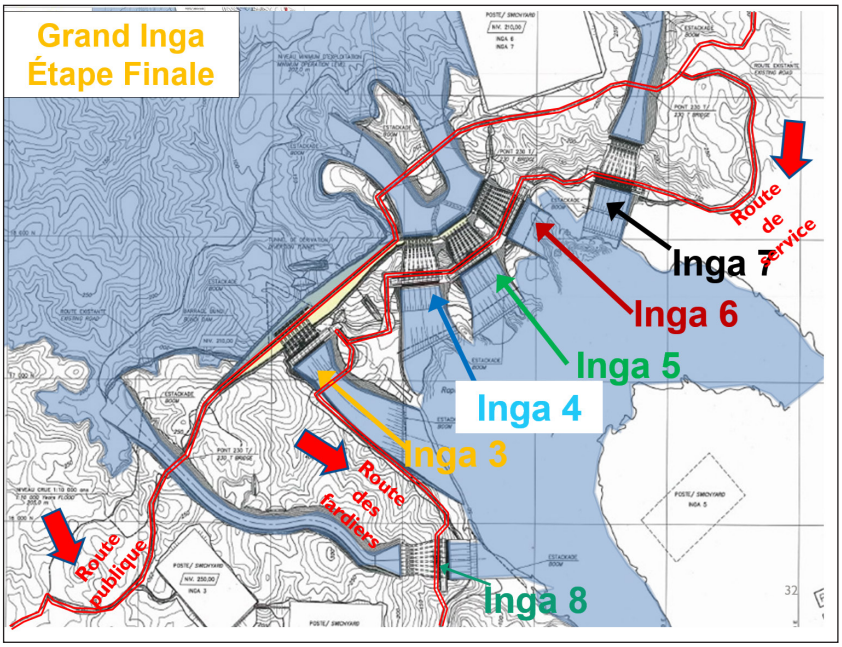
Détenir ce triangle unique confère à la RDC une responsabilité et une opportunité historique. Le grand défi de ce siècle est de capter et de transformer la donnée directement sur place.

Des initiatives émergent déjà pour cartographier intelligemment ces ressources grâce à des outils numériques locaux, préparant le terrain pour l'industrialisation numérique du pays. En maîtrisant la matière, le refroidissement et l'énergie, la République Démocratique du Congo ne regarde pas passer le train de l'Intelligence Artificielle : d'ici 2050, elle en devient la gare centrale.

Le défi de la transformation: De la vision à la réalité

Le narratif est séduisant, mais le chemin reste semé d'embûches. Pour devenir ce hub mondial, la RDC doit impérativement pacifier durablement l'Est du pays et ses régions minières, instaurer une bonne gouvernance, lutter contre la corruption, assainir son climat des affaires pour rassurer les investisseurs institutionnels, industriels et accélérer la construction effective des infrastructures du projet Grand Inga. Le pays ne veut plus simplement regarder le train de la révolution technologique passer, ou pire, se faire piller les ressources nécessaires à sa construction. En unissant l'énergie du fleuve, la fraîcheur de son eau et la richesse de son sous-sol, la RDC pose les bases d'une souveraineté numérique africaine et s'impose comme le partenaire incontournable de la tech de demain.

L'avenir de l'Intelligence Artificielle ne s'écrira pas seulement avec des lignes de code, il s'écrira en République Démocratique du Congo.



Le projet de méga-barrage Grand Inga en République Démocratique du Congo (RDC) possède une puissance installée projetée totale allant de 42 000 MW à 45 275 MW, ce qui en ferait la plus grande centrale hydroélectrique du monde.





Un triangle de puissance que la République Démocratique du Congo possède en abondance et qui s'apprête à redéfinir la géopolitique mondiale.

CNSS RDC

Le bouclier social, le moteur économique et le bâtisseur d'une nation en pleine mutation

Baron Tete et Jonathan Fontaine

Pensions, prestations aux familles, prise en charge des risques professionnels : la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) accompagne les travailleurs et leurs familles face aux aléas de la vie. Cet établissement public valorise également son patrimoine et réalise des investissements pour consolider le régime général de sécurité sociale et contribuer au développement de la République démocratique du Congo.

Une protection sociale qui se modernise
La loi n° 16/009 du 15 juillet 2016 a profondément renouvelé le cadre du régime général de sécurité sociale en RDC, en élargissant les catégories de personnes pouvant bénéficier d'une protection sociale. Cette évolution ouvre la voie à une couverture plus inclusive, notamment pour les travailleurs du secteur informel, dans les conditions prévues par la législation.

La poursuite de cette ambition s'inscrit dans la vision du Chef de l'État, S. E. M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, en faveur d'une protection sociale accessible à tous les Congolais.



Charles Mudiay, Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)



Siège social de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

Pour rapprocher ses services des assurés et des employeurs, la Caisse développe la télédéclaration et le paiement des prestations par voie bancaire. La simplification des démarches, l'amélioration du recouvrement des cotisations et la régularité du versement des prestations constituent des axes essentiels de cette modernisation.
Cette dynamique se traduit également par des investissements dans les infrastructures sanitaires et par la valorisation des actifs immobiliers. La construction du Centre hospitalier Tshisekedi Tshilombo, les projets hospitaliers annoncés dans d'autres provinces et la réhabilitation de l'hôtel Congo Palace à Kisangani en sont des illustrations. Ces initiatives visent à renforcer les ressources de l'institution tout en développant des services utiles à la population.

Les réalisations accomplies sous la direction de Monsieur Charles Mudiay Kazadi ont été saluées par le Gouvernement de la République, qui lui a décerné la médaille d'or du mérite civique en reconnaissance de sa contribution à la modernisation de l'administration publique.

Le Trophée Tombwama du meilleur mandataire public lui a également été attribué, en reconnaissance de la transparence de gestion et de la qualité de sa gouvernance.
Ces distinctions soulignent le chemin parcouru et accompagnent une ambition qui demeure au cœur de son action : faire des réformes et des investissements de la CNSS des avancées concrètes pour les assurés. L'enjeu est de renforcer durablement la protection des travailleurs et de leurs familles, tout en contribuant au développement du pays. ■

CHARLES MUDIAY KAZADI

Un parcours au service de la transformation

Charles Mudiay Kazadi dirige la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) depuis décembre 2022. Après avoir exercé les fonctions de Directeur général adjoint d'août 2015 à décembre 2022, il dispose d'une connaissance approfondie du fonctionnement de cette institution et des défis auxquels elle fait face. À son accession à la Direction générale, il s'est imposé un crédo : matérialiser la vision du Chef de l'État en faisant de la sécurité sociale un levier de dignité humaine.

À la tête de la CNSS, il conduit, avec les organes de gouvernance et les équipes, des actions visant à améliorer les prestations, à préserver les ressources et à moderniser les infrastructures. L'assainissement de la gestion du patrimoine immobilier et la récupération de biens de la Caisse occupent une place particulière dans cette démarche. Ces mesures visent à sauvegarder les actifs qui soutiennent la protection des assurés.



Charles Mudiay, Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)



Charles Mudiay, Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

La modernisation des infrastructures médicales de Lubumbashi et la relance de l'hôtel Congo Palace à Kisangani figurent également parmi les initiatives menées sous sa direction. Elles traduisent la volonté de faire du patrimoine de la CNSS un soutien durable à sa mission sociale.

Un style managérial : Discrétion et efficacité

Charles Mudiay Kazadi n'est pas un homme de grands discours ou de tempêtes médiatiques. Son style est celui d'un technicien pragmatique. Il préfère les colonnes de chiffres stables, la régularité du paiement des prestations et la solidité des réserves financières de la Caisse. Dans un contexte où la gestion des établissements publics congolais est scrutée avec sévérité, il fait figure d'exception et de modèle de redevabilité.

Une action saluée au-delà de l'institution

Son engagement et sa rigueur managériale s'accompagnent aujourd'hui d'une présence dans les instances internationales de la sécurité sociale. Charles Mudiay Kazadi siège au Bureau de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS), dont le siège est à Genève, et participe à son Comité d'examen des candidatures. Cette participation renforce la visibilité de la CNSS et favorise le partage d'expériences avec d'autres organismes de sécurité sociale.

Les réalisations menées sous sa direction s'inscrivent dans une dynamique de modernisation de la et de renforcement de sa mission social et de sa mission sociale. Grâce à lui, la CNSS est considérée comme un bouclier social et le moteur économique pour bâtir la nation congolaise en pleine mutation. ■

La Francophonie à l'heure de l'IA

Entre promesses et périls pour la diversité linguistique et culturelle

Par Prof. Vincent Bokata

À l'heure où les modèles génératifs de langage et les architectures d'intelligence artificielle redéfinissent en profondeur la production du savoir, la création culturelle et les rouages de l'économie mondiale, une question fondamentale s'impose à la communauté internationale : quelle langue parle l'avenir? L'émergence fulgurante de grands modèles de langage (Large Language Models ou LLM) dominés par des géants technologiques nord-américains et asiatiques ne constitue pas une simple avancée industrielle. Elle marque le début d'une recomposition géopolitique où le contrôle des algorithmes équivaut au contrôle du récit mondial.

L'intelligence artificielle (IA) n'est plus une technologie du futur, mais une réalité qui transforme en profondeur nos sociétés, nos économies et nos cultures. Pour la Francophonie, cet espace politique et culturel unique rassemblant 396 millions ailleurs dans le numéro de locuteurs sur cinq continents, l'irruption de l'IA représente un moment charnière.

D'un côté, l'IA offre des perspectives inédites pour l'enseignement, la création et le rayonnement de la langue française. De l'autre, elle fait peser des menaces existentielles sur la diversité linguistique et culturelle, face à la domination de modèles anglo-saxons. Certains diplomates francophones n'hésitent d'ailleurs plus à évoquer le risque d'une « nouvelle colonisation » numérique.

La Francophonie ne saurait être réduite à un simple espace d'expression partagé ou à un héritage patrimonial. Elle constitue un bloc géopolitique, économique et culturel de premier ordre, doté d'écosystèmes de recherche de pointe — du Québec à l'Europe occidentale, en passant par le dynamisme entrepreneurial de l'Afrique francophone. Dès lors, l'essor del'intelligence artificielle pose un ultimatum stratégique à l'ensemble des acteurs de cet espace.



Prof. Vincent Bokata

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et ses États membres en sont pleinement conscients. L'année 2025 a été marquée par une intensification des réflexions et des actions : premières Assises culturelles de l'IA en Francophonie, premier Forum francophone sur la gouvernance du numérique et de l'IA à Genève, et de multiples initiatives sur le terrain. L'enjeu est clair : faire de la Francophonie un acteur à part entière de la gouvernance mondiale de l'IA, et non un simple spectateur subissant des choix technologiques décidés ailleurs.

Commenter / Surligner

La bataille des données et des modèles de langage

Le premier défi est celui de la souveraineté numérique et linguistique. Comme le souligne le rapport annuel sur la langue française remis en mars 2025, « les contenus en langue originale occupent une place aussi centrale que la puissance de calcul ou les algorithmes dans le développement de l'IA ». Or, les données francophones disponibles pour entraîner les grands modèles de langage sont encore largement minoritaires face à l'hégémonie de l'anglais.

Pour y remédier, des initiatives comme le projet LANGU:IA voient le jour. Ce consortium, déclinaison francophone de l'Alliance européenne pour les technologies des langues (ALT-EDIC), vise à réunir entreprises, institutions académiques et acteurs culturels pour nourrir des bases de données géantes de contenus francophones. L'objectif est ambitieux : faire ensorte que l'IA « parle» aussi français, avec ses nuances, ses références et ses valeurs.

La découvrabilité menacée des contenus francophones

Un deuxième défi, peut-être plus insidieux, est celui de la découvrabilité. Les recherches menées par la Chaire de recherche du Québec sur l'intelligence artificielle et le numérique francophone (IANF) montrent que les créations francophones sont de plus en plus minorisées sur les plateformes numériques transnationales et peu mises en visibilité par les systèmes de recommandation automatisés.

En d'autres termes, même lorsque des



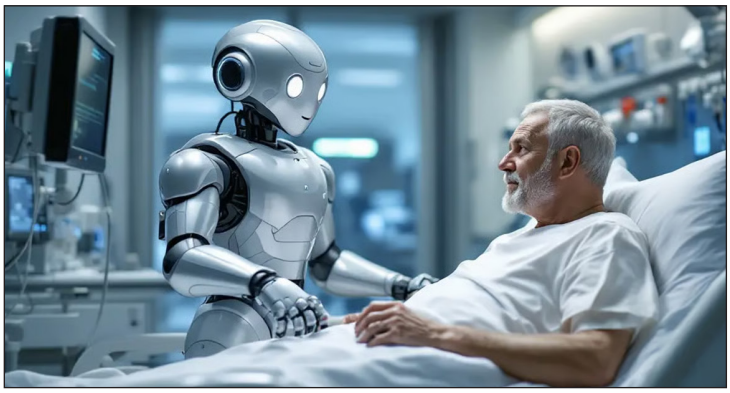
contenus francophones existent, les algorithmesconçus par des entreprises californiennes ou chinoises les relèguent souvent au second plan.
Cette « algocratie », pour reprendre le terme du chercheur Destiny Tchéhouali, constitue unemenace silencieuse mais redoutable pour la diversité culturelle. Les premières Assisesculturelles de l'IA en Francophonie, tenues à Québec en mai 2025, ont justement placé cette question au cœur des débats.

Le risque d'une fracture numérique au sein de la Francophonie

Enfin, la Francophonie est traversée par de profondes inégalités en matière d'accès aux technologies. Si certains pays disposent d'infrastructures numériques avancées, d'autres peinent encore à se connecter. L'IA risque d'accentuer ce fossé si des efforts particuliers nesont pas consentis pour former les enseignants, les étudiants et les professionnels des pays du Sud. L'OIF multiplie d'ailleurs les actions de formation, comme à Djibouti ou au Cambodge, pour que l'IA devienne un levier d'inclusion et non un facteur d'exclusion.

L'IA comme accélérateur de l'enseignement du français

L'un des secteurs les plus prometteurs est celui de l'éducation. L'IA générative bouleverse les fondements mêmes de l'apprentissage, et la Francophonie peut en tirer parti pour renforcer l'enseignement du français langue étrangère. Des outils d'analyse et de traitement automatisé de textes, de sons et de vidéos permettent désormais de concevoir des activités grammaticales et lexicales interactives. L'OIF elle-même promeut des plateformes comme « Parlons Français » pour accompagner cette transition.
L'IA peut ainsi devenir un « amplificateur de nos diversités et de notre créativité



cinéastes francophones. Loin de se réduire à une technologie froide, l'IA transforme en profondeur les questions de sens et de création. Les Assises culturelles de l'IA ont ainsi exploré comment concevoir des systèmes d'IA qui reflètent la richesse linguistique et culturelle de la Francophonie.
L'enjeu est de faire de l'IA un vecteur de rayonnement pour les expressions culturelles francophones, et non un simple outil de standardisation. Comme le rappelle le chercheur Destiny Tchéhouali, « en tant que chercheurs, nous ne pouvons pas nous permettre de rester de simples spectateurs fascinés par toutes les opportunités inédites qu'offrent les systèmes d'IA ».



Un levier pour la paix et la démocratie

Enfin, l'IA peut être mobilisée au service de la paix et de l'intégrité de l'information. En mai 2025, l'OIF a organisé un panel à Bruxelles sur le thème « Comment mobiliser l'IA pour renforcer l'intégrité de l'information au service de la paix ? ». L'organisation a notamment soutenu le projet « LOI », un outil de vérification juridique du discours assisté par l'IA, appliqué au droit humanitaire international.
Dans un monde où les désordres informationnels se multiplient, la Francophonie peut jouer un rôle pionnier en développant des solutions d'IA éthiques et responsables pour contrer la désinformation.

Faire entendre la voix francophone dans le concert mondial

Face à ces défis et ces opportunités, la Francophonie ne reste pas inactive. Elle a choisi de peser dans les instances internationales de gouvernance du numérique et de l'IA. Le premier Forum francophone sur la gouvernance du numérique et de l'IA, tenu à Genève en juillet 2025, en est l'illustration la plus récente. Comme l'explique Henri Monceau, représentant de l'OIF à Genève, la Francophonie est active sur ces questions depuis 1993 et a joué un rôle déterminant dans la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2005).

La Francophonie, laboratoire d'une IA humaniste ?

L'heure n'est plus à l'inquiétude passive, mais à l'action collective. La Francophonie dispose d'atouts considérables : une langue partagée par des centaines de millions de personnes sur tous les continents, une tradition de plaidoyer pour la diversité culturelle, et un réseau d'institutions et de chercheurs mobilisés.L'IA n'est pas une fatalité. Elle est un outil, dont les usages et les finalités dépendent de choix politiques, éthiques et culturels. La Francophonie a la capacité de peser sur ces choix, à condition de parler d'une seule voix et d'investir massivement dans la formation, la recherche et la coopération.Comme le rappelle un diplomate francophone, « la diversité culturelle et linguistique doivent être l'épine dorsale du plaidoyer numérique de la francophonie». À l'heure de l'IA, cet impératif est plus urgent que jamais.La Francophonie peut et doit devenir un laboratoire d'une intelligence artificielle humaniste, respectueuse des langues, des cultures et des droits humains. C'est à ce prix qu'elle restera fidèle à sa vocation :être un espace de dialogue, de partage et de créativité au service du bien commun. ■

L'Éveil de l'Algorithme

Comment l'Afrique Invente sa Propre Intelligence Artificielle

Par Jean Tele Udimba

Loin des fantasmes de remplacement de la Silicon Valley, le continent africain est en train de tracer une voie unique dans le paysage mondial de l'intelligence artificielle (IA). Ici, la technologie n'est pas un gadget de confort, mais un outil de survie et d'accélération économique.

D'ici 2035, l'IA pourrait injecter 1 000 milliards de dollars supplémentaires dans le PIB du continent. Pour y parvenir, l'écosystème mise sur le pragmatisme : résoudre des problèmes locaux complexes avec des solutions frugales.

Un marché en pleine explosion

Le saut technologique africain n'est plus une hypothèse, c'est une réalité chiffrée. Les investissements et l'adoption des solutions automatisées connaissent une courbe exponentielle :

- 2025 : Le marché de l'IA pèse 4,51 milliards de dollars.
- 2030 : Les projections l'estiment à 16,53 milliards de dollars.
- Le moteur : Une population dont la moyenne d'âge est de 19 ans, hyper-connectée et native du numérique.

Cinq piliers de la transformation

L'impact de l'IA en Afrique se concentre là où les besoins structurels sont les plus criants. Cinq secteurs majeurs captent la majeure partie de la valeur créée sur le continent :
En connectant les petits producteurs agricoles à des modèles prédictifs météo par simple SMS, ou en évaluant la solvabilité de commerçants informels via leur historique mobile, l'IA comble efficacement les failles des infrastructures traditionnelles.

Le défi de la souveraineté : Éviter la « colonisation numérique »

Pour que cette révolution soit durable, l'Afrique doit posséder ses propres outils. Trois barrières majeures restent à franchir:

1. La dépendance infrastructurelle : Le continent abrite moins de 1 % des centres de données (data centers) mondiaux. Les données africaines sont majoritairement stockées et traitées à l'étranger.

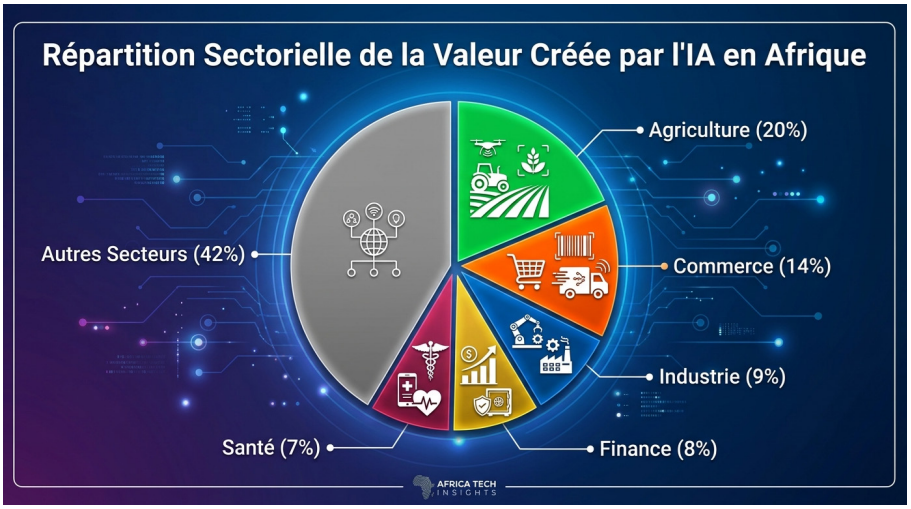
2. Le biais linguistique : Les grands modèles de langage (LLM) occidentaux ignorent les milliers de langues locales. Des initiatives comme le Lacuna Fund ou le collectif Masakhane tentent de corriger cela en créant des bases de données pour le wolof, le swahili ou le yoruba.

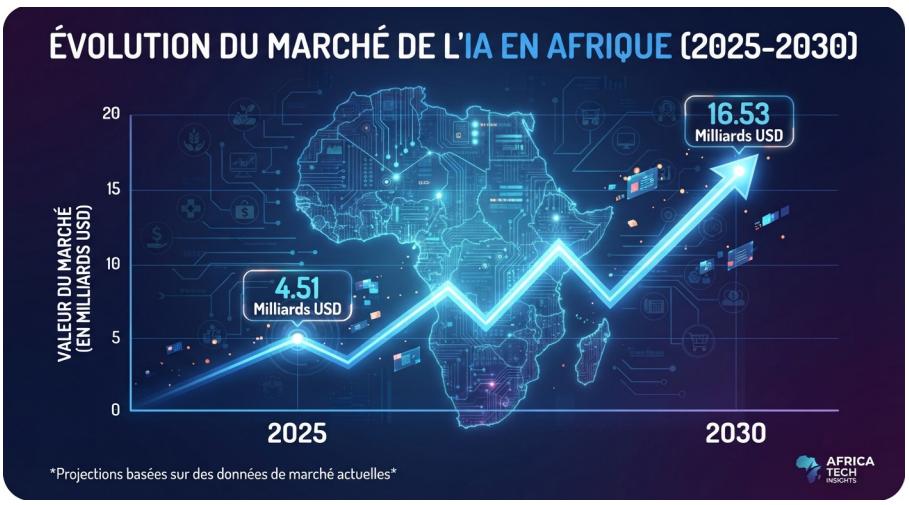
3. Le vide juridique : Près de 70 % des pays n'ont pas de lois adaptées à l'IA, laissant la porte ouverte aux dérives de la cybercriminalité.

Les locomotives du continent

La dynamique est menée par des hubs bien identifiés. Le Maroc, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya et l'Égypte s'imposent comme les moteurs de cette transformation.

Le Rwanda se positionne en laboratoire d'expérimentation réglementaire, tandis que le Nigeria a lancé un plan audacieux pour former 3 millions de talents tech. Partout, l'adoption de Startup Acts (comme au Sénégal, au Bénin ou en Tunisie) permet de libérer le potentiel des jeunes pousses locales.
L'Afrique ne se contente plus de consommer l'IA de demain ; elle est en train de la coder, à sa manière et selon ses propres règles.





La Francophonie

Action politique, paix et démocratie

Par Wendy Bokata

Une action politique ancrée dans des valeurs partagées

Au-delà de la langue française et de la culture, la Francophonie est un acteur politique engagé dans la promotion de la paix, de la démocratie, des droits humains et de la bonne gouvernance. Face à la multiplication des crises, les 90 États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) utilisent la coopération politique comme levier de stabilité et de développement durable.

La démocratie comme socle de l'engagement francophone

L'action politique de l'OIF s'appuie sur deux textes fondateurs :

- La Déclaration de Bamako (2000) : réaffirme les principes de démocratie, d'État de droit et de protection des libertés fondamentales face aux changements anticonstitutionnels.
- La Déclaration de Saint-Boniface (2006): met l'accent sur la prévention des crises, la sécurité humaine et le renforcement des capacités étatiques. L'objectif n'est pas d'imposer un modèle unique, mais d'accompagner les États dans la consolidation de leurs institutions.

Des élections transparentes et la gestion des crises

Pour instaurer la confiance citoyenne, l'OIF mène des missions d'observation électorale



Wendy Bokata, Reportrice

évaluant l'ensemble du processus (cadre juridique, indépendance des organes, participation, transparence). Ses recommandations permettent de renforcer l'administration électorale des pays membres. Au-delà du cadre électoral, l'OIF s'implique dans la prévention des conflits et la médiation. À travers la diplomatie de proximité et des missions de bons offices, elle favorise le dialogue pour empêcher que les tensions ne dégénèrent. Cette approche reflète le thème du XXe Sommet de la Francophonie à Phnom Penh : « La paix comme vecteur de développement durable et de prospérité partagée ».

Respect de l'ordre constitutionnel et nouveaux défis

En cas de rupture démocratique, l'OIF peut suspendre la participation d'un État à ses instances — comme ce fut le cas pour le Mali, le Niger et le Burkina Faso entre 2021 et 2023 — afin d'encourager un retour rapide à la légalité. Face aux enjeux contemporains (terrorisme, changement climatique, désinformation, inégalités), l'action de la Francophonie s'élargit. Elle doit désormais :

- Promouvoir l'éducation civique et la transparence.
- Accompagner les transformations numériques.
- Soutenir l'engagement des femmes et des jeunes, particulièrement en Afrique, où investir dans la formation et l'emploi constitue un levier majeur de stabilité. ■



À découvrir dans notre prochaine édition: notre dossier spécial sur le Benin. Plongez au coeur des réussites concrètes et des forces vives qui façonnent l'avenir de la nation. Nous y analysons les dynamiques clés et les acquis fondamentaux qui propulsent son développement. Ne manquez pas ce rendez-vous. ■

Numérique et mobilité

Le nouveau pacte de la Francophonie face aux défis du siècle

À l'ère de la mondialisation technologique, l'espace francophone se trouve à la croisée des chemins. L'Afrique francophone, portée par une transition démographique unique et une jeunesse hyper-connectée, ambitionne de devenir un pôle majeur de la tech mondiale. Pour transformer ce potentiel en réalité durable, une alliance stratégique s'impose avec les puissances économiques du Nord partageant la même langue : le Canada, la France, la Suisse et la Belgique. Ce partenariat ne doit plus être pensé comme une aide au développement traditionnelle, mais comme un investissement mutuel axé sur deux piliers indissociables : la révolution numérique et la mobilité des talents.

Par Jonathan Fontaine

1. Briser la fracture numérique : de la consommation à la souveraineté

Le premier défi de l'Afrique francophone réside dans l'accès à une connectivité stable, rapide et abordable. Si le taux de pénétration d'Internet progresse rapidement, des disparités géographiques et économiques subsistent. Le Canada, la France, la Suisse et la Belgique disposent d'un savoir-faire industriel et de capacités financières capables de catalyser cette transformation.

Le soutien de ces nations doit se concentrer sur le co-financement d'infrastructures lourdes : câbles sous-marins, centres de données locaux (data centers) et réseaux de fibre optique. L'enjeu est de taille : permettre aux États africains de garantir la souveraineté de leurs données. Au-delà des infrastructures matérielles, le transfert de compétences en cybersécurité et en intelligence artificielle est crucial pour que l'Afrique ne soit pas une simple consommatrice de technologies importées, mais une créatrice de solutions adaptées à ses réalités (Agri Tech, Fin Tech, e-Santé).

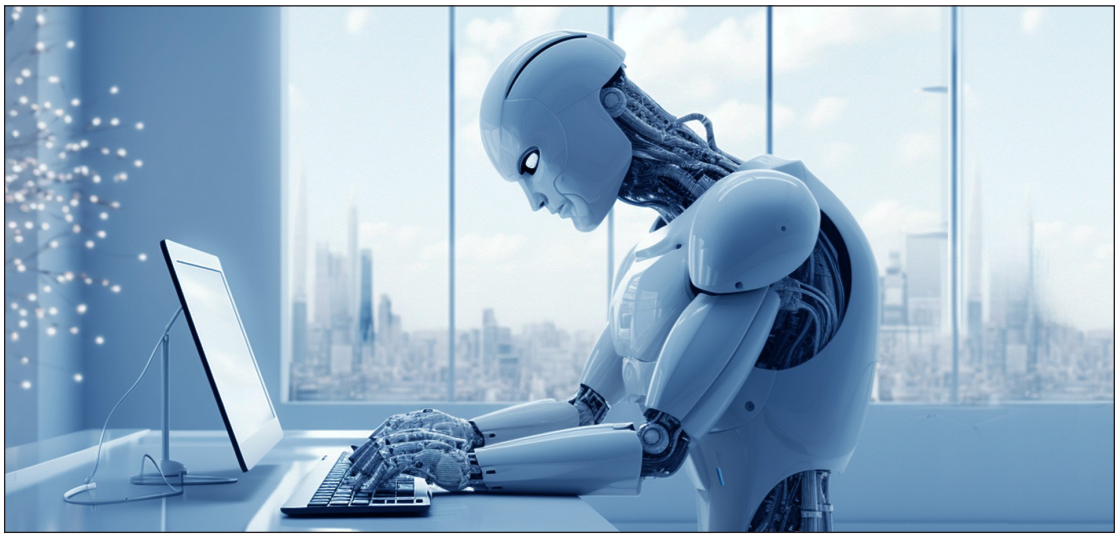


Jonathan Fontaine, Vice-président exécutif, Magazine Diplomat investissement



2. Former la génération de demain : l'urgence des compétences

La technologie n'est rien sans le capital humain. L'Afrique subsaharienne disposera bientôt de la plus grande main-d'œuvre au monde. Pour éviter le chômage de masse et l'exclusion numérique, l'éducation doit opérer sa mue digitale.



La coopération francophone universitaire et professionnelle doit s'accélérer. Des initiatives menées par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) ou des plateformes de cours en ligne (MOOCs) co-développées entre les universités suisses, belges et africaines montrent la voie. Il s'agit de standardiser les certifications dans les métiers du code, de l'analyse de données et du management de projet tech. L'objectif est double : doter les entreprises locales de talents qualifiés et permettre aux jeunes Africains d'intégrer le marché mondial du travail, même à distance.

3. La mobilité des talents : de la « fuite des cerveaux » à la « circulation des compétences »

Le modèle migratoire actuel montre ses limites et génère des frustrations. L'avenir appartientà la «mobilité circulaire». Le Canada montre déjà l'exemple avec sonvolet Mobilité Francophone, qui facilite l'immigration temporaire de travailleurs qualifiés d'expression française. La France, la Belgique et la Suisse gagnent à assouplir et moderniser leurs politiques de visas économiques pour les professionnels de la tech.

Cette mobilité doit être bidirectionnelle. Un ingénieur sénégalais ou camerounais doit pouvoir se former ou travailler deux ans à Montréal, Paris ou Genève, puis revenir créer sa start-up à Dakar ou Douala, fort d'un réseau international. De même, les écosystèmes d'incubateurs occidentaux et africains doivent interconnecter leurs réseaux pour permettre aux entrepreneurs du Nord de tester leurs innovations sur les marchés africains en pleine expansion, et inversement.

Un bénéfice mutuel pour l'espace francophone





Ce soutien n'est pas à sens unique. Pour le Canada, la France, la Suisse et la Belgique, l'Afrique francophone représente un relais de croissance économique exceptionnel et un réservoir de talents face à la pénurie de main-d'œuvre qui frappe l'Occident.

En s'unissant autour du numérique et de la mobilité, ces nations ne font pas seulement de la diplomatie culturelle : elles construisent un bloc économique et technologique compétitif face aux géants anglophones et asiatiques. La langue française ne doit plus seulement être un trait d'union historique, mais le vecteur d'une prospérité partagée au XXIe siècle.

Le triple choc des infrastructures en Afrique subsaharienne francophone

Les chiffres d'une crise humaine

Par Baron Tete

L'Afrique subsaharienne francophone concentre aujourd'hui les plus grands déficits mondiaux en infrastructures de base, maintenant des millions d'habitants dans une précarité extrême. Alors que l'Union africaine place l'eau et l'assainissement au sommet de son agenda politique, les derniers rapports internationaux révèlent un fossé persistant entre les ambitions de développement et la réalité du terrain. Entre explosion démographique et sous-investissement chronique, le point sur une urgence absolue en chiffres.



Baron Tete, Représentant du Magazine Diplomat Investissement en Afrique

Le fardeau de l'eau : l'abondance paradoxale

Le continent africain ne manque pas de ressources hydriques globales. Pourtant, les rapports de l'ONU pointent une faillite majeure dans la gestion et la distribution de cette ressource :

- 24 % : C'est le maigre taux d'habitants en Afrique subsaharienne ayant accès à une eau potable gérée en toute sécurité.
- 50 % : La moitié des personnes à l'échelle mondiale qui sont contraintes de boire une eau de source non protégée vivent dans cette région.
- 400 millions : C'est le nombre d'Africains qui restent totalement privés d'accès à l'eau potable.
- 65 % : Le taux de non-accès à une eau de base en République démocratique du Congo (RDC). Un paradoxe absolu pour un pays qui détient pourtant d'immenses réserves d'eau douce. Face à cela, le gouvernement congolais a adopté une nouvelle politique nationale pour tenter d'atteindre 60 % de desserte d'ici 2035.



L'assainissement : le grand oublié des politiques publiques

Si l'eau capte l'attention, l'assainissement reste le parent pauvre des budgets étatiques, avec des conséquences sanitaires désastreuses sur la propagation du choléra ou de la typhoïde :

- 700 millions : Le nombre de personnes vivant sans installations sanitaires de base à l'échelle du continent.
- 28 % : Moins d'un tiers de la population régionale dispose de toilettes et de systèmes d'évacuation privatifs décents.
- 84 % : En RDC, plus de huit habitants sur dix manquent cruellement d'infrastructures d'assainissement de base, accentuant la vulnérabilité des zones périurbaines et rurales.
- 2 % : C'est la part dérisoire de la pollution urbaine, industrielle et domestique actuellement traitée en Afrique subsaharienne. Le reste est directement rejeté dans la nature.

Électricité : l'Afrique dans l'ombre du déficit mondial

L'accès à l'énergie est le moteur de toute transition économique. Pourtant, la fracture énergétique s'est déplacée et s'est concentrée sur la région au fil des ans :

- 86 % : Selon le rapport annuel Tracking SDG 7 publié par la Banque mondiale et l'AIE, l'Afrique subsaharienne concentre désormais 86 % du déficit mondial d'accès à l'électricité, contre 49 % au début des années 2010.
- 600 millions : C'est le nombre d'individus qui vivent encore dans le noir complet en Afrique subsaharienne .
- 55,1 % : Le taux d'accès global moyen à l'électricité dans la région . Ce chiffre cache des disparités massives : si des leaders francophones comme le Sénégal se rapprochent de l'accès universel, des



pays comme le Tchad, le Niger ou la Centrafrique peinent à dépasser les 20 % à l'échelle nationale .

• 8,2 milliards de dollars : C'est l'enveloppe massive débloquée par la Banque mondiale dans le cadre de la « Mission 300 » (conjointement avec la Banque africaine de développement) pour raccorder 300 millions de personnes d'ici 2030 et contrer l'impact de la croissance démographique.

La fracture rurale : une double peine

Les moyennes nationales masquent une injustice géographique flagrante entre les villes et les campagnes. En milieu urbain, l'accès à l'électricité dépasse généralement les 80 %, même s'il est altéré par des délestages chroniques . En revanche, en zone rurale, le taux d'électrification s'effondre à 33 % (seulement 1 habitant sur 3) . C'est dans ces mêmes zones rurales isolées que les corvées d'eau des femmes et des filles dépassent fréquemment les 10 kilomètres de marche quotidienne.

Conclusion : Pour une Francophonie des peuples, au-delà de la langue

Face à ce constat alarmant, une évidence s'impose : l'espace francophone ne peut plus se contenter d'être un simple forum de diplomatie politique ou de célébration de la langue française. Alors que la majorité des locuteurs du français vivent aujourd'hui sur le continent africain, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) doit opérer un changement de paradigme historique.

La Francophonie doit d'urgence devenir une Francophonie au service de la population.

Célébrer la culture et la syntaxe perd tout son sens lorsque les populations qui font vivre cette langue au quotidien n'ont ni eau potable pour boire, ni électricité pour s'éclairer et étudier le soir. Pour conserver sa légitimité et répondre aux aspirations des jeunes générations, l'institution francophone doit se positionner comme un levier d'action solidaire et concret. Cela implique de catalyser les investissements, de favoriser



les transferts technologiques (notamment dans les énergies renouvelables) et d'appuyer des projets décentralisés d'accès aux services de base. En plaçant la dignité humaine et le bien-être des citoyens au centre de ses priorités, la Francophonie prouvera qu'elle n'est pas une relique du passé, mais un espace vivant de solidarité face aux défis du siècle.







Jeunesse africaine et Francophonie

Un partenariat à l'épreuve du pragmatisme économique

D'ici 2050, l'Afrique abritera plus de 90 % des jeunes francophones de la planète. Alors que le centre de gravité de la langue française s'est définitivement déplacé vers le Sud, la nouvelle génération balance entre opportunités d'affaires et désillusion face au « mur des visas ».

Par Marion Nzuba



Marion Nzuba,
Directrice de Marketing et Communication, Magazine Diplomat investissement

Enquête sur un espace en pleine mutation.

Dans les allées du Salon de l'innovation numérique de Kinshasa, la langue française se mêle au lingala et au swahili dans un brouhaha d'idées de start-up. Pour cette génération de moins de 25 ans, qui représente plus de 60 % de la population du continent, la Francophonie n'est plus une affaire d'histoire ou de littérature. C'est, d'abord et avant tout, une affaire d'opportunités.

Pourtant, le constat est partagé par de nombreux observateurs : la relation entre l'institution francophone et la jeunesse africaine traverse une crise de croissance. Entre la promesse d'un espace partagé de 396 millions de locuteurs et la réalité du terrain, le fossé se creuse, transformant parfois le partenariat de rêve en une occasion manquée.



Le « Soft Power » économique au banc d'essai

Sur le papier, les arguments en faveur d'un partenariat gagnant ne manquent pas. L'AgenceUniversitaire de laFrancophonie(AUF) multiplieles campus numériques et les incubateurs de start-up à travers le continent. De Dakar àAntananarivo, des milliers dejeunes entrepreneurs bénéficient definancements francophones dédiés aux industries créatives et à la transition écologique.

« Le français est un levier de croissance sous-estimé », explique un expert en



économie numérique basé à Abidjan. « Pour une entreprise africaine, pouvoir démarcher des clients en Europe, au Canada ou au Maghreb sans barrière linguistique est un avantage compétitif majeur. »

La politique des visas, principal point de rupture

Mais cette dynamique se heurte à un obstacle politique majeur : le durcissement des politiques migratoires dans les pays du Nord. La difficulté d'obtention des visas pour les étudiants, les chercheurs et les jeunes professionnels africains est vécue comme une profonde injustice.

« On nous parle d'un espace de partage et de solidarité, mais dans les faits, la circulation est à sens unique », déplore Fatoumata, 24 ans, diplômée en ingénierie à Dakar, dont la demande de visa pour un stage en France a été refusée à deux reprises. Cette rupture de mobilité nourrit un sentiment de déconnexion vis-à-vis des institutions comme l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), parfois perçue par la « Génération Z » comme un canal d'influence d'un autre temps.

Le défi de la concurrence linguistique

Parallèlement, le français subit la concurrence agressive de l'anglais,



perçu par la jeunesse comme la langue incontournable de la tech, de la finance internationale et de la culture globale. Pour ne pas être distancée, la Francophonie est contrainte de réinventer son discours.

Pour les spécialistes, l'avenir de cet espace repose sur une rupture avec le modèle centralisé. Le salut de la Francophonie passera par une approche horizontale, où le français cohabite de manière décomplexée avec les langues locales africaines, et où les décisions économiques se prennent à Kinshasa ou à Yaoundé plutôt qu'à Paris ou Genève.

La jeunesse africaine n'attend plus des discours de célébration de la langue, mais des réponses concrètes à la crise de l'emploi. Le virage vers une « Francophonie économique de solutions » est désormais amorcé, mais le temps presse pour convaincre une génération qui n'hésitera pas à chercher ses partenaires ailleurs.

Les enjeux de la Francophonie

Entre héritage, transformation et ambition mondiale

Par Bob Tete Wembolua

La Francophonie est entrée dans une nouvelle étape de son développement. Bien qu'elle repose toujours sur le partage de la langue française, elle fait face à des défis qui requièrent une perspective élargie sur son rôle dans le domaine des relations internationales. La montée en puissance de nouvelles nations, la révolution numérique, les mutations démographiques et les attentes croissantes des citoyens poussent l'espace francophone à évoluer au-delà de sa mission culturelle pour se positionner en tant qu'acteur clé du développement, de l'innovation et de la gouvernance mondiale.

Avec plus de 396 millions de locuteurs répartis sur les cinq continents et 90 États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Francophonie dispose d'une base exceptionnelle. Toutefois, pour maintenir son influence, cette communauté doit impérativement transformer son potentiel linguistique en un projet politique, économique et humain concret.



Bob Wembolua, Représentant du Magazine Diplomat investissement aux USA

Une langue qui doit rester un facteur d'influence

Le français, en tant que langue, doit continuer à jouer un rôle d'influence. Il représente un vecteur d'identité essentiel pour la Francophonie, servant de langue de communication internationale, de diplomatie, de création intellectuelle et de coopération. Cependant, dans un monde où l'anglais domine et où les outils numériques se développent rapidement, son prestige ne peut plus être considéré comme acquis.

L'enjeu actuel consiste à adapter le français aux réalités contemporaines. Son essor doit s'articuler autour d'une présence renforcée dans les secteurs scientifique, technologique, universitaire et numérique. Les plateformes d'apprentissage, l'intelligence artificielle, ainsi que la recherche et l'innovation doivent devenir des espaces privilégiés pour l'expression de la langue française. La vitalité d'une langue repose sur sa capacité à accompagner les transformations majeures de son époque. Pour la Francophonie, il ne s'agit pas de défendre le français par attachement à un passé révolu, mais de le projeter comme une langue d'avenir.

L'Afrique se positionne comme le moteur du renouveau francophone.

Le changement démographique majeur au sein de la Francophonie se situe en Afrique, où réside la majorité des francophones et où la population continue d'augmenter de manière significative.

Cette réalité reconfigure les dynamiques de l'espace francophone. Les aspirations de la jeunesse africaine deviennent progressivement des priorités pour la Francophonie. L'accès à l'éducation, à la formation professionnelle, aux technologies numériques, à l'emploi et à l'entrepreneuriat est devenu un enjeu crucial. Le défi réside dans la capacité à transformer cette dynamique démographique en opportunité de développement concrète. Une jeunesse bien formée, innovante et ouverte sur le monde peut faire de la Francophonie l'un des pôles les plus dynamiques de la coopération internationale.

La culture se présente comme un instrument de dialogue.

La force de la Francophonie réside dans la richesse de ses expressions culturelles. Les pays membres sont issus de traditions, d'histoires et de civilisations variées, créant ainsi un patrimoine unique qui favorise les échanges entre les nations.

Dans un environnement où les productions culturelles circulent à une vitesse sans précédent, la préservation de la diversité des langues, des œuvres et des patrimoines constitue un enjeu stratégique. La Francophonie soutient donc la création artistique, la diffusion



de la littérature, le cinéma, les industries culturelles et les échanges universitaires pour maintenir un espace de dialogue interculturel. Cette diversité culturelle renforce également le sentiment d'appartenance à une communauté fondée sur le respect des différences, plutôt que sur leur uniformisation.

La Francophonie s'engage également pour la stabilité internationale.

Ses enjeux ne se limitent pas à la culture ou à l'éducation, mais englobent aussi la capacité de ses membres à promouvoir la paix, la démocratie et le dialogue politique. Dans de nombreuses régions du monde francophone, les crises sécuritaires, les transitions institutionnelles et les tensions politiques soulignent l'importance de disposer de mécanismes de concertation efficaces. Par le biais de ses missions d'observation électorale, de médiation et d'accompagnement institutionnel, l'OIF contribue au renforcement de la gouvernance démocratique et à la

prévention des conflits. Le thème du XX^{e} Sommet de la Francophonie à Phnom Penh, « La paix comme vecteur de développement durable et de prospérité partagée », met en lumière le fait que la stabilité est la condition sine qua non du progrès économique et social.

La paix ne se limite pas à un objectif politique, mais constitue également une condition essentielle au développement. Construire un espace économique plus intégré est une nécessité pour la Francophonie. Son potentiel économique reste encore sous-exploité. Les échanges commerciaux entre plusieurs pays membres demeurent limités, alors que la langue commune favorise naturellement les relations d'affaires, les investissements et la circulation des compétences. Le développement de chaînes de valeur communes, la coopération entre universités, entreprises innovantes et centres de recherche peuvent renforcer la compétitivité de l'espace francophone.
L'économie numérique ouvre également des perspectives significatives. Les jeunes entrepreneurs francophones créent aujourd'hui des solutions dans des secteurs tels que les services numériques, la santé, l'agriculture et l'éducation. En soutenant ces initiatives, la Francophonie peut se transformer en un espace de création de richesse tout en demeurant un lieu de solidarité.

Le renforcement des partenariats Sud-Sud s'impose comme une priorité.

Les coopérations entre les pays d'Afrique, des Caraïbes, d'Asie et du Pacifique offrent de nouvelles possibilités pour un développement plus équilibré. Enfin, la Francophonie est confrontée à un défi crucial en matière de crédibilité. Les citoyens attendent des organisations internationales des actions concrètes, visibles et mesurables. Pour répondre à cette exigence, la Francophonie doit améliorer l'efficacité de ses programmes, accélérer la mise en œuvre de ses décisions et impliquer davantage les collectivités locales, les universités, les entreprises, les organisations de jeunesse et la société civile. Son influence dépendra moins de son nombre de membres que de sa capacité à générer des résultats tangibles dans les domaines de l'éducation, de l'innovation, de la gouvernance et du développement humain.

En résumé, la Francophonie dispose aujourd'hui de ressources considérables pour se positionner comme un acteur essentiel dans le domaine de la coopération internationale. Sa vaste portée géographique, sa richesse culturelle, l'énergie de sa jeunesse et l'influence croissante du continent africain lui confèrent des opportunités sans précédent.
Cependant, cette ambition exige une adaptation continue. La Francophonie doit poursuivre son engagement dans l'éducation, accompagner les mutations numériques, soutenir les économies innovantes et renforcer la solidarité entre ses membres. Comme l'a indiqué Maurice Blondel, « L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare » Cette citation illustre de manière pertinente les défis contemporains auxquels fait face la Francophonie. Son avenir sera tributaire de sa capacité à anticiper les évolutions mondiales et à transformer sa diversité en un atout au bénéfice des populations, du dialogue interculturel et du progrès collectif. ■

La Francophonie dans le monde

Une puissance linguistique en pleine recomposition

Par Marion Nzuba

La Francophonie change d'échelle.Longtemps considérée comme un espace essentiellement culturel et linguistique, elle constitue désormais un ensemble humain, éducatif, économique et numérique dont le centre de gravité se déplace progressivement vers l'Afrique.

Selon les données récentes de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), 396 millions de personnes parlent français dans le monde. Le français occupe ainsi le quatrième rang des langues les plus parlées. Il compte également près de 170 millions d'apprenants et de personnes scolarisées et figure parmi les principales langues présentes sur Internet.
Ces chiffres traduisent la vitalité d'une langue qui continue de progresser. Mais ils révèlent surtout une transformation profonde de la géographie francophone.

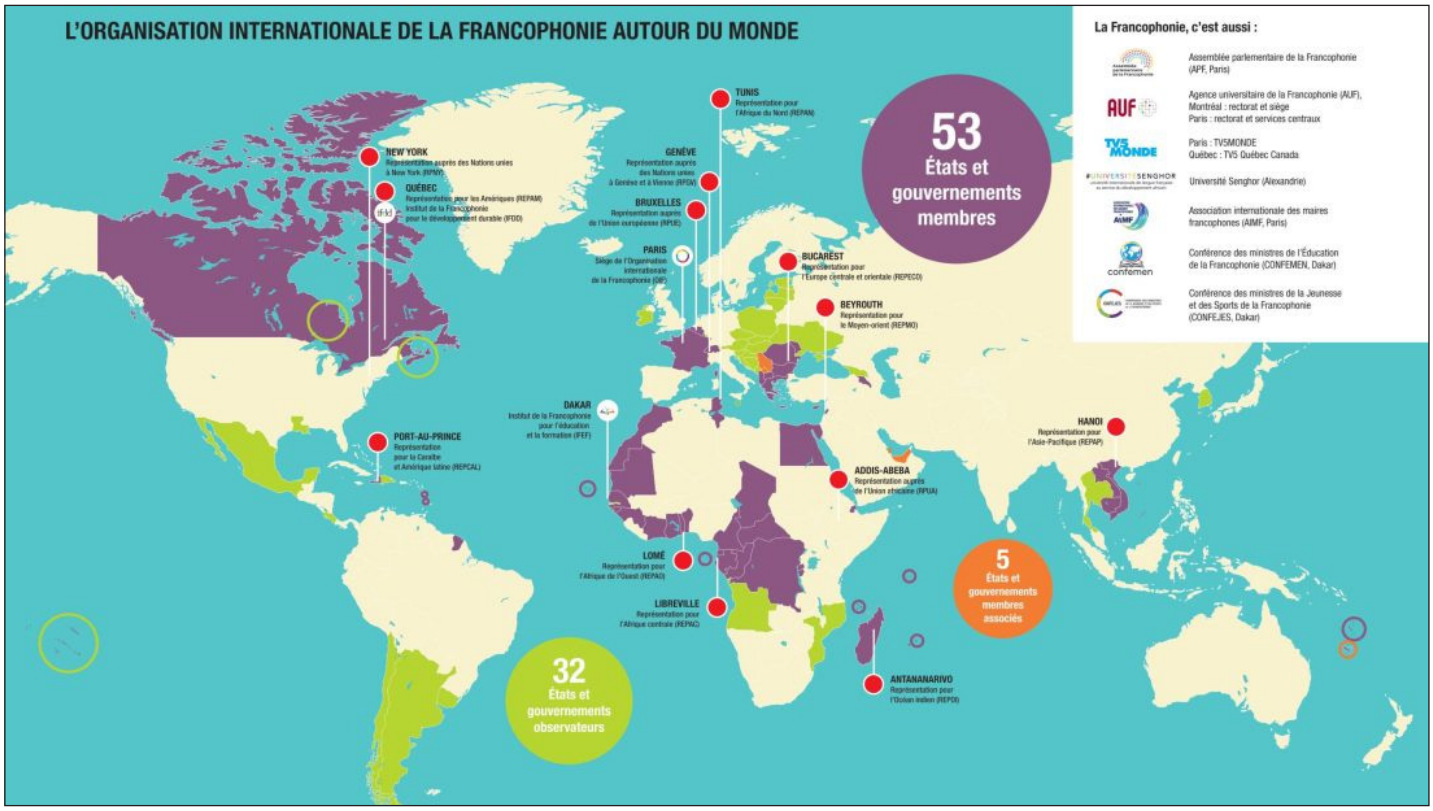
L'Afrique au cœur de la Francophonie

Aujourd'hui, 65 % des francophones vivent en Afrique. Cette proportion devrait encore augmenter au cours des prochaines décennies en raison de la croissance démographique du continent.
Selon les projections de l'OIF, le nombre de francophones pourrait atteindre environ 700 millions en 2050. Une très grande majorité d'entre eux vivrait alors en Afrique. Cette évolution fait du continent le principal moteur démographique de la Francophonie. Des villes comme Kinshasa, Abidjan, Dakar, Yaoundé ou Cotonou sont devenues des pôles importants de la vie francophone.

La République démocratique du Congo occupe une place particulière dans cette nouvelle géographie. Avec sa population importante et sa forte croissance démographique, elle constitue l'un des principaux réservoirs de croissance du monde francophone. Mais le poids démographique ne suffit pas. Pour transformer cette dynamique en véritable influence, les pays africains doivent investir dans l'éducation, la formation professionnelle, les infrastructures numériques et l'emploi des jeunes.

Le français face au défi numérique

L'avenir de la Francophonie se joue également sur Internet. Le français demeure une langue importante du Web, mais sa présence doit progresser dans les nouveaux environnements numériques. L'intelligence artificielle, les moteurs de recherche et les plateformes numériques utilisent des volumes considérables de données. La quantité et la qualité des contenus disponibles déterminent de plus en plus la visibilité d'une langue.
La découvrabilité des contenus francophones devient donc un enjeu stratégique. L'OIF a engagé plusieurs initiatives pour renforcer la présence des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique. Cette bataille dépasse la défense linguistique. Elle concerne la capacité des sociétés francophones à produire leurs propres connaissances, leurs œuvres culturelles et leurs innovations.



Une langue d'éducation et d'économie

L'avenir du français dépend aussi de l'éducation. Les quelque 170 millions d'apprenants et de personnes scolarisées en français représentent un potentiel considérable.
En Afrique, la croissance démographique va cependant accroître les besoins en enseignants, en établissements scolaires et en outils pédagogiques. La qualité de l'enseignement sera déterminante pour maintenir l'attractivité du français. La langue possède également une dimension économique. L'OIF présente le français comme la troisième langue de l'économie et des affaires. L'espace francophone représente par ailleurs une part importante du PIB et du commerce mondial. La langue commune peut faciliter les relations entre entreprises et investisseurs. Mais cet avantage doit être accompagné d'une meilleure circulation des capitaux, des compétences et des technologies.

Transformer la croissance en influence

La Francophonie dispose aujourd'hui d'un potentiel exceptionnel. Sa démographie, son réseau éducatif, son poids économique et sa présence numérique lui donnent les moyens de renforcer son influence internationale. Mais cette évolution comporte des défis. Les inégalités éducatives, la fracture numérique et la domination de certaines langues dans les sciences et les technologies peuvent limiter le développement du français.Le défi consiste donc à passer d'une Francophonie qui compte ses locuteurs à une Francophonie qui mesure également sa capacité à produire, innover et influencer. Le centre de gravité de la Francophonie se déplace vers l'Afrique. Son avenir dépendra de sa capacité à transformer cette dynamique démographique en puissance éducative, économique, culturelle et numérique.

Le français n'est donc plus seulement une langue héritée. Il peut devenir l'un des instruments de la puissance francophone de demain.



Repenser la Francophonie à l'heure des transformations mondiales

Par Willy Nsabimana

La Francophonie se prépare pour son XXe Sommet en novembre 2026 au Cambodge, dans un contexte de tensions géopolitiques inédites. Unie historiquement par la langue, elle est maintenant un espace de dialogue et de coopération entre États aux intérêts divergents. Pour l'Afrique, cœur démographique de cette communauté, cet espace va au-delà de la culture. Le français compte 396 millions de locuteurs, dont 65 % en Afrique, indiquant que l'avenir de la langue se joue sur le continent.

Dans un contexte mondial de recomposition des rapports de force, la Francophonie peut-elle devenir un instrument de développement économique pour les pays africains? Cette question est cruciale alors que les États africains diversifient leurs partenariats pour attirer des investissements. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dispose d'un cadre institutionnel pour lier gouvernements, entreprises et institutions. Elle se concentre sur l'économie et le numérique, mais cela ne garantit pas de résultats.
Il est essentiel d'utiliser la dimension linguistique et diplomatique de la Francophonie pour soutenir les économies nationales face aux défis géopolitiques, à l'attractivité des investissements et aux réformes institutionnelles.

I. La francophonie dans un monde en recomposition géopolitique

1.L'Afrique devient un acteur stratégique

L'Afrique ne peut plus être vue simplement à travers l'aide au développement. Elle s'affirme grâce à ses ressources, ses marchés en croissance et sa population innovante. Cependant, la richesse en ressources doit se traduire par la transformation locale et des infrastructures modernes. La Francophonie facilite les échanges, mais la diversité des priorités politiques demeure.

2. Diversification des partenariats

L'Afrique doit élargir ses partenariats pour renforcer son autonomie stratégique et bénéficier d'investissements. La diplomatie économique doit transformer les objectifs politiques en opportunités concrètes. La Francophonie doit agir comme un réseau d'affaires tout en respectant les institutions nationales.



Willy Nsabimana, Doctorant en littérature francophone d'Afrique

3. Crise de légitimité interne

La réorganisation géopolitique fragilise l'OIF, déjà en crise de légitimité. Plusieurs pays du Sahel voient le multilatéralisme francophone comme post-colonial plutôt que comme un outil de codéveloppement. L'OIF doit prouver son utilité dans la résolution de crises économiques.

II. Investissements et souveraineté économique

1.Transformer les relations en projets productifs

Le principal défi est d'assurer que les déclarations se traduisent en investissements productifs. L'OIF doit favoriser l'harmonisation des cadres d'affaires pour sécuriser l'investissement.

2. Transformation locale

L'Afrique doit limiter l'exportation brute des ressources. La Francophonie doit soutenir la création de chaînes de valeur régionales pour capter la valeur ajoutée localement.

3. Emploi des jeunes

La croissance démographique exige des emplois pour les jeunes. La Francophonie doit moderniser l'éducation pour répond aux besoins du marché.

III.Vers une Francophonie économique

1. Repenser l'OIF

L'OIF doit passer d'une diplomatie d'apparat à une agence spécialisée en projets pour aider les États dans les partenariats public-privé.

2. Synergie avec la ZLECAf

La Francophonie doit s'aligner sur la Zone de libre-échange continentale africaine pour faciliter les échanges.

3. Plan d'action pragmatique

Le succès dépendra d'indicateurs de performance clairs : investissements directs étrangers, brevets et projets achevés. Cela restaurera la confiance des États et des populations.

Conclusion

Le XXè Sommet au Cambodge est un moment décisif. Face aux crises de légitimité et à la concurrence, l'OIF doit se concentrer sur des résultats concrets pour l'Afrique : usines, emplois et souveraineté industrielle. C'est la clé pour maintenir sa pertinence auprès des nouvelles générations.

COMMENT AMÉLIORER DURABLEMENT LA PERFORMANCE DES SERVICES PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA FRANCOPHONIE ?

Proposition d'un Modèle francophone de performance des services publics (MFPSP)

Par Prof. Justin OMOLELA SELEMANI

Tous les peuples du monde aspirent à la paix, à la sécurité, à la justice, au développement et au bien-être social. Ces aspirations universelles ne peuvent être durablement satisfaites que par un État capable d'assumer efficacement sa mission fondamentale : servir l'intérêt général et procurer à son peuple le bien-être collectif.

La conception de l'État a profondément évolué. Si ses missions régaliennes demeurent essentielles — assurer la paix, la sécurité, la justice et la protection de la collectivité —, l'État contemporain est également appelé à produire, organiser et garantir des biens et services collectifs répondant aux besoins fondamentaux de la population. Il ne saurait ainsi être appréhendé uniquement comme une institution détentrice du pouvoir politique, mais également comme un acteur majeur de la production du bien-être collectif. Cette évolution place la performance de l'action publique au cœur de la capacité de l'État à remplir durablement sa mission au service de l'intérêt général. Dans cette perspective, la qualité et la performance des services publics constituent l'un des principaux indicateurs de la capacité de l'État à répondre aux attentes des citoyens et à accompagner le développement économique et social.

Aujourd'hui, les États membres de la Francophonie sont confrontés à des défis majeurs : moderniser leurs administrations, renforcer la gouvernance publique, accélérer la transformation numérique, utiliser efficacement les ressources publiques, promouvoir l'éthique et restaurer durablement la confiance entre l'État et les citoyens. Plus que jamais, la performance des services publics apparaît comme une condition essentielle du développement durable, de la stabilité institutionnelle et de la prospérité des nations. Depuis plusieurs décennies, les sciences du management public ont considérablement enrichi la réflexion sur la modernisation de l'action publique. Les approches développées autour de l'organisation administrative, de la gestion axée sur les résultats, de la gouvernance, de la qualité, de la création de valeur publique ou encore de l'amélioration continue ont apporté des contributions majeures.



Professeur Justin OMOLELA SELEMANI est Professeur Ordinaire à l'Université Pédagogique Nationale (UPN) de la République Démocratique du Congo. Domaines de recherche : Sciences administratives, Management public et Entrepreneuriat. Il est également Directeur à l'Administration de l'Assemblée nationale de la République Démocratique du Congo. Chercheur et spécialiste de la gouvernance publique, des réformes administratives et de la performance des services publics, il est le concepteur du Modèle francophone de performance des services publics (MFPSP), une contribution scientifique destinée à accompagner la modernisation des administrations publiques dans les États membres de la Francophonie. Il est également l'initiateur du Centre Congolais de Management Public et Gouvernance (CCMPG), une structure dédiée à la recherche, à la formation, au conseil et à l'innovation en management public.

Cependant, ces approches privilégient souvent une dimension particulière de la performance sans toujours proposer un cadre intégré permettant d'articuler de manière cohérente l'ensemble des leviers de transformation des administrations publiques. C'est dans cette perspective qu'est proposé le Modèle francophone de performance des services publics (MFPSP). Issu d'une réflexion scientifique fondée sur les acquis de la littérature internationale et sur les réalités administratives des États membres de la Francophonie, le MFPSP constitue un référentiel intégré de management public destiné à accompagner durablement les réformes administratives et à renforcer la création de valeur publique au bénéfice des citoyens.

Le MFPSP ne se substitue pas aux principales approches du management public. Il les prolonge, les articule et les enrichit dans une vision systémique, multidimensionnelle et adaptée aux défis contemporains de l'administration publique francophone.

Une architecture intégrée au service de la performance publique

Le MFPSP repose sur une architecture cohérente articulée autour de cinq principes directeurs, de sept dimensions constitutives et de sept conditions essentielles de mise en œuvre.

Les cinq principes directeurs expriment les valeurs fondamentales qui doivent inspirer toute action publique : la primauté du citoyen et de l'intérêt général, la culture des résultats et de la performance, le leadership public stratégique et éthique, la valorisation du



capital humain public ainsi que l'innovation et l'amélioration continue. Ces principes se traduisent opérationnellement à travers sept dimensions complémentaires: le leadership public stratégique ; le management stratégique orienté vers les résultats ; la professionnalisation du capital humain public ; la transformation numérique et l'innovation publique ; la gouvernance publique ; l'éthique, la transparence et la redevabilité ; enfin, l'évaluation permanente fondée sur la satisfaction des citoyens.

La réussite du modèle suppose également la réunion de sept conditions essentielles : un engagement politique et institutionnel fort ; l'appropriation du modèle par les administrations publiques ; la professionnalisation continue du capital humain public ; une gouvernance et un pilotage efficaces ; la mobilisation des ressources nécessaires accompagnée de l'accélération de la transformation numérique ; l'instauration d'une culture de l'éthique et de la redevabilité ; ainsi qu'un dispositif permanent de suivi, d'évaluation et de participation citoyenne. À terme, cette dynamique pourrait inspirer, selon les choix souverains de chaque État, une reconnaissance progressive du principe de performance des services publics dans les cadres juridiques et institutionnels, y compris, le cas échéant, au niveau constitutionnel.

Par cette architecture intégrée, le MFPSP propose aux décideurs publics, aux administrations et aux chercheurs un cadre de référence permettant de concevoir, de conduire et d'évaluer les réformes administratives dans une logique de performance durable, de création de valeur publique et de satisfaction des citoyens.

Schéma synthétique du MFPSP

Défis de l'action publique
Attentes croissantes des citoyens
Gouvernance publique
Efficacité administrative
Éthique publique
Transformation numérique

MODÈLE FRANCOPHONE DE PERFORMANCE DES SERVICES PUBLICS (MFPSP) !

5 PRINCIPES DIRECTEURS
7 DIMENSIONS CONSTITUTIVES
7 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE
SERVICES PUBLICS PERFORMANTS

Résultats attendus

Satisfaction des citoyens
Création de valeur publique
Renforcement de la confiance envers l'État
Développement durable

Une contribution scientifique ouverte à l'ensemble de l'espace francophone

Le MFPSP constitue une contribution scientifique destinée à enrichir le management public dans les États membres de la Francophonie. Il offre aux gouvernements, aux administrations publiques, aux institutions de formation, aux universités, aux écoles d'administration et aux chercheurs un référentiel susceptible d'accompagner les réformes administratives et de renforcer les capacités institutionnelles.

Conçu comme un modèle évolutif, il est appelé à être discuté, expérimenté et enrichi par la communauté scientifique ainsi que par les retours d'expérience issus de sa mise en œuvre dans différents contextes administratifs. Cette dynamique contribuera à renforcer progressivement sa portée théorique, sa pertinence opérationnelle et son utilité pour les décideurs publics. La diffusion, la recherche, la formation et les expérimentations autour du MFPSP pourront notamment être accompagnées par le Centre Congolais de Management Public et Gouvernance (CCMPG), dont la vocation est de promouvoir la recherche, la formation, le conseil et l'innovation en management public au service des administrations publiques. À l'heure où les États membres de la Francophonie recherchent des administrations publiques plus performantes, plus transparentes et davantage orientées vers les citoyens, le Modèle francophone de performance des services publics (MFPSP) se veut une contribution au débat scientifique et à l'action publique. Il ouvre une perspective nouvelle pour la modernisation durable des administrations, en conciliant efficacité, gouvernance, éthique, innovation et intérêt général. Le présent article constitue une présentation du Modèle francophone de performance des services publics (MFPSP). L'article fondateur, qui en expose les fondements doctrinaux, théoriques et opérationnels, fera l'objet d'une publication scientifique distincte. ■

Le virage économique obligatoire pour la Francophonie



Par Jean Tele Udimba

La Francophonie se trouve à un moment crucial de son évolution. Longtemps, elle a été envisagée principalement comme un cadre de coopération culturelle et linguistique. Bien que cette dimension demeure d'une importance capitale, elle ne suffit plus à s'adapter aux mutations économiques et démographiques contemporaines. Avec actuellement 396 millions de francophones et une prévision de près de 590 millions d'ici à 2050, dont la majorité vivra en Afrique, l'espace francophone présente un potentiel économique considérable.

La Francophonie doit désormais convertir son capital linguistique en un véritable réseau d'affaires, apte à stimuler les investissements, à faciliter les échanges commerciaux, à encourager l'innovation et à générer des emplois.

L'Afrique change le centre de gravité de la Francophonie

La transformation du centre de gravité de la Francophonie est indissociable du dynamisme démographique de l'Afrique. Le continent, qui abrite déjà la majorité des francophones, se distingue par une population particulièrement jeune. Il possède également d'abondantes ressources naturelles, un marché intérieur en pleine expansion et des besoins significatifs en infrastructures.

Les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des transports, du numérique, des télécommunications et des industries de transformation présentent d'importantes opportunités pour les entreprises et les investisseurs. Cependant, ce potentiel ne se traduit pas encore par une intégration économique concrète, comme l'illustre la faiblesse des échanges entre plusieurs pays francophones, démontrant que la proximité linguistique ne garantit pas automatiquement une collaboration économique.

Il est donc primordial de créer des liens plus solides entre les marchés. Une Francophonie économiquement dynamique devrait permettre aux entreprises de mieux discerner les opportunités dans les autres pays membres et de faciliter la recherche de partenaires, de financements et de débouchés.

Les PME doivent être au centre du virage économique

Les petites et moyennes entreprises doivent occuper une place centrale dans cette transformation économique. Elles constituent souvent l'épine dorsale du tissu entrepreneurial dans de nombreux pays africains et jouent un rôle essentiel dans la création d'emplois. Cependant, elles continuent de faire face à des obstacles majeurs pour accéder au financement, aux marchés internationaux et à l'information économique.
Il est donc impératif qu'une politique économique francophone plus audacieuse soutienne leur internationalisation. Des dispositifs de garantie, des plateformes numériques pour la mise en relation et des programmes d'accompagnement pourraient aider un plus grand nombre de PME à s'implanter au-delà de leurs fron-

tières nationales. L'objectif serait d'établir un véritable réseau de PME francophones capable de commercer, d'investir et de développer des partenariats au-delà de leurs marchés respectifs.

Les Missions économiques : passer du discours aux affaires

La Francophonie dispose déjà d'un outil crucial pour favoriser cette dynamique : les Missions économiques. Ces rencontres rapprochent les entreprises, les investisseurs, les institutions financières et les autorités publiques, permettant ainsi d'identifier des projets et d'établir des contacts directs. La mission organisée au Bénin du 17 au 19 juin 2025 en est un bon exemple, ayant rassemblé 92 entreprises et acteurs économiques de 29 États, générant près de 1 000 rendez-vous d'affaires et aboutissant à plusieurs accords, comme un investissement de 30 millions d'euros dans la transformation de la biomasse.

Cependant, ces rencontres ne doivent pas être considérées comme une fin en soi. Leur succès doit se mesurer à leur capacité à déboucher sur des contrats concrets, des investissements et des créations d'emplois.

Créer des investissements croisés

Le véritable changement résidera dans la promotion des investissements entre les diverses régions de l'espace francophone. Les flux de capitaux ne doivent pas être unidirectionnels. Les entreprises africaines doivent pouvoir investir davantage en Europe, au Canada ou dans d'autres marchés francophones, tandis que celles du Nord devraient avoir la possibilité d'élargir leurs activités en Afrique.

Cette approche d'investissement croisé permettrait de dépasser un modèle traditionnellement fondé sur l'aide ou l'assistance, en plaçant les partenaires francophones dans une dynamique de création de valeur partagée. L'Afrique, avec ses besoins en infrastructures, en énergie, en transformation agricole et



en services numériques, représente un terrain fertile pour les investisseurs. En retour, les entreprises africaines disposent d'un potentiel croissant dans des secteurs tels que l'agro-industrie, les services, le numérique et les industries créatives.

Vers un marché économique francophone plus intégré

Pour concrétiser cette ambition, plusieurs obstacles demeurent à surmonter. Les barrières administratives, l'accès limité au financement, des infrastructures insuffisantes et un manque d'informations sur les marchés représentent encore des freins importants.

La Francophonie pourrait renforcer les plateformes d'information économique et les mécanismes de financement communs, tout en encourageant les partenariats entre chambres de commerce, banques, fonds d'investissement et organisations patronales.
La transformation numérique représente une opportunité particulière dans ce contexte. Une plateforme économique francophone pourrait faciliter l'identification de partenaires, la recherche de financements et la compréhension des réglementations des divers marchés, offrant ainsi à la Francophonie un véritable espace économique interconnecté.



Une nouvelle diplomatie économique

Cette réorientation économique modifierait également le rôle de la Francophonie sur la scène internationale. Dans un contexte où la concurrence entre grands ensembles économiques est prédominante, les réseaux linguistiques se révèlent être un atout stratégique significatif. Les sphères anglophone et lusophone ont illustré leur aptitude à mobiliser leurs réseaux linguistiques pour accroître leurs échanges et solidifier leur influence économique. La Francophonie détient des atouts similaires, mais doit encore optimiser leur utilisation.
Il s'agit ici de ne pas simplement reproduire ces modèles de manière mécanique. L'enjeu réside dans l'élaboration d'une approche francophone qui soit en phase avec les réalités de ses membres et qui repose sur la complémentarité des économies.
Le changement économique au sein de la Francophonie ne se limite plus à une simple possibilité. Il s'affirme comme une conséquence inéluctable de l'évolution démographique et économique de son espace. L'Afrique se profile comme le principal pôle démographique de la Francophonie dans un avenir proche, et elle doit également émerger comme l'un de ses moteurs économiques majeurs.Le défi actuel consiste à transformer la langue française en un véritable levier pour le commerce, l'investissement et l'innovation. La Francophonie possède déjà les réseaux, les institutions et les entreprises nécessaires à cette transformation. Il lui incombe maintenant d'accélérer leur mise en relation. Ainsi, son avenir ne dépendra pas uniquement de la défense de la langue française, mais aussi de sa capacité à instaurer un environnement propice aux investissements des entreprises, à la circulation des capitaux, au développement des innovations et à la création d'emplois. Ce n'est qu'à cette condition que la Francophonie pourra évoluer d'une simple communauté linguistique vers une véritable puissance économique et diplomatique.

AIR CONGO

Le nouveau souffle de l'aviation congolaise



Créée avec l'ambition de redonner à la République Démocratique du Congo une compagnie aérienne nationale moderne, performante et conforme aux standards internationaux, Air Congo incarne aujourd'hui une nouvelle ère pour le transport aérien congolais. Fruit d'une vision tournée vers l'excellence, la sécurité et la connectivité, la compagnie s'impose progressivement comme un acteur majeur de l'aviation en Afrique centrale.



Depuis le lancement de ses opérations, Air Congo poursuit une mission claire: rapprocher les Congolais, soutenir le développement économique du pays et ouvrir la RDC au monde grâce à un réseau aérien fiable et de qualité. En mettant le passager au cœur de ses priorités, la compagnie mise sur un service professionnel, une expérience de voyage confortable et une ponctualité exemplaire.

Pour répondre aux besoins croissants de sa clientèle, Air Congo dispose d'une flotte moderne composée de Boeing 737 et ATR 72, adaptés au réseau domestique, ainsi que d'un Boeing 787-9 Dreamliner, fleuron de la compagnie, dédié aux liaisons internationales. Ce dernier offre un niveau de confort supérieur, des technologies de pointe et une expérience de voyage répondant aux meilleures normes de l'industrie.

Sur le réseau national, Air Congo dessert plusieurs villes stratégiques de la République Démocratique du Congo, contribuant à renforcer les échanges économiques, sociaux et culturels entre les différentes provinces. À l'international, la compagnie relie désormais Kinshasa à Bruxelles et Paris,marquant une étape importante dans son développement et affirmant sa volonté d'étendre progressivement son réseau vers d'autres destinations internationales.

Animée par des valeurs d'excellence, d'innovation et de proximité, Air Congo poursuit son ambition de devenir une référence de l'aviation africaine. Chaque vol témoigne de son engagement à offrir un service sûr, fiable et à la hauteur des attentes de ses passagers.

Air Congo, plus qu'une compagnie aérienne : le symbole d'une nation qui reprend son envol. ■

AIR CONGO
L'Espoir de l'Afrique

Voyagez desormais
avec Aircongo de Kinshasa vers :

PARIS









Air Congo, plus qu'une compagnie aérienne : le symbole d'une nation qui reprend son envol.

VOTRE PARTENAIRE CANADIEN DANS L'EXCELLENCE FINANCIÈRE



GROUPE
Diplomat investissement

- FINANCEMENT SUR-MESURE
- GESTION D'ACTIFS & FONDS
- MOBILISATION DES CAPITAUX
- GESTION DES RISQUES DE FINANCEMENT
- INTERMÉDIATION BOURSIÈRE
- INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE

Contact : Info@diplomatinvestissement.com
www.diplomatinvestmentgroup.com

Cadillac



Rien à dire...